



Causeries mars 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

Pas le temps de causer et de commenter les articles de presse que j'ai mis en ligne, je dois être à 9h à l'hôpital chez le dentiste. Un complément plus tard dans la journée.

Bonne semaine à tous, le mois de mars s'annonce chaud, très chaud !

Quelques infos en bref.

En famille.

Dans un entretien au Monde du 27 février, Didier Migaud (PS), nommé premier président de la Cour des comptes par Sarkozy a déclaré : "Je n'ai jamais conçu la politique comme un champ de bataille", il est vrai que la lutte des classes, ce n'est pas vraiment le point fort au PS.

Plus loin, il précise que c'est lui qui s'est porté candidat à ce poste et qu'il n'a pas été démarché par le nabot du Palais. Peu importe, ils se connaissent tellement bien qu'ils se tutoient : "J'ai dit au président que si la proposition m'était faite, je l'accepterais. (...) Il m'a dit : 'c'est une fonction totalement indépendante, je ne te demande pas de renoncer à tes convictions'", rapporte-t-il. (Reuters 27.02)

Devant les caméras l'UMP et le PS se chamaillent, et aussitôt après ils vont ripailler ensemble.

Une difficulté de plus pour Sarkozy.

La décision de Sarkozy de ne pas inaugurer le salon samedi, mais de le clôturer en fin de semaine prochaine, a été mal vécue par le monde paysan. Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, premier syndicat agricole, classé à droite, a estimé que cette décision était mal venue alors que le secteur est en crise : «Le président Sarkozy a beaucoup de difficultés avec la campagne, avec le monde paysan», a-t-il affirmé vendredi sur Europe 1. Même tonalité du côté de la Confédération paysanne (proche de la gauche), qui y voit une «forme de mépris des paysans».

Lors d'une visite dans le Finistère consacrée à l'agriculture, le 15 février, Dominique de Villepin avait attaqué dans ce registre : «Je regrette

que [l'agriculture] ne soit pas une priorité du chef de l'Etat et du gouvernement, même si mon ami Bruno Le Maire se donne beaucoup de mal.» De fait, le ministre de l'Agriculture s'est surtout donné beaucoup de mal vendredi pour assurer que «le Président est à l'écoute du monde agricole, a une vraie attention pour le secteur» et lui apportera «des signes de soutien fort». En privé, le villepiniste Le Maire assure qu'il fait le point une fois par semaine sur son dossier avec Sarkozy. Mais après tout, pourquoi se décarcasser davantage ? A la présidentielle, près des trois quarts des agriculteurs ont voté pour le Sarkozy des villes. Cinq ans plus tôt, le Chirac des champs ne faisait pas mieux. (libération.fr 27.02)

550 euros. C'est, en euros, le montant de la taxe qui pourrait frapper chaque mètre carré de construction neuve en Ile-de-France pour financer la double boucle de métro automatique de Christian Blanc, le secrétaire d'Etat à la Région capitale, selon un document interne que s'est procuré l'AFP. (libération.fr 27.02)

Allemagne. Un "compromis responsable".

Le gouvernement et les syndicats allemands ont annoncé un accord dimanche sur une augmentation de salaire concernant quelque deux millions de fonctionnaires.

L'accord obtenu samedi soir prévoit un relèvement rétroactif des salaires de 1,2% pour janvier, suivi d'une hausse de 0,6% en janvier 2011 et de 0,5% en août 2011.

"Il n'y a pas de quoi se réjouir", a estimé Frank Bsirske, dirigeant du syndicat des services Ver.di, qui espérait davantage. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, a en revanche salué "un compromis responsable" étant donné la conjoncture économique. (AP 27.02)

Il y en a qui perdent la tête, d'autres qui la retrouvent... 3.262 ans plus tard.

Des archéologues ont mis au jour dans la Vallée des Rois, près de Louxor, la tête géante d'une statue du célèbre pharaon Amenhotep III, également appelé Aménophis III, a annoncé dimanche le Conseil suprême des antiquités égyptiennes.

Amenhotep III, qui était le grand-père de Toutankhamon, a régné de 1387 à 1348 avant Jésus-Christ, à l'apogée du Nouvel Empire.

La statue de sa tête a été découverte dans les ruines de son temple, situé sur la rive du Nil en face de Louxor (sud de l'Egypte), qui a été détruit il y a longtemps. Ne subsistent plus que les deux Colosses de Memnon qui en marquaient l'entrée.

La tête fait la taille d'une personne adulte et semble très bien conservée. Elle appartient à une statue immense découverte il y a quelques années. Hourig Sourouzian, chef de l'équipe d'archéologues qui travaillent sur le site depuis 1999, considère que sa barbe cérémonielle se trouve encore enfouie quelque part à proximité.

"D'autres statues ont toujours quelque chose de cassé: l'extrémité du nez, le visage érodé. Mais ici, de l'extrémité de la couronne jusqu'au menton, elle est magnifiquement taillée et polie, rien n'est cassé", a déclaré Hourig Sourouzian.

La mission archéologique a trouvé de nombreuses pièces dans les ruines, dont deux statues de granit noir d'Amenhotep découvertes en mars. (AP 28.02)

Le 2 mars

La sacro-sainte Constitution de la Ve République, les institutions et les partis.

Deux infos pour cadrer notre sujet.

1- Au premier jour d'entrée en vigueur d'une réforme permettant aux justiciables de saisir directement le Conseil constitutionnel, le tribunal correctionnel de Paris a décidé, lundi 1er mars, de transmettre un dossier à la Cour de cassation, afin de déterminer si la garde à vue était conforme à la Constitution. (lemonde.fr 01.03)

2- Nicolas Sarkozy a convoqué mardi à la première heure à l'Elysée les têtes de liste UMP pour les élections régionales en Ile-de-France afin de recadrer une campagne chaotique, a-t-on appris auprès du principal parti de la majorité. (Reuters 26.02)

Le droit, les libertés, la propriété, etc., tout repose sur la Constitution, tous les rapports doivent être conformes à la Constitution, pardon, à l'esprit de la Constitution, la Constitution garante des rapports de soumission du travail au capital, la Constitution à l'origine des institutions dont le ministère de la Justice. Eux ils s'en occupent, ils s'y réfèrent, ils y font appel, et nous, nous, nous l'ignorons !

Nos ennemis sont franchement moins cons que nous qui nous déchirons entre nous à vouloir respecter à la lettre tel ou tel principe au nom de la bonne cause pour ne pas combattre les institutions, eux en face, ils se contentent de lois, de décrets, de mesures conformes à l'esprit de la Constitution... et ils avancent, ils mettent en oeuvre leur politique réactionnaire entièrement tournée contre le prolétariat.

Dans *Que Faire ?* (1902), Lénine expliquait que dès 1895 en Russie, ceux qui se réfugiaient derrière l'argument selon lequel "*l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications*", entendez par là les revendications (économiques ou sociales) autres que politiques, étaient en réalité des capitulars ou des ignares, car "*toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants*". Lénine y voyait "*sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des "idéologues" pour leurs propres défauts*". Je précise que parmi les "*petites revendications*" on peut ranger le combat pour l'interdiction des licenciements qui n'est pas à proprement parlé une petite revendication, dans la mesure où elle ne s'inscrit pas dans la perspective d'un Etat ouvrier qui serait le seul à pouvoir appliquer cette mesure. Vous avez sans doute déjà lu quelque part qu'il n'y avait pas pire qu'une analyse qui n'était pas menée à son terme, vous en avez ici un excellent exemple.

Fustigeant alors les social-démocrates, "*la spontanéité (...) valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants*".

Une lutte qui n'aurait pas d'effet immédiat ou qui ne déboucherait sur aucun changement immédiat ne servirait à rien en somme, et comme le combat pour le socialisme est un combat de longue haleine qui ne se traduira par un résultat concret que lorsqu'on aura renversé le régime en place et pris le pouvoir, ce qui n'est pas demain la veille, ce combat serait parfaitement inutile ou sans intérêt. C'est l'attitude de tous les partis dits ouvriers en février 2010, sans exception.

Lénine poursuivait "*Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le "social-politique" allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur.*"

Il est vrai que tous les partis ouvriers en février 2010 ressemblent davantage à des syndicats qu'à des partis politiques et que le socialisme passe systématiquement à la trappe chez eux.

Alors que les capitalistes et leurs représentants pensent et légifèrent en terme d'évolution ou de développement du capitalisme à long terme pour assurer sa survie, le prolétariat ne devrait pas regarder plus loin que le bout de son nez, nos dirigeants doivent estimer que puisqu'il en est incapable, il est préférable de le laisser dans l'état de léthargie ou d'inconscience dans lequel il se trouve, à quoi bon le contrarier ou lui proposer une issue politique si éloignée de ses préoccupations et à laquelle il n'y comprendra rien. Laissons-le faire son propre malheur, laissons-le mariner dans son jus, à ce compte là n'en sortira jamais rien !

Ne dites pas que nos dirigeants ont en réalité une bien piètre idée du prolétariat, ils vous accuseraient de les calomnier, c'est leur conception de la démocratie qui parle.

Lénine : "*Tous ceux qui parlent de "surestimation de l'idéologie", d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers "arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants". Mais c'est une erreur profonde.*"

Au passage, le front unique en direction des dirigeants reçoit ici un désaveux cinglant. Et c'est un fait que les militants qui ont quitté leur parti (PS ou PCF) n'ont pas rejoint le POI ou le NPA pour devenir des marxistes ou des révolutionnaires, ils ont conservé la même idéologie réformiste...

Lénine donnait ensuite la parole à Kautsky avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, pour expliquer en quoi consistait cette erreur, en réalité, il s'appuiera sur les enseignements de la lutte de classe du passé.

"*Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience (souligné par K.K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette science. Le projet de programme donne à croire que la commission a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme". Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux.*

Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La

conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragen) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée..."

Le socialisme ne germerait donc pas spontanément dans la tête du prolétariat, il serait importé "du dehors", du parti communiste constitué au départ par des intellectuels et/ou des bourgeois ayant rompus avec leur classe, d'où notamment le rôle irremplaçable du parti. Nos dirigeants l'ignoraient-ils ?

Si maintenant le parti ne popularise pas les idées du socialisme, s'il ne combat pas sur le terrain politique, s'il n'indique pas aux masses les tâches et les objectifs politiques qu'elles doivent et devront se donner pour s'émanciper du capital, puisqu'elles sont incapables de les définir elles-mêmes et que personne d'autre ne le fera à la place de leur parti, autant dire qu'elles risquent de rester enchaînées au capitalisme pendant encore pas mal de temps.

Le socialisme serait importé "du dehors" de la classe ouvrière, donc évidemment en dehors de ses syndicats ouvriers, c'est donc au parti de remplir cette fonction, or les partis s'y refusent et se comportent en syndicats.

Ceux qui en sont réduits à refuser de combattre pour chasser Sarkozy et abattre les institutions, devraient réfléchir à la politique que leur proposent leurs dirigeants s'ils ne veulent pas qu'on les traite de "grands bourgeois d'Occident". Je sens que je vais encore me faire des amis, je m'en tape autant que Lénine s'en foutait éperdument.

Ce sont bien les dirigeants des partis ouvriers qui sont responsables du refus de combattre le régime sur le terrain politique et qui se contentent des "petites revendications", qui passent de l'une à l'autre comme autant d'abstractions sans les relier entre elles pour axer leur combat contre le gouvernement et les institutions.

Pourquoi ne pas expliquer à la classe ouvrière que seul un Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier révolutionnaire permettra de mettre un terme à toutes leurs souffrances et frustrations, que la liquidation des institutions de la Ve République est la condition préalable à la remise en cause des fondements du capitalisme, et que sans cette remise en cause leurs besoins ou aspirations ne seront jamais satisfaits, que c'est la seule issue politique possible, qu'il n'existe aucune autre alternative au capitalisme que le socialisme ?

Depuis la IVe République on a eu le droit à tous les types de gouvernements bourgeois : union nationale, coalition, cohabitation, programme commun axé sur la préservation de la Ve République et du capitalisme, sans que l'Etat ne change de nature sociale, toujours capitaliste. Alors pourquoi ne pas essayer un Etat ouvrier s'appuyant exclusivement sur la classe ouvrière ?

Prendre en mains son destin, refuser de se faire manipuler plus longtemps par le pouvoir et ses valets, ce n'est quand même pas le bout du monde, c'est un discours accessible à des millions de travailleurs, non ? Ne le serait-il pas que nous ne devrions pas en changer, tel était l'enseignement que Lénine avait compris et la lutte de classe lui a donné raison. Le parti se construit pas à pas, militant par militant parmi les ouvriers les plus déterminés, on ne se fait pas d'illusion, si nos idées s'adressent à l'ensemble de la classe et peuvent imbiber petit à petit la classe ouvrière, on n'a pas la prétention de la gagner au socialisme du jour au lendemain ou de recruter des millions d'ouvriers, telle était la méthode de Lénine pour construire le parti.

Quel discours tenir aux travailleurs les plus avancés qui cependant doutent qu'il existerait une issue politique ?

C'est bien beau tout cela direz-vous, mais ce que vous nous proposez là ce n'est pas pour demain, certes, les miracles réclament toujours un certain délai pour ceux qui y croient, ce qui n'est pas notre cas, on ne changera pas le monde demain matin, même avec les plus belles idées du monde, cependant il faut bien partir de quelque part, de la réalité et de la société telles qu'elles sont si nous voulons un jour les changer, à moins que vous n'acceptiez que d'autres continuent de décider à votre place et que vous vous estimiez heureux ainsi, à notre avis la vie vaut mieux que cela, mais si nous n'avancions pas dans cette voie, ce sera pour toujours qu'il faudra se contenter de cette vie médiocre faite d'hypocrisies et de mensonges grands et petits, d'humiliations et de frustrations de plus en plus insupportables sans aucune contrepartie, est-ce ainsi que vous envisagez votre avenir, croyez-vous franchement qu'il n'existe pas une autre explication (origine) à notre condition, vous êtes d'accord pour reconnaître que ce qui se passe n'est pas normal, alors essayons ensemble de comprendre ce qui se passe vraiment, s'il n'y a pas de fatalité, si rien n'est déterminé à l'avance, c'est que l'on peut agir pour changer le cours des choses, peut-être pas dans l'immédiat, il ne faut pas s'attendre à des résultats spectaculaires, par contre par le seul fait que vous vous engagez à prendre vos affaires en mains, c'est déjà un premier pas vers notre objectif commun qui vous paraissait impensable à atteindre quelques minutes plus tôt, vous donnez aussi un sens à votre vie, vous vous donnez un idéal dont vous n'aurez jamais à rougir, imaginez que finalement des millions avancent ainsi consciemment dans la même direction et nous nous rapprocherons du but que nous nous sommes fixés, d'utopie il

deviendra réalité...

Oui notre combat consiste dans un premier temps à faire prendre conscience au prolétariat qu'il existe bien une issue politique à la crise du capitalisme et que cette issue repose sur sa prise de conscience que le système économique capitaliste et les institutions n'ont pas existé de toute éternité, et au-delà que seuls son organisation et sa mobilisation révolutionnaire permettront d'y mettre fin.

L'issue de notre combat reposera sur le parti ouvrier qui aura été capable d'analyser le développement du capitalisme avec ses contradictions et d'en tirer la conclusion, d'une part qu'il conduit infailliblement l'humanité à la barbarie, d'autre part, que son existence repose uniquement sur l'ignorance des masses laborieuses et leur incapacité jusqu'à présent à se doter d'une direction exprimant consciemment leurs intérêts et l'objectif de leur combat, d'où la nécessité de construire le parti révolutionnaire qui impulsera le combat pour un Etat ouvrier et qui le dirigera au cours d'une période transitoire une fois que nous aurons vaincu notre ennemi...

Le combat pour le socialisme est étroitement lié au combat pour la construction du parti, parce que ce sont des partis politiques qui constituent et dirigent les institutions, l'histoire du pays est ainsi faite que nous devons faire avec ; regardez, ce n'est pas un hasard à deux semaines des élections régionales si Sarkozy, le président de la République, le sommet de l'Etat, une institution à lui tout seul de par les pouvoirs exorbitants que lui octroie la Constitution de la Ve République, convoque les candidats de l'UMP, son parti, pas n'importe où, pas dans un hôtel particulier ou au siège de l'UMP, à l'Élysée !

Les capitalistes sont très organisés, ils disposent de tous les pouvoirs, ils ont de puissants syndicats, des partis politiques comptant des centaines de milliers d'adhérents, ils disposent des médias et de moyens financiers colossaux pour organiser leur propagande et défendre leurs intérêts contre la classe ouvrière, ils peuvent aussi compter sur une ribambelle de partis dits ouvriers ou de gauche qui ont gouverné dans le passé au côté des représentants du capitalisme, mais aussi sur des syndicats jaunes ou des syndicats dirigés par des bureaucrates qui ont choisi le camp des adversaires de la classe ouvrière, on peut ajouter une multitude d'organisations, associations, comités, clubs dont l'existence repose uniquement sur les fonds que leur octroie l'Etat capitaliste, face à cette formidable armada, on trouve trois partis (POI, NPA et LO) et une multitude de groupes de militants qui proclament défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais dont aucun ne veut pour le moment combattre contre les institutions ou subordonner leur combat pour les revendications au combat pour en finir avec le régime, ils préfèrent faire l'impasse sur le programme du socialisme en imaginant peut-être que le moment venu celui-ci s'imposera aux masses, or nous avons vu plus haut que c'était une dramatique erreur de le penser.

La classe ouvrière, l'ensemble des exploités représentent l'immense majorité de la population, les capitalistes doivent leur céder le pouvoir de gré ou de force, rien ni personne ne peut justifier les inégalités et les injustices, les guerres, les famines et la barbarie en général, c'est à notre tour de gouverner, de refonder les bases économiques et l'ensemble des rapports sociaux qui en découlent, de la même manière que la bourgeoisie l'a fait pour son propre compte à la fin du XVIIIe siècle, par une révolution prolétarienne, socialisme ou barbarie, l'heure des combats décisifs a sonné, l'heure de l'engagement politique des masses exploitées sonnera le glas du capitalisme, nous en sommes sûrs, nous vaincrons !

Quelques infos en bref

Economie.

Et pendant ce temps-là les affaires continuent.

- Merck va racheter Millipore pour 7,2 milliards de dollars.
- Prudential rachète AIA pour 35,5 milliards de dollars
- Bruxelles avalise l'alliance Orange/T-Mobile au Royaume-Uni
- Le groupe français Alstom prend 25% du capital du russe TMH

Suède.

L'économie suédoise est retombée en récession au quatrième trimestre, selon les chiffres du Bureau des statistiques suédois.

Le produit intérieur brut (PIB) du quatrième trimestre 2009 s'est ainsi contracté de 0,6% de 0,1% au troisième trimestre.

Avec une contraction du PIB de 4,9% sur l'ensemble de l'année, la Suède a connu en 2009 la plus forte chute de son activité économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. (Reuters 01.03)

Ils engrangent des milliards de dollars.

HSBC fait état d'un bénéfice annuel avant impôt de 7,1 milliards de dollars (5,2 milliards d'euros). Les comptes de HSBC ont été affectés par des pertes comptables de 6,3 milliards de dollars imputables à sa propre dette.

Avant cette perte, le bénéfice courant ressort à 13,3 milliards de dollars, en hausse de 56%.

La première banque européenne a indiqué que ses provisions pour créances douteuses avaient grimpé de 9% à 26,5 milliards de dollars.

Prié de dire si les créances douteuses avaient atteint un plafond outre-Atlantique, le directeur financier de HSBC Douglas Flint a répondu: "*Ce serait une prévision raisonnable.*" (Reuters 01.03)

Le 3 mars

La Talonnette. Flagrant délit et panique au Palais.

S'engager dans la campagne des régionales "*n'est pas le rôle ni la place du président de la République*", affirmait Sarkozy le 26 janvier sur TF1.

Depuis, pourtant, Nicolas Sarkozy se déplace dans des régions électoralement stratégiques, se multiplie aux côtés des candidats de la majorité et va jusqu'à recevoir mardi matin l'équipe que conduit Valérie Pécresse en Ile-de-France. (AP 01.03)

L'aristocratie financière rassurée... si besoin était. Ouf !

Le commissaire européen chargé des services financiers, Michel Barnier, a cherché mardi à rassurer les gestionnaires de fonds spéculatifs (les fameux hedge funds) et de fonds d'investissement dans les entreprises non-cotées, au deuxième jour d'une visite à Londres.

«*Mon principal objectif, c'est de vous écouter*», a déclaré le Français au cours d'une réunion avec des représentants du secteur. Il a souligné qu'il fallait réformer le secteur financier sans «*réguler pour le plaisir de réguler*». (libération.fr et AFP 02.03)

Il fallait évidemment lire écouter dans le sens d'obéir.

UE. Un charisme qui passe mal.

Le Parlement européen a annoncé mardi avoir infligé une amende de quelque 3.000 euros à l'eurodéputé britannique Nigel Farage, qui a comparé le 24 février le nouveau président de l'Union européenne, le Belge Herman van Rompuy, à une "*serpillière humide*".

La présidence du Parlement européen a condamné mardi le comportement "*incorrect et irrespectueux*" de l'eurodéputé Nigel Farage, chef du parti UK Independence Party qui demande le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, qui va perdre dix jours d'indemnités parlementaires journalières, à 298 euros par jour.

Nigel Farage l'avait d'abord traité d'"*assassin tranquille*" de la démocratie en Europe, avant de hurler: "*Vous avez le charisme d'une serpillière humide et l'allure d'un petit employé de banque*".

"*Personne en Europe n'a entendu parler de vous! (...) Le peuple d'Europe doit vous limoger*", a ajouté le Britannique, que le président de l'Assemblée a tenté en vain d'interrompre. "*Vous semblez mépriser le concept même des Etats-nations. Peut-être parce que vous venez de Belgique, qui, bien sûr, est à peu près un non-pays*", a poursuivi Nigel Farage. (AP 02.03)

Espagne. Taux record de chômage.

Le taux de chômage espagnol a connu une nouvelle hausse de 2% en février, et ne devrait pas diminuer avant 2011, selon les chiffres publiés par le ministère du travail.

Par rapport à février 2009, le chômage espagnol a augmenté de près de 20%. L'Espagne compte donc désormais 4,13 millions de chômeurs.

Le taux de chômage espagnol étaient de 18,3% au dernier trimestre 2009 et devrait atteindre 19% cette année selon les prévisions du gouvernement. (Reuters 02.03)

Grèce. Saigner à blanc le prolétariat grec. Le vrai visage de l'Union européenne.

La Grèce doit prendre de nouvelles mesures d'austérité pour atteindre son objectif de réduction du déficit budgétaire cette année, annonce la Commission européenne mercredi.

L'ambitieux programme d'austérité d'Athènes vise à calmer le marché obligataire où les primes pour prêter à la Grèce n'ont cessé d'augmenter, les intervenants redoutant un défaut sur le service d'une dette qui dépasse 120% du PIB.

Pour calmer la nervosité des marchés, les pays de la zone euro ont publié le 11 février un communiqué dans lequel ils affirment qu'ils agiront pour préserver la stabilité financière de la zone si le besoin s'en fait sentir. (Reuters 02.03)

Chine.

La Chine devrait enregistrer un déficit plus important que prévu cette année, de plus de 1.000 milliards de yuans (108 milliards d'euros) a annoncé lundi Yin Zhongqing, directeur adjoint de la commission de l'Économie et des Finances du Congrès national du peuple.

Selon les chiffres du ministère des finances, les recettes ont diminué d'environ 740 milliards de yuans, soit 2,2% du produit intérieur brut. (Reuters 02.03)

Le 4 mars

Par erreur j'ai effacé de mon disque dur la causerie du 1er mars, si un camarade peut me l'envoyer, merci d'avance.

Hier après-midi j'ai préparé une causerie ou un article comme vous voudrez sur les comités d'action (avec l'aide du camarade Trotsky) mal nommés comités d'unité, mais l'actualité me conduit à ne le publier que demain, je dois y faire une dernière retouche, car j'ai tendance à ne pas expliquer suffisamment sur quoi reposent mes critiques qui se veulent avant tout constructives, mais bon, on ne peut pas être compris par tout le monde non plus, surtout par ceux qui ne veulent pas comprendre ou qui sont fermés à la confrontation des idées.

J'ai lu le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, ils ont réalisé des progrès dans la présentation et le contenu, c'est vrai alors il faut le signaler, de nombreux articles sont comparables par la forme à ceux que l'on trouve dans le site Lutte de classe, simple coïncidence évidemment. Dommage qu'on ne partage pas la même orientation politique. J'y reviendrai demain, car j'ai aussi commencé à rédiger une causerie à chaud hier après-midi.

J'ai mis en ligne pour info l'appel lancé par le *Front syndical de classe* en solidarité avec les ouvriers de Total à Dunkerque dont la raffinerie est plus que sérieusement menacée de fermeture, avec les réserves suivantes.

Ils disent bien ce que "*les actionnaires de Total veulent ; (...) la fermeture de cette raffinerie*", mais dans leur appel ils n'exigent pas clairement son maintien en activité, pire, ils se contentent de constater que la grève des cinq autres raffineries n'a pas permis d'aboutir de la part de la direction de Total à l'engagement de maintenir en activité la raffinerie de Dunkerque en passant sous silence l'appel de la CGT à cesser la grève dans ces raffineries, facteur qui est en garde partie à l'origine de la position de la direction de Total (et du gouvernement) et qui a conduit à l'isolement des ouvriers de Dunkerque.

Finalement, ils prétendent donc combattre contre l'isolement des ouvriers de Dunkerque sans dénoncer ceux qui sont à l'origine de cette situation. Veulent-ils ainsi protéger les dirigeants nationaux de la CGT qui ont brisé cette grève et trahi les ouvriers de Total, parce qu'ils seraient eux aussi sur la ligne qu'il serait impossible de s'opposer à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque ? Cela y ressemble en tout cas.

A l'opposé, parce que je me situe dans une autre perspective politique que ces militants, pour rappel, j'ai expliqué que la fermeture de cette raffinerie serait inévitable, j'aurais dû préciser qu'elle serait probablement inévitable, sauf à engager le combat pour l'expropriation des actionnaires de Total et la prise de contrôle des raffineries par les ouvriers et le personnel de Total, ce qui nécessitait d'engager le combat contre le gouvernement pour le chasser puisqu'il était impensable que Sarkozy procède à l'expropriation des actionnaires de Total, sachant aussi que le gouvernement possédait plus d'un tiers des actions de Total. J'ajoutais, sans aucune illusion sur l'issue de ce combat, après coup je précise en tenant compte du développement de la situation que j'essaie de cerner au plus près de Pondichéry, sauf à ouvrir une crise révolutionnaire en France, perspective politique inscrite d'ors et déjà dans la situation qui est en train de se développer dans le pays (notamment), de mûrir à un rythme qu'on ne peut pas prévoir mais que l'approfondissement de la crise du capitalisme et des institutions ne fait qu'accélérer.

Voici le passage en question de leur appel :

"La grève nationale du groupe TOTAL n'a pas permis d'apporter de réponse à la question posée depuis le 12 janvier : le redémarrage de l'entreprise pour permettre sur le site de Dunkerque la préservation de tous les emplois de la Raffinerie des Flandres mais aussi de toute la sous-traitance. "

"Redémarrage de l'entreprise", on peut l'interpréter comme la volonté de combattre pour le maintien de l'activité de raffinage sur le site de Dunkerque, mais comme l'indiquait le jaune Chérèque, cela peut aussi s'interpréter comme la volonté d'y substituer une autre activité, ce qui signifierait en réalité le licenciement de l'ensemble des ouvriers de Dunkerque, et l'intérêt porté aux ouvriers employés par la sous-traitance ne servirait qu'à camoufler cette capitulation larvée.

Comprenez bien que je ne cherche pas à tout prix à critiquer cette initiative du FSC, j'expose simplement les remarques qui me sont venues à l'esprit en lisant leur appel. Pour ma part je m'en remets à la revendication des ouvriers de Dunkerque qui est très claire dans sa formulation.

Les ouvriers de Total à Dunkerque et des sous-traitants exigent le maintien en activité de la raffinerie telle qu'elle existe, objectif qui seul peut garantir le maintien de la totalité des emplois existant aujourd'hui, ils ne demandent pas une hypothétique "préservation de tous les emplois" qui est la porte ouverte à toutes les manoeuvres pour les conduire au chômage.

On ne peut pas tout dire et son contraire, en gros c'est ce que voulais marteler. On ne peut pas écrire dans la présentation de cet appel : "Pas question de laisser sacrifier les salariés de la raffinerie de Dunkerque au nom de la sacro-sainte rentabilité financière", et faire l'impasse sur le rôle des dirigeants nationaux de la CGT qui ont brisé la grève des cinq autres raffineries qui conduisait l'économie du pays à la paralysie et à une crise politique.

L'unité au sommet des appareils des syndicats ou des partis n'est pas notre objectif, poser de la sorte, c'est l'arme suprême de la trahison du mouvement ouvrier. Par contre l'unité de l'ensemble des militants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier si elle peut conduire à l'unité des dirigeants des syndicats et des partis, elle ne sera efficace que si ces militants avec les travailleurs mobilisés se dotent d'organismes indépendants pour contrôler leur propre mobilisation et définir eux-mêmes les tâches qu'ils doivent accomplir, les objectifs qu'ils doivent se fixer, en refusant de se soumettre à l'autorité de quelque dirigeant que ce soit.

C'est à cette tâche urgente à laquelle le mouvement ouvrier doit s'atteler sans délai s'il veut vaincre.

Ca craque de partout à l'UMP.

Selon, Lepoint.fr, les 40 membres de l'UMP qui sont inscrits sur la liste dissidente du maire de Palavas, Christian Jeanjean, qui a perdu l'investiture du parti, viennent d'être suspendus du parti par le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand. Christian Jeanjean "conteste la légitimité de Raymond Couderc". (lepost.fr 03.03)

Nouvelles "difficultés" en zone euro.

La croissance de l'activité dans les services de la zone euro a encore ralenti en février mais les contrats en attente des entreprises ont augmenté pour la première fois en deux ans, selon les résultats définitifs de l'enquête Markit.

La contraction dans les services s'est accélérée le mois dernier en Espagne alors que l'activité dans les services a légèrement reculé en Allemagne, en Italie et davantage en France. Il a grimpé en en "Ces divergences soulèvent des interrogations concernant la soutenabilité de la reprise tout en posant des questions difficiles aux dirigeants politiques", estime Chris Williamson de Markit.

"Les services rencontrent clairement des difficultés pour bénéficier des éventuelles répercussions de la croissance plus solide observée dans l'industrie. La croissance du PIB et la poursuite de la reprise sont menacées par ce regain de faiblesse", ajoute-t-il. (Reuters 03.03)

Grande-Bretagne. Au bord du gouffre et nouveau scandale.

1- Dans son édition de mercredi 3 mars, *La Tribune* spéculé sur la prochaine victime, après la Grèce, des fonds spéculatifs, qui pourrait être, selon le quotidien économique, la Grande-Bretagne.

Avec une dette publique 80 % du PIB cette année 'dont l'explosion attendue entre 2008 et 2011 n'a aucun équivalent dans un pays développé', Irlande exceptée, une monnaie sous pression face au dollar, et à l'approche d'élections générales qui laissent entrevoir une absence de majorité absolue, le Royaume-Uni serait la proie idéale pour une attaque des marchés.

'Je suis très nerveux au sujet du risque qui pèse sur notre dette souveraine', a averti mardi Kenneth Clark, conservateur chargé de l'industrie au sein du cabinet 'fantôme' de David Cameron. (lemonde.fr 03.03)

2- Le vice-président du parti conservateur (par ailleurs ancien trésorier du parti), Lord Michael Ashcrof, a confirmé son statut fiscal de «non-doms». C'est-à-dire qu'il n'est imposé que sur ses revenus perçus au Royaume-Uni. Un statut normalement réservé aux personnes qui ne

sont pas Britanniques.

La polémique prend d'autant plus d'ampleur que son chef, David Cameron, s'était engagé, il y a quelques mois, à empêcher ces «*non-doms*» de siéger au parlement, une fois arrivé au pouvoir, et que sa campagne s'appuie notamment sur la critique des scandales des notes de frais des travaillistes.

Autre problème : Lord Michael Ashcroft est la trente-septième fortune du pays. Difficile à gober, donc, qu'il aurait du mal à payer ses impôts... (20minutes.fr.)

Chili.

Le séisme a peut-être servi de révélateur à l'immense fossé de richesses dans le pays, mettant en lumière la situation des pauvres, victimes les plus durement touchées du tremblement de terre. (AP 03.03)

Tient donc, il paraissait que depuis 1990 le taux de pauvreté était passé de 45 à 13% grâce à "*une démocratie stable enviées dans toute l'Amérique latine*", sur les 17 millions d'habitants, cela fait près de 2 millions de pauvres abandonnés à leur triste sort, chiffre officiel.

Des régimes gangrenés par la corruption.

1- Algérie. La famille du patron de la police algérienne, Ali Tounsi, tué jeudi dernier dans son bureau par un de ses collaborateurs, le colonel Chaoib Oltache, a contesté mercredi la version des faits avancée la veille par le ministre de l'Intérieur. (AP 03.03)

2- Guatemala. Les autorités guatémaltèques ont interpellé le chef de la police et la responsable de la lutte anti-drogue, pour son implication dans une affaire de vol de cocaïne et de meurtre de policier. (AP 03.03)

Le 5 mars

Complément de la mi-journée (15h, heure locale)

Je vous propose une des trois causeries que j'ai rédigées ces deux derniers jours.

Le site se transforme petit à petit en site d'informations et de combat politique pour la révolution prolétarienne et le socialisme.

Ma méthode. J'entends partager avec tous les militants qui se connectent sur le site l'ensemble des informations et des documents dont je dispose pour développer mes analyses et formuler mes propositions, ensuite à chacun de se forger librement sa propre conviction, loin de moi l'idée d'imposer la moindre idée ou orientation politique à qui que ce soit.

Si je pars du principe que nous devons aider par tous les moyens le prolétariat à élever son niveau de conscience le plus rapidement possible, il va de soi que je suis animé des mêmes intentions envers les militants, et je me fais un devoir de progresser sans cesse de mon côté. Si cela nécessite une confiance, elle soit rester limitée à la capacité de chaque militant d'aller toujours de l'avant et de tendre toujours davantage vers notre objectif commun. De ma part, et c'est le principe que je me suis fixé, cela exige une transparence totale, une honnêteté absolue, ce qui n'exclut pas les erreurs inévitables qu'il faut corriger publiquement aussitôt que j'en ai pris conscience, aucune exception ne pourrait être tolérée.

Il faut se forger une discipline de combattant révolutionnaire qui doit être exemplaire, sans se laisser emporter par les émotions, ce qui ne doit pas empêcher de les exprimer parfois, car un militant, un cadre ou un dirigeant n'est pas une machine et il n'a pas en face de lui des robots. Les masses réagissent aussi émotionnellement, il faut donc être capable d'en tenir compte, de saisir ce que recouvrent ses émotions, de partager leurs joies et leurs peines, mais sans aller jusqu'à partager leurs illusions !

Trotsky ne se faisait guère d'illusion sur les chances du mouvement ouvrier de se relever de sitôt du stalinisme, en lisant différents articles, ouvrages ou comptes-rendus d'entretiens ou de conférences qu'il avait rédigés ou qu'il avait donnés entre 1932 et 1940, j'ai pu le constater à plusieurs reprises, mais à aucun moment il n'a manifesté le moindre doute sur la victoire finale du socialisme, alors que ses analyses étaient parfois d'une lucidité cruelle pour le mouvement ouvrier qu'il s'est employé à mettre en garde plusieurs fois contre le risque d'impréparation au moment où sonneraient les combats décisifs contre le capital.

Je ne sais pas s'il aurait pu imaginer que 70 ans plus tard il n'existerait aucun parti communiste en Europe et dans le monde pour affronter la nouvelle crise générale et mondiale du capitalisme, qui sonnerait bien un jour ou l'autre conformément à l'analyse des marxistes du développement du capitalisme et de ses contradictions, qui conduisent inévitablement à l'affrontement direct entre les classes, je devrais ajouter, pour le pouvoir, mais je ne suis pas certain que la conscience des masses soit mûre aujourd'hui au point de poser son opposition à

la formidable régression sociale que veulent leur imposer les représentants du capitalisme en ces termes.

S'il nous faut tenter de faire preuve de lucidité à chaque étape de la lutte de classe, on ne doit pas perdre de vue non plus que l'ampleur et les répercussions de la crise du capitalisme n'ont pas fini de ravager des pans entiers de l'économie, jusqu'aux Etats eux-mêmes au bord de la banqueroute et endettées lourdement, un fardeau qui prend l'allure d'un cauchemar quotidien et d'un boulet permanent impossible à supporter plus longtemps au point de devoir s'attaquer frontalement au prolétariat déjà en état de survie. L'accélération de la crise et les mesures prises par les différents gouvernements des pays de l'UE ne peuvent que déboucher sur un affrontement entre les classes.

Dans la mesure où les conditions d'existence de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vont devenir de plus en plus insupportables, les plans d'austérité mis en place par les gouvernements des Etats de l'UE vont se traduire par un mûrissement politique, une radicalisation des masses, ils vont favoriser ce processus jusqu'à provoquer l'explosion sociale dont on entend parler depuis déjà pas mal de temps, mais dont personne ne sait ni quand ni comment elle se produira, encore moins quelle tournure elle prendra, tandis que d'autres la redoute plutôt qu'autre chose sans l'avouer ouvertement.

Paradoxalement, en s'en prenant à tous nos acquis ou droit, les capitalistes sont en train de brûler leurs dernières cartouches, de scier la branche sur laquelle repose en grande partie le régime, de favoriser l'éclosion des conditions objectives nécessaires à l'ouverture d'une crise politique et révolutionnaire, donc au lieu de s'en alarmer, on devrait les en féliciter.

Le mûrissement de la crise va entraîner le mûrissement de la conscience de classe des militants et du prolétariat, car chacun va refuser de nouveaux sacrifices, chacun va chercher à comprendre ce qui se passe vraiment, ainsi des millions de travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes vont chercher des réponses à leurs questions, une issue politique pour sortir de cette crise dont ils sont les principales victimes, on pourrait dire que cela fait partie de l'instinct de survie de l'espèce humaine ou de la civilisation humaine de refuser d'être réduite en esclavage, d'accepter de vivre de plus en plus mal ou de vivre dans un monde livré à la barbarie, tout cela pour permettre à une poignée de nantis de continuer à vivre comme avant.

Le besoin de se regrouper pour unir ses forces, de se rassembler, de s'organiser pour combattre ensemble dans la même direction va surgir comme une nécessité dans la tête des masses, plus enclines habituellement à se laisser dicter leur sort par les représentants du capitalisme ; allergiques aux partis politiques et à la politique en général, elles peuvent être amenées à participer en masse à des regroupements politiques, des comités d'action engagés résolument dans le combat pour défendre ses acquis ou ses droits économiques ou sociaux, à se dresser contre l'ordre établi.

De ce point de vue le travail engagé par le POI notamment pour regrouper militants et travailleurs ne doit pas être négligé, encore moins méprisé par les militants qui ne partagent pas toutes les positions du POI. Je ne fais pas de la propagande pour le POI, j'essaie seulement d'être impartial, d'être lucide en toutes circonstances comme je l'ai dit plus haut. Si je ne parle pas du NPA, c'est parce qu'en me connectant sur son site national, je ne trouve pas trace de ce genre de regroupements politiques, encore moins chez LO. Si maintenant des militants de ces partis ont des informations à nous communiquer qui infirment ce constat, qu'ils nous les adressent, nous les mettrons en ligne sans hésitation afin que l'ensemble des militants puissent en profiter ; la concurrence est parfois une saine émulation, à condition d'avancer dans la même direction, vers le même objectif, ça c'est autre chose, il ne faut pas trop en demander quand même.

A ce propos, évidemment je regrette que le POI n'avance aucun mot d'ordre politique contre Sarkozy et les institutions et qu'il se cantonne à l'unité pour l'unité. Cependant, je ne sais pas si l'appel du meeting de La Garde sera suivi d'effets et repris nationalement, et si son orientation demeure en retrait des objectifs politiques que la classe ouvrière doit se donner, sur la forme il peut constituer un embryon d'organisme politique indépendant au niveau locale et nationale de la classe ouvrière, un des objectifs impératifs qu'il aurait fallu se donner beaucoup plus tôt, peu importe ici, pour briser l'obstacle des appareils à la mobilisation des masses contre l'Etat et pour pouvoir l'abattre, ce que ne va pas jusqu'à dire le POI et c'est un tort.

Peut-être que nous ne portons pas exactement le même regard sur le développement de la situation et les perspectives politiques du mouvement révolutionnaire des masses à venir, ils pensent davantage que la situation pourrait évoluer et se dénouer à travers une expérience du type de la Révolution française, alors que je penche pour un scénario ressemblant à celui de la Révolution russe de 1917, d'un point de vue théorique mais pas seulement, d'un point de vue pratique, du fait surtout que les masses ne s'étaient pas bornées à donner le pouvoir à un parti ou à élire ses représentants, elles s'étaient dotées d'organismes politiques qu'elles contrôlaient et qui étaient appelés à devenir le principal acquis de la révolution, les piliers du nouvel Etat ouvrier, et d'un parti politique sans lequel la révolution aurait échoué et les soviets auraient dégénéré au profit des institutions de l'Etat bourgeois. J'ai bien dit du type de la Révolution française, cela ne veut pas dire identique, d'ailleurs le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient élu personne à cette époque. Je me suis fait cette réflexion récemment que le POI hésitait entre ces deux scénarios, qu'il oscillait entre les deux, peut-être temporairement, la suite nous le dira.

La principale faiblesse de l'Assemblée constituante, c'est qu'elle ne s'appuie pas sur la mobilisation et l'organisation permanente du prolétariat révolutionnaire, mais qu'elle tend à se substituer à elles et donc à favoriser la démobilisation de la classe ouvrière avant même d'avoir vaincu totalement son ennemi. Toutes les expériences de ce type dans le monde (en Amérique latine) suffisent à le prouver. De plus il est inconcevable que le prolétariat au cours d'un processus révolutionnaire laisse siéger et s'exprimer des représentants des partis bourgeois au sein d'une assemblée qui par nature doit mener la guerre jusqu'au bout contre la classe dominante et lui retirer tous ses pouvoirs, dès lors on devrait comprendre que leur participation à ce genre d'organisme politique est incompatible avec sa mission et qu'ils ne peuvent qu'en être exclus, sauf à vouloir à tout pris leur donner des armes supplémentaires pour nous combattre.

Mieux encore, en présence d'organismes politiques indépendants du prolétariat qui constitueraient de fait des organismes de double pouvoir face à tout autre organisme dont les représentants auraient été élus à un moment donné du processus révolutionnaire, le développement politique des organismes constitués par le prolétariat aurait tendance à refléter le développement de la révolution et le mûrissement de la conscience politique de la classe ouvrière, par conséquent ils entreraient fatalement en contradiction avec le fonctionnement d'une Assemblée constituante dont la composition ne refléterait plus le niveau atteint par le développement de la révolution et les tâches qui lui resteraient à accomplir pour remporter la victoire, il faudrait alors procéder à son abolition comme le firent les bolcheviks.

Comme l'expérience l'a démontré, la composition d'un soviet peut changer en quelques mois et la majorité passer d'un parti à l'autre, son fonctionnement est plus souple et plus démocratique que tout autre organisme, il est directement en phase avec la révolution, alors que la composition d'une Assemblée constituante demeure figée pendant une période beaucoup plus longue, son fonctionnement est beaucoup lourd et bureaucratique, or si la révolution peut réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années en période normale, il est impensable que l'organe politique sur lequel s'appuie les masses et dont dépend en partie le sort de la révolution demeure à la traîne des événements, car la réaction guette le moindre faux pas, la moindre faille ou occasion pour frapper. J'y viendrai plus loin, en passant, cela justifie les mesures immédiates prises par un gouvernement révolutionnaire et l'existence même de ce gouvernement constitué au départ du ou des partis engagés dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste, cela justifie du même coup la nécessité de construire ce parti sans lequel la révolution échouera..

Voilà en quelques lignes ce qui permet de distinguer fondamentalement une Assemblée constituante d'un organisme politique comparable à un soviet constitué uniquement de représentants des partis politiques du prolétariat des villes et des campagnes. Là aussi, comparable ne signifie pas dire identique, on peut s'inspirer de la Révolution russe sans chercher à la copier à la lettre.

On ne doit pas faire simplement une révolution démocratique bourgeoise, on doit faire aussi une révolution socialiste, et plus le temps passe, plus le développement de la crise du capitalisme va nous imposer de mettre à l'ordre du jour immédiatement la réalisation des tâches de la révolution socialiste, car sans la remise en cause des fondements du capitalisme et des institutions, nous ne serons pas en mesure de satisfaire la plupart des revendications ou besoins de la majorité de la population, or pour vaincre, il faudra que la majorité de la population soit engagée dans ce combat et y trouve son compte sous peine qu'elle tourne le dos à la révolution et qu'elle vienne renforcer le camp de la réaction, ce qui pourrait constituer un grave danger pour la suite du processus révolutionnaire.

Pour vaincre, non seulement il faudra que le prolétariat ait acquis un haut niveau de conscience politique, il faudra aussi qu'il soit massivement organisé pour participer activement à la révolution et soutenir le gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Comme on a du mal à imaginer qu'il puisse parvenir à cet objectif d'un coup et qu'il faudra bien en attendant que quelqu'un décide des tâches à accomplir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire, que quelqu'un l'aide à avancer dans la bonne direction, la question du parti exprimant consciemment le processus en cours et concentrant tout le pouvoir au cours de la révolution en attendant que les organismes politiques indépendants du prolétariat atteignent le degré de maturité (ou de conscience) suffisant pour prendre le pouvoir, prend un caractère incontournable et déterminant, qu'on le veuille ou non, car une révolution sans une direction consciente pour la guider court inévitablement à l'échec et la tragédie.

Imaginez un instant que vous faites partie d'un groupe de personnes victimes d'une catastrophe avec de nombreux blessés et vous êtes totalement isolées du reste du monde, pas de bol, vous faites partie des blessés. Quelle va être votre première réaction, vous allez demander aux survivants s'il n'y en aurait pas un parmi eux qui serait médecin ou infirmier, vous allez chercher la personne la plus apte ou la plus compétente pour vous soigner ou vous sauver la vie, vous n'allez pas remettre votre existence entre les mains de n'importe qui. Et bien c'est la même chose pour la révolution, elle n'a pas les moyens de mettre son sort entre n'importe quelles mains, elle a besoin pour être menée à son terme des éléments les plus conscients sur le plan politique, c'est une question de vie ou de mort.

Les sceptiques expliqueront que l'on court un grand risque en remettant notre sort entre les mains d'un parti, sans doute, le stalinisme leur fait faire encore des cauchemars ou c'est un faux prétexte, l'expérience prouve qu'il peut dégénérer dans certaines circonstances et passer du meilleur au pire, si maintenant quelqu'un peut nous prouver que dans n'importe quel domaine des éléments moins conscients peuvent parvenir à des résultats plus satisfaisants que des éléments plus conscients, je m'incline et je suis prêt à prêcher la médiocrité en guise de moyen pour atteindre notre idéal.

Quand on a en permanence à l'esprit ce facteur (le parti) ou l'expérience de la révolution russe, on est obligé de tirer un trait sur l'Assemblée constituante qui fait également l'impasse sur le rôle et la place irremplaçable du parti au cours de la révolution. Ce n'est pas uniquement un argument théorique issu des enseignements de la lutte de classe que j'expose ici, c'est un simple constat, un brin de logique, certains diraient de bon sens, rien de plus pour ceux qui sont allergiques aussi à la théorie.

J'aurais pu prendre un autre exemple. Vous voulez vous mettre au piano, vous allez faire appel à un élève en train d'apprendre lui-même à en jouer ou vous allez vous adresser à un professeur qui maîtrise cet instrument ? La question du parti et le sort de la révolution est aussi simple que cela, cela en est franchement déconcertant. Vaut mieux s'adresser au maître qu'à son disciple selon un dicton populaire. Libre à ceux qui le souhaitent de ne pas en tenir compte, jusqu'à présent le plus court chemin qui mène d'un point à un autre demeure la ligne droite, s'y tenir reste le meilleur moyen de ne pas s'égarer et d'atteindre son objectif.

Quelques infos en bref.

Elections régionales. Un record attendu. La "sarkophilie" introuvable !

Un Français sur deux ne se rendrait pas aux urnes le 14 mars prochain. Un record d'abstention qui devrait inquiéter la majorité présidentielle.

Les raisons de ce manque d'intérêt sont multiples. La première: la méconnaissance de l'institution Région, qui leur paraît loin de leur quotidien. *"L'identité régionale reste faible, sauf dans quelques régions comme l'Alsace ou la Corse"*, explique Bruno Jeanbart de l'institut OpinionWay, soulignant que le conseil régional est souvent vu comme un échelon administratif plus que politique.

Pour le politologue de Sciences-Po Paris, Philippe Braud, la politique du président de l'Etat explique également ce fort taux d'abstention. *"Il y a un manque de 'sarkophilie' à droite pour faire contrepoids, alors que dans le passé les présidents de la République ont su garder des électeurs inconditionnels"*.

En revanche, toujours selon Philippe Braud, à gauche, une *"sarkophobie' ambiante"* pousserait les électeur *"à aller émettre un vote sanction"*. Martine Aubry joue d'ailleurs sur ce registre. *"L'abstention, ça sert la politique actuelle de Nicolas Sarkozy"*, a affirmé mercredi la patronne du PS. (lexpress.fr 04.03)

Les abstentionnistes montreront une nouvelle fois leur défiance envers tous les partis qui participent à ces élections, leur non-vote additionné aux voix qui se porteront sur les candidats des partis se réclamant à tort ou à raison de la classe ouvrière exprimera le rejet massif et majoritaire de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Quant au manque de *"sarkophilie"*, il exprime aussi bien le rejet de Sarkozy en personne dans son propre camp que son impuissance à faire face à la crise, et témoigne une nouvelle fois de son isolement de plus en plus impossible à camoufler plus longtemps. Si l'on ajoute à ce facteur le développement de la mobilisation du prolétariat sur ses propres revendications, on peut affirmer que tous les éléments d'une crise politique ouverte sont en train de se mettre en place. Quel en sera le détonateur ? Dans une situation de tension extrême, la moindre étincelle suffira à allumer la mèche.

Quel "modèle économique et social est indispensable" pour répondre positivement aux besoins et aspirations des masses ?

Dans sa lettre Internet du 3 mars J-C Mailly écrit *"nous défendons non seulement les droits des salariés actuels et futurs, mais nous montrons aussi qu'un changement de modèle économique et social est indispensable"*.

Bien, mais que faut-il entendre par un *"changement de modèle économique et social est indispensable"*, revenir en arrière ou aller de l'avant, revenir à un capitalisme d'Etat qui serait plus *"raisonnable"* que le libéralisme économique qui favorise les intérêts de l'aristocratie financièrement ou aller de l'avant vers la rupture avec le capitalisme, vers le socialisme ? Existerait-il une autre alternative que la remise en cause des fondements du capitalisme pour préserver notre droit à la retraite, à la santé, etc ?

Chaque travailleur doit parvenir à se poser cette question.

Prétendre qu'après le développement du capitalisme mondial des dernières décennies il serait possible de revenir au capitalisme de l'après-guerre, c'est d'une part nier ce développement au lieu de partir de la situation réelle, d'autre part, c'est vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers au lieu d'aller de l'avant vers le socialisme, c'est finalement refuser d'envisager l'affrontement direct avec la classe des capitalistes qui pourtant est inévitable, c'est adopter une position contre-révolutionnaire.

Des banquiers au-dessus de tout soupçon, en réalité, menteurs, voyous comme en Grèce, où, en France, impossible voyons !

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a indiqué jeudi avoir notifié des griefs à Natixis dans le cadre d'une enquête sur l'information financière de la banque de novembre 2008, confirmant des informations d'un ouvrage paru ce jour en librairie.

"Natixis n'a pas fait l'objet d'une décision de sanction par l'AMF ni pour son information financière, ni pour (une) autre cause", explique la banque.

Une porte-parole de l'AMF a déclaré à Reuters que la procédure actuellement en cours d'examen était menée par la commission des sanctions de l'AMF qui statue *"en toute indépendance"* sur son issue.

Le livre intitulé *"Natixis, enquête sur une faillite d'Etat"* indique que l'AMF reproche à la banque d'avoir *"délivré une fausse information financière qui a trompé le marché"*.

"Car l'enquête de l'AMF a cette fois enfin abouti à des conclusions: Natixis et ses dirigeants ont menti", lit-on encore dans le livre. (Reuters 04.03)

Et bien sûr, comme à Wall street où l'organisme qui contrôlait les activités des marchés financiers n'avait pas vu venir l'escroquerie de Madoff avant qu'il ne puisse plus régler les intérêts à ses clients du fait de la crise et de faire des premières victimes ou encore la même escroquerie étendue à l'ensemble de l'industrie financière (titrisation des actifs pourris) déclenchant la crise actuelle, il aura fallu la publication d'un livre remettant en cause l'honnêteté des dirigeants de Natixis pour que l'affaire devienne publique.

Les autorités américaines publiques ou soi-disant indépendantes ont depuis laissé les mains libres aux banquiers et autres aristocrates de la finance pour continuer à faire leurs juteuses affaires ponctuées de coups tordus, alors on ne voit pas pourquoi l'AMF n'en ferait pas autant, ils se blanchissent entre eux et la vie continue !

La "libre concurrence" mise en oeuvre par l'UE... pour augmenter encore le prix du tabac.

Jeudi, la Cour européenne de justice a rendu un arrêt estimant que les réglementations de la France, de l'Autriche et de l'Irlande, qui imposent des prix minimaux sur les cigarettes et certains produits du tabac, étaient contraire au droit de l'Union européenne et à sa directive 95/591, car elles "portent atteinte à la liberté des fabricants et des importateurs de déterminer les prix maximaux de vente au détail de leurs produits et, partant, à la libre concurrence".

Cependant, la Cour assure que cette directive n'empêche pas les Etats membres de poursuivre la lutte contre le tabagisme. "L'objectif d'assurer que les prix de ces produits soient fixés à des niveaux élevés peut adéquatement être poursuivi par une taxation accrue de ces produits", suggère-t-elle dans son communiqué. (AP 04.03)

L'Union européenne la courroie de transmission des intérêts des multinationales, qui en doute encore ? Plus hypocrite, tu meurs !

Chine.

Les dépenses militaires de la Chine vont augmenter de 7,5% cette année, la plus faible hausse en plus de vingt ans, ont annoncé jeudi les autorités chinoises.

En 2009, la Chine avait augmenté ses dépenses de 14,9%.

Le porte-parole du Congrès national du peuple chinois, Li Zhaoxing, a souligné que le budget militaire, de l'ordre de 77,9 milliards de dollars, était relativement bas, notamment comparé à la taille du pays.

Il a observé que les dépenses militaires avaient représenté environ 1,4% du Produit intérieur brut ces dernières années, contre plus de 4% aux Etats-Unis et plus de 2% en Grande-Bretagne, en France ou en Russie. (AP 04.03)

En début de matinée

La causerie du jour et les infos en bref plus tard dans la journée (il est 10.50 heure locale) et je dois aller au consulat avant midi, ainsi qu'un point dans la rubrique actualité sur les réactions syndicales à la déclaration de Sarkozy à l'issue de la fin des Etats généraux sur l'industrie. En attendant, ils en redemandent tous, les articles de presse figurent en entier dans la rubrique info syndicale.

Merci au camarade qui m'a renvoyé la causerie du 1er mars, je pense bien à lui et à son épouse.

Bonne journée à tous.

Le 6 mars

Sur les comités d'action.

Dans la présentation à l'article de Trotsky paru en 1935 sur le front populaire et les comités d'action que j'ai mis en ligne cette semaine, on pouvait lire : "Paru dans la Vérité du 26 novembre 1935, cet article développe la façon dont Trotsky concevait l'action révolutionnaire comme l'intervention consciente des révolutionnaires dans le processus spontané. Il soulignera plus tard à plusieurs reprises que ce mot d'ordre des « comités d'action » n'a en fait été compris par aucun des bolcheviks-léninistes français."

Trotsky concevait ces comités d'action comme le produit des luttes engagées par les travailleurs contre le patronat et/ou le gouvernement, dans la continuité de ces luttes restées inachevées et isolées.

"Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des

masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte."

Qui peut participer à ces comités ? Un de ses objectifs immédiat.

"...les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie."

Ils sont ouverts à toutes les couches exploitées qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme, de nos jours on dirait qu'ils ont pour fonction de briser l'alliance entre la petite bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière et une bonne partie des fonctionnaires d'une part, et les capitalistes alliés à la paysannerie aisée d'autre part, contre le prolétariat.

Contenu et perspective de ces comités révolutionnaires.

"Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir."

Que ces comités se constituent sur la base de *"la lutte défensive"* des travailleurs, c'est une chose, en rester là en est une autre, cela ne doit pas se traduire par le refus de proposer à ces travailleurs une perspective ou une issue politique

Trotsky ne pouvait pas évoquer *"l'offensive à venir"* sans penser à son contenu et à son objectif politique qui devraient être évoqués ou proposés à ces comités, tâche que devrait remplir l'avant-garde révolutionnaire au sein de ces comités, sinon à quoi servirait-il que les masses prennent confiance en elles et s'organisent en dehors de toute perspective politique, ce serait comme les armer en vue d'un hypothétique combat à venir dont ils n'en connaîtraient finalement pas l'objectif.

On conçoit parfaitement que les travailleurs ne rompent pas avec le capitalisme du jour au lendemain et qu'ils conservent encore des illusions dans le capitalisme le jour où ils rejoignent ces comités, que cette rupture sera le produit de leur mobilisation et du murissement de leur conscience de classe qui l'accompagnera, qu'à l'étape actuelle leur niveau de conscience politique ne permette pas de se saisir de l'intégralité du programme de la révolution socialiste. Mais le regroupement de la classe ouvrière ne suffira pas en soi ou ne remplacera jamais le contenu de ce programme, ce n'est pas parce demain il y aura une grève générale de millions de travailleurs que les masses seront en mesure de déterminer spontanément les tâches politiques qu'elle auront à accomplir dans la perspective d'un objectif précis, si elles n'y sont pas préparées de longue date, dans le cas contraire cela signifierait qu'elles pourraient se hisser elles-mêmes à la hauteur du programme de la révolution, auquel cas la question de la construction du parti ne se poserait pas ou serait secondaire, il suffirait d'attendre que les conditions objectives soient réunies pour que la conscience des masses mûrisse d'elle-même, comme par enchantement, on pourrait attendre indéfiniment et dire adieu au socialisme.

Etant donné que nous savons très bien que c'est absolument impossible que leur niveau de conscience s'élève spontanément à ce niveau, notre tâche politique doit également consister à les aider à avancer dans cette voie et ne pas nous contenter de les organiser, d'où la nécessité immédiate de porter à leur connaissance l'issue politique qui permettra selon nous d'en finir avec la crise du capitalisme, ce qui permettra aux éléments les plus déterminés de la classe ouvrière qui sont prêts à s'en saisir de l'adopter et de rejoindre le parti, car la construction de ces comités doit être subordonnée à la construction du parti et non pas servir de supplétif aux syndicats ou aux partis traitres de la classe ouvrière.

Bien entendu, proposer une issue politique ne signifie pas l'imposer aux membres de ces comités, et si sa simple évocation fait fuir certains membres de ces comités qui considèrent être manipulés ou la rejettent d'emblée, on n'y peut rien et c'est inévitable, ce serait un moindre mal comparé aux centaines ou aux milliers de travailleurs gagnés au parti, le seul objectif que l'on peut se fixer dans la situation actuelle, notre objectif n'étant pas que ce gouvernement bourgeois ou un autre satisfasse nos revendications et que la vie continue sous un régime capitaliste.

Nous sommes face à un dilemme que l'on ne peut résoudre que de la manière que je viens d'indiquer, qui est le produit des différents niveaux de conscience en présence dans ces comités. Partir de *"la lutte défensive"* des travailleurs ne signifie pas en rester à ce niveau-là de conscience ou du combat politique, auquel cas on se transformerait en vulgaires réformistes, et en guise de rupture avec le capitalisme et les institutions, on ne ferait que substituer des illusions à d'autres illusions et ainsi de suite. La question est de partir des luttes défensives dans la perspective de passer à la lutte offensive qui ne pourra avoir qu'un caractère politique et au cours de laquelle la conscience politique des masses mûrira.

Cette conscience, les masses ne peuvent se la forger qu'en tendant vers un objectif politique clairement identifié, et a fortiori, elle ne peuvent s'en saisir que dès lors qu'il s'inscrit dans la continuité du combat qu'elles ont engagé contre le patronat et l'Etat, ce qui justifie de construire ces comités à partir des travailleurs déjà entrés en lutte ou qui ont commencé à se poser la question de la nécessité de rompre avec le régime, ce qui signifie que ce sont les éléments les plus déterminés qui sont appelés dans un premier temps à rejoindre ces comités et dans un second temps à en constituer l'armature ou les cadres au côté de l'avant-garde révolutionnaire, pour ensuite rejoindre le parti pour les plus conscients d'entre eux, avant que des dizaines de milliers de travailleurs ne viennent grossir les rangs des comités...

L'obsession du front unique des appareils conduit à l'objectif inverse de celui recherché.

"Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l' « unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de libérer les masses de la direction des traîtres des social-patriotes."

Dénoncer la politique des appareils et leur connivence avec le régime ne suffit pas à s'en libérer, expliquer comment ils devraient agir est encore pire quand on se refuse à expliquer pourquoi ils agissent de la sorte, quand on est incapable de mener une lutte révolutionnaire contre l'Etat et ses institutions, quand on s'avère incapable d'avancer la moindre issue politique à la crise du capitalisme, alors que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires, isolés des masses, haïent par des millions de travailleurs et jeunes, cela revient en réalité à dire aux travailleurs : voyez les appareils ne se comportent pas bien, s'ils se comportaient bien voilà ce qu'ils feraient, faisons pression sur eux pour qu'ils rentrent dans le droit chemin et appellent à une marche unie pour les uns (POI), à la grève générale pour les autres (NPA).

Je dois préciser que le POI a sensiblement évolué sur cette question me semble-t-il, en concentrant son combat en direction des travailleurs et des militants, mais tout en continuant à lancer des appels en direction des appareils, ainsi le POI oscille entre ces deux positions contradictoires de la part d'un parti qui ne doit entretenir aucune illusion dans les appareils dans la tête des travailleurs et des militants. Que les militants des autres partis ou des syndicats entretiennent encore des illusions dans leurs dirigeants, c'est leur problème, c'est leur droit, qu'ils s'adressent à leur dirigeants s'ils le souhaitent, qu'ils en fassent l'expérience, à eux ensuite d'en tirer les enseignements, à nous de les y aider, de notre côté, nous n'avons pas à nous aligner sur leurs illusions, il faut au contraire leur montrer qu'on a dépassé ce cap et leur expliquer pourquoi, au lieu de cela, le POI agit comme s'il partageait lui aussi ces illusions, c'est d'ailleurs peut-être le cas suite à une analyse erronée de l'évolution des rapports que les masses entretiennent avec les appareils et une interprétation incorrecte de la question théorique du front unique.

Nous avons constaté dans le passé que lorsque les appareils finissaient par appeler à contre-cœur à la grève générale, ils la contrôlaient et en fixaient eux-mêmes le contenu et l'objectif sans tenir compte de l'avis des millions de travailleurs mobilisés et sans qu'ils soient possibles à ces derniers de fixer un objectif politique à leur mobilisation et de l'imposer aux dirigeants. Tout au plus, si le rapport de forces leur était défavorable, ces dirigeants se retrouvaient dans l'obligation de s'aligner sur les revendications sociales ou économiques des travailleurs mais sans jamais aller au-delà, sans jamais poser en terme politique l'objectif de leur mobilisation, sans jamais remettre en question l'ordre établi ou poser la question du pouvoir du point de vue de la classe ouvrière, réussissant finalement à faire refluer le mouvement des masses et à briser leur grève et leur mobilisation en se satisfaisant de ce qu'avait bien voulu lâcher le gouvernement en place.

Le recadrage politique du POI

Le meeting de La Garde (Var) le 27 février dernier, dont les militants POI ont été à l'initiative peut permettre d'avancer dans la voie qui permettrait de briser consciemment l'obstacle des appareils, je précise consciemment car c'est très important, dans bien des grèves ou des mouvements sociaux dans le passé les appareils ont été submergés par les masses, mais ce processus a toujours été inconscient, inorganisé, or là il s'agit de construire un organisme à l'échelle locale et nationale réunissant des travailleurs organisés ou non dans un syndicat ou un parti qui prendra lui-même l'initiative d'appeler les travailleurs à descendre dans la rue pour défendre les retraites et d'autres revendications sans attendre que les appareils y appellent, sans s'adresser aux appareils ce qui distingue cet appel des précédents, en avançant la nécessité que "*se construise la riposte unitaire, vers la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications*".

Maintenant la grève générale n'est pas une fin en soi et elle n'a jamais résolu à elle-seule les tâches politiques que le prolétariat doit se fixer et accomplir comme je l'ai précisé plus haut. Si la question de la grève générale figure bien dans cet appel, c'est qu'elle a dû être évoquée lors de ce meeting, or il n'y en a pas trace dans les interventions qui ont été reproduites dans le n°87 d'*Informations ouvrières*, peu importe.

Par ailleurs, s'il est bien fait référence à l'appel de l'intersyndicale concernant la journée d'action du 23 mars, la question des retraites qui a été au cœur des discussions lors de ce meeting n'a été traitée que sur un plan strictement syndical, comme si l'action du POI et des comités d'unités devaient se situer exclusivement sur ce terrain et ne surtout pas déborder sur le terrain politique, or toute lutte est politique et l'issue de la crise du capitaliste sera forcément politique.

Ils ont écrit dans leur appel : "*Dans ce sens, il est de notre responsabilité par delà les nuances ou divergences que nous pourrions avoir sur tel ou tel aspect de la situation politique, de dire que le fait de publier un appel intersyndical...*", voilà comment ils ont évacué la question politique qui pouvait être abordée librement par chaque intervenant et que le POI a préféré passer sous silence, alors que cela n'aurait rien coûté de porter à la connaissance des travailleurs et des militants réunis dans ce meeting qu'il existait une issue politique et qu'il fallait chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République pour avancer vers le socialisme, et que son combat se situait dans cette perspective.

De plus la formulation qui figure dans cet appel est fort maladroite, elle sous-entend des désaccords politiques entre différents participants sans qu'ils figurent dans l'extrait reproduit dans *Informations ouvrière*, du coup des militants ou des travailleurs peuvent penser qu'on les manipule, qu'il y aurait des discussions politiques en coulisse qui ne les concernent pas ou qu'on ne tiendrait pas à porter à leur connaissance. On regrette au contraire que ce meeting n'ait pas été l'occasion de débattre publiquement de ces "*nuances*" ou "*divergences*"

politiques et que chacun puisse exposer librement son analyse de la situation, sans que cela ne remette en cause le contenu de ce meeting qui était consacré à la question des retraites principalement. Mais peut-être que ce meeting n'était composé que de militants de différents partis qui se connaissent plus ou moins et qui ne tenaient pas à confronter leurs idées devant une poignée de travailleurs, je n'en sais rien, il y a eu 50 participants à ce meeting, ce qui est très peu finalement. Seuls les militants présents à ce meeting pourront répondre à cette question.

Je soutiens cet appel et cette initiative puisqu'ils ne sont pas dirigés vers les appareils, j'appelle tous les militants à le soutenir et à participer aux meetings organisés dans toute la France par le POI, à chacun ensuite d'y intervenir s'il le souhaite en exposant sa propre analyse de la situation politique. Marcher séparément, frapper ensemble ne signifie pas renier ses convictions politiques.

Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref.

La direction de Total à la manoeuvre.

La création d'un terminal méthanier exploité par Total et EDF à Dunkerque est une "*piste déjà connue*" pour les syndicats du groupe.

"Un terminal méthanier, c'est une piste déjà connue qui ne réglera pas le problème de la raffinerie des Flandres. Parce que ça ne recasera qu'une cinquantaine de personnes sur 400 salariés. Et puis le temps de la construction, on fait quoi avec les salariés?", a déclaré vendredi soir à l'Associated Press le coordinateur de la CGT chez Total, Charles Foulard.

Il a précisé n'avoir "*aucune information*" de plus que ce qui avait déjà été communiqué publiquement par la direction du groupe, et attendre d'en "*savoir plus*" lors du comité central d'entreprise prévu lundi sur la raffinerie des Flandres, menacée de fermeture.

Le journal "Le Télégramme" a rapporté vendredi soir sur son site Internet qu'EDF, "*associé à Total, va donner son feu vert à un terminal méthanier à Dunkerque*". Une compensation à la fermeture de la raffinerie. (AP 05.03)

Toujours plus haut. Plus de 10% de chômeurs en France.

Les chiffres de l'Insee publiés hier indiquent qu'après la forte augmentation des demandeurs d'emploi en janvier (+ 19 500), le taux de chômage a désormais franchi la barre des 10 %, en incluant les Dom.

Et les lendemains ne devraient pas chanter avant longtemps. Les économistes et le gouvernement s'accordant désormais pour dire que le chômage continuera à augmenter jusqu'à la mi-2010. (20minutes.fr 05.03)

La société capitaliste est injuste.

Les avantages des dirigeants d'entreprise sont au coeur du sentiment d'injustice des Français, selon un sondage Ifop pour le magazine Challenges diffusé vendredi.

D'après cette enquête, 69% des Français estiment que la société française est injuste, dont 46% "assez" et 23% "très".

Ce sentiment d'injustice est présent chez 89% des ouvriers, 84% des employés et 46% des cadres supérieurs et professions libérales. (Reuters 05.03)

La liberté sous surveillance policière.

Chaque lycée et chaque gare ferroviaire en France devraient être équipés de caméras de surveillance, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand.

"Nous proposons très clairement que dans chaque lycée, dans chaque gare de chacune des régions, il y ait de la vidéosurveillance pour mieux protéger les Français", a dit Xavier Bertrand sur le plateau du 19-20 de France 3. (Reuters 05.03)

Pourquoi pas dans chaque parking, cage d'escalier, ascenseur ? Que craignent-ils le plus au juste ?

Guerre impérialiste en Afghanistan. Les "bonnes raisons" d'y participer et le "devoir moral" de s'y opposer.

1- Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a déclaré devant la commission d'enquête sur l'invasion en Irak que l'entrée en guerre en 2003 était justifiée et que son financement avait été suffisant.

"*Mon sentiment était, et est toujours aujourd'hui que nous ne pouvons pas avoir une communauté internationale qui fonctionne bien si nous avons des terroristes qui enfreignent ces règles ou (...) des Etats belliqueux qui refusent d'obéir aux lois de la communauté internationale*", a-t-il expliqué.

"*Je pense qu'entrer en guerre est la plus grave des décisions à prendre. Je crois que nous avons pris la bonne décision, pour les bonnes raisons*", a-t-il dit. (Reuters 05.03)

2- Un militaire britannique qui refuse de retourner combattre en Afghanistan et a fait campagne contre la guerre a été condamné vendredi à neuf mois de prison après avoir reconnu avoir quitté son régiment sans autorisation.

Joe Glenton, 27 ans, a disparu de sa caserne du sud de l'Angleterre en juin 2007, peu de temps avant la date prévue pour une seconde affectation en Afghanistan.

Le jeune homme a été rétrogradé de son rang de caporal et il brandissait le poing lorsque la police militaire l'a conduit devant la cour martiale.

Après sa première affectation en Afghanistan, Glenton a expliqué à un psychiatre qu'il rêvait de cercueils de soldats, buvait beaucoup et s'interrogeait sur la moralité et la légalité de la guerre.

Glenton, a participé en octobre à une manifestation contre la guerre et il a prononcé un discours expliquant son "*devoir moral*" de s'opposer à la guerre.(Reuters 05.03)

Libérez Joe Glenton et jetez en prison Blair et Brown à la place !

Le 7 mars

On se détend un peu, c'est dimanche.

Je ne vais pas vous pourrir votre dimanche en vous racontant ce que j'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie il y a deux jours puisque je n'en ai pas eu confirmation : selon un scientifique américain, le tremblement de terre qui a eu lieu au large du Chili ces derniers jours a modifié le centre de gravité de la terre et elle se serait contractée sur elle-même, au point que les jours ont raccourci d'une micro seconde.

Par contre, il est avéré que c'est bien une météorite qui aurait heurté la terre et produit son refroidissement presque instantanément au point d'entraîner la disparition des dinosaures.

Après tout, je dois m'endormir tous les soirs avec les premières vagues à une quarantaine de mètres de mon lit, il n'y a pas de raison que je sois le seul à avoir du mal à trouver le sommeil !

Je vous souhaite tout le meilleur camarades, on vaincra !

Parole d'internautes.

(Je n'ai pas corrigé l'orthographe ou la ponctuation)

1- "*on peut tout de même constater la constance que lui (La Talonnette - Lutte de classe) et le gouvernement ont à casser doucement et sûrement les acquis sociaux...*

A coût d'exonérations, de suppression de taxes professionnelles, de diminutions de charges, petit à petit ils désengagent les entreprises du "pot commun" de la protection sociale...Et finalement toute la protection sociale va être financée uniquement par les salariés...et comme des salariés il y en a de moins en moins, on peut craindre que la protection sociale généralisée disparaisse assez vite au profit d'une protection individuelle et totalement privée.

C'est tout le contrat social Etat/ entreprise/ Salariés qui a été signé en 48 qui est laminé depuis deux ans.

Il s'agit là d'une rupture de contrat pour laquelle les citoyens français n'ont pas été consulté, que les partis politiques dénoncent très peu et que les syndicats laissent faire...

Cette "casse", je ne suis absolument pas certaine qu'elle n'a pas été voulue, préméditée et orchestrée, depuis une quinzaine d'année, avec l'accord de certains syndicats et de politiciens qui se prétendent de gauche...."

LdC- Mais non, mais non ! Grattez un peu plus en arrière et plus profondément et vous comprendrez mieux pourquoi nous en sommes rendus là, syndicats et parti ouvriers inféodés au capitalisme, cela remonte beaucoup, beaucoup plus loin...

2- *.....les gens ont une fâcheuse tendance à être crédule face aux bonimenteurs, il suffit de leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre et hop le tour est joué.*

la question n'est donc pas de faire ce qu'on dit mais de dire ce que les gens veulent entendre, après il est trop tard et c'est ce qui va se reproduire en 2012.

Comment un homme ou une femme politique pourrait être honnête dans son programme puisque la vérité c'est que nous sommes pieds et point liés par les banquiers et autres spéculateurs contre lesquels visiblement personne ne peut rien.

Les écologistes aussi sincères soient-ils ne pourront rien face au rouleau compresseur de la finance et des lobbys.

Aujourd'hui il est trop tard le mal est fait et il n'est plus possible de revenir en arrière, tous ensemble nous iront vers l'Apocalypse. Nous sommes esclaves du monde des cupides et autres requins de la finance avec la complicité d'un grand nombre de politiciens."

LdC- Perspicace ces internautes, le dernier qui a parlé ou celui qui parle le plus fort à toujours raison, c'est bien connu.

Par ailleurs, si rien n'est possible avec les banquiers aux commandes de l'économie et du pays, il faut leur retirer leur jouet, les exproprier et leur retirer ainsi tout pouvoir de nuisance. Une idée qui est en train de germer dans la tête de millions de travailleurs, aidons-là à mûrir le plus rapidement possible et qu'on en finisse avec le capitalisme. En avant vers le socialisme !

3- *"Je reste sidéré par le fait que beaucoup de français notamment ceux des classes populaires et moyennes ont pu croire à des slogans comme "travailler plus pour gagner plus"*

Le renard est dans le poulailler et il faut attendre 2012 pour ne plus voir ce personnage arrogant et imbus de lui même à la tête du pays.

Ce type a exacerbé les antagonismes et créer de la tension partout dans le pays."

LdC -*Pourquoi attendre 2012 ? Chassons-le tout de suite et supprimons du même coup la fonction présidentielle, les institutions bonapartistes de la Ve République ! Réserveons-lui le sort que réserve le paysan au renard, pauvre bête !*

4- *"Quel optimisme ! ce type plait au français moyen parce qu'il lui ressemble : vulgaire, frimeur, magouilleur, inculte, haineux etc.*

Le français moyen n'aime pas le héros, ni même le type compétent, entreprenant, qui le met face à sa nullité.

Il lui suffira de créer un vrai faux fait divers (comme le petit vieux tabassé par des racailles) et il repassera.

Il faudrait nous mobiliser en 2012 pour faire de l'info claire et concise sur le personnage dans nos villes, nos quartiers : des copains l'ont fait en 2007 mais malgré leurs appels personne ne les a imités."

LdC- Cette description du "Français moyen" correspond à un type d'individu sans conscience politique, son comportement est le reflet de la société telle que la classe dominante l'a façonnée, mais elle ne reflète pas ses besoins et ses aspirations qui sont d'une autre nature, chacun aspirant au bien-être et à vivre en harmonie avec les autres, notamment.

Cependant l'épileptique du Palais a commis une grave erreur en s'abaissant -si c'était possible, au niveau des personnes auxquelles ils s'adressent, il est devenu monsieur-tout-le-monde, il a perdu son statut intouchable de chef d'Etat, du coup, la seule chose que voit la population, ce sont ses défauts, ses mensonges que chacun guette désormais dès qu'il ouvre la bouche, il ne se passe pas un jour pratiquement où il ne sort pas une grosse connerie, il l'a confirmé lors de sa prestation au Salon de l'agriculture.

5- *Sarkosy de Nagy Bosca n'a jamais été diplômé de Sciences Po (puisque sous aucun de ses noms il ne figure dans le répertoire des anciens élèves...vous pouvez vérifiez!!). Son CV officiel pourrait le conduire à une mise en examen pour usurpations de titres.....universitaires."*

LdC- Cela reste à vérifier. Si cette information s'avérait exacte, il existe en Inde un vin qui porte le nom de Bosca, je ne déconne pas, c'est

de la piquette, imbuvable, vous le virez et vous le condamnez aux travaux forcés à perpétuité en Inde, à venir bosser dans cette exploitation viticole indienne pour tester chaque tonneau de ce pinard infâme, histoire de lui faire oublier les grands crus du Fouquets ! Avec sa culture, ce n'est pas certain qu'il voit la différence, et en guise de punition il pourrait bien encore y trouver du plaisir ! Si vous n'en êtes pas certains, exécutez-le tout simplement !

Manipulation électorale.

Samedi prochain, TF1 diffusera Ushuaïa Nature à 20h45 à la veille du premier tour des élections régionales.

Rappelez-vous, à la veille des élections européennes, France 2 avait diffusé le documentaire Home. Deux jours après, Europe-Ecologie a réalisé une très forte poussée... Certains y avaient vu un lien rappelle le magazine l'Express. (lepost.fr 06.03)

Simple coïncidence !

Portugal.

Le gouvernement portugais s'est réuni pendant plus de cinq heures samedi en conseil des ministres extraordinaire pour mettre au point un plan d'austérité destiné à rassurer les marchés et dont les détails seront rendus publics la semaine prochaine.

Des discussions vont être ouvertes avec les partis politiques et les partenaires sociaux pour en débattre a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Joao Silveira.

Le plan d'austérité à long terme, réclamé par les autorités européennes dans le cadre du pacte de stabilité, est censé ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB d'ici 2013 contre 9,3% l'année dernière. (Reuters 07.03)

Etats-Unis.

L'économie américaine a supprimé 36.000 postes en février, tandis que le taux de chômage est resté inchangé à 9,7%, montrent les statistiques officielles.

Le département du Travail a alourdi le nombre de suppressions d'emplois du mois de janvier qui se soldent par 26.000 destructions de postes contre 20.000 initialement annoncées, tandis que ceux de décembre ont été revus à la baisse et montrent 109.000 suppressions de postes, soit 41.000 de moins qu'annoncé auparavant.

Au total, la première économie mondiale a détruit 8,36 millions d'emplois depuis le début de la récession en décembre 2007. (Reuters 07.03)

Au total, officiellement, il y a 15 millions de chômeurs aux Etats-Unis (entendu aux infos TV5Monde Asie hier soir)

Iran.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a qualifié samedi la version officielle des attentats du 11-Septembre de "*grand mensonge*", utilisé par les Etats-Unis comme excuse pour justifier leur guerre contre le terrorisme, prélude à l'invasion de l'Afghanistan, d'après les médias locaux.

Ahmadinejad a estimé que les attaques correspondaient à "*un scénario sophistiqué des services de renseignement mis en acte*". (AP 07.03)

Question aux naïfs qui croient encore la version officielle du 11 septembre : Pourquoi n'a-t-on jamais vu une seule photo des restes du Boeing qui s'était soi-disant écrasé sur le Pentagone ? Pourquoi aucun morceau de cet avion un peu plus grand qu'une boîte à chaussures n'a jamais été retrouvé ? Parce qu'aucun avion ne s'est jamais écrasé sur le Pentagone ! Comment expliqué que le commandant de bord qui pilotait soi-disant cet avion et déclaré mort avec l'ensemble des passagers et des membres d'équipage soit toujours en vie et exerce toujours sa profession... au Maroc, si j'ai bonne mémoire ? (lire les articles sur ce sujet dans le dossier *Vieux monde*)

Palestine.

Environ 2.000 personnes ont défilé samedi dans un quartier de Jérusalem-Est pour protester contre les expulsions de Palestiniens de leurs maisons au profit de colons juifs. C'est l'une des plus grandes manifestations à ce jour contre ces évictions.

Les protestataires, dont de nombreux Israéliens de gauche, sont descendus dans les rues du quartier de Cheikh Jarrah samedi soir.

Ils dénoncent les expulsions de familles palestiniennes de maisons où elles vivent depuis des décennies et où des colons juifs ont ensuite le

droit d'emménager. (AP 07.03)

Togo. Une dynastie... de dictateurs.

Faure Gnassingbé a été réélu à la présidence du Togo avec 60,9% des voix, a annoncé samedi Issifou Tabio, le président de la commission électorale. Lire la suite l'article

D'après lui, le fils de l'ancien dictateur Gnassingbé Eyadéma a recueilli 1,2 million des suffrages exprimés jeudi, contre 692.584 à Jean-Pierre Fabre, le candidat du premier parti d'opposition.

Un peu plus tôt samedi, la police togolaise a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation à Lomé de quelque 200 opposants qui contestaient les résultats préliminaires de la présidentielle. (AP 07.03)

Venezuela. Le "socialisme du XXIe siècle" en panne sèche.

Les industriels et les commerçants du Venezuela sont priés de fermer une journée par semaine, pour limiter la consommation électrique du pays qui traverse une crise énergétique.

La sécheresse limite les capacités hydroélectriques du barrage de Guri, le troisième plus grand ouvrage du monde dans sa catégorie.

Or Guri produit les trois-quarts des besoins électrique du Venezuela, et son volume d'eau retenu est descendu sous le niveau critique en raison d'une automne peu arrosé. (AP 07.03)

Le 8 mars

Complément de la mi-journée.

Après ma causerie d'avant-hier des militants pourraient m'accuser de rouler pour le POI ou de perdre mon indépendance, rassurez-vous il n'en est rien. Ce ne serait pas vendre son âme au diable comme aurait dit Marx, de rouler pour le POI, mais ce n'est pas le cas. Je ne roule pour personne d'autre que notre cause commune. Vous en voulez une preuve ? En voici deux pour le même prix.

Dans le IO n° 85 à la page 16, Lucien Gauthier écrivait que la campagne contre la candidate voilée du NPA était une "saloperie", et à la page 14 du IO n°86, donc dans le numéro suivant, on pouvait lire une attaque en règle contre cette candidate dans le courrier des lecteurs. Quand on sait que la direction du CCI-POI n'a de cesse dans ses publications à l'adresse de ses militants de matraquer ce qu'ils appellent les "pablistes", on n'a pas été surpris de trouver ce courrier des lecteurs allant dans le même sens. Notez bien que je rejette au même titre le qualificatif de "lambertiste" adressé aux militants du CCI-POI par des militants extérieurs à cette tendance du mouvement ouvrier. Pablo n'a pas inventé la soumission au stalinisme et Lambert n'a pas été le premier à liquider un parti qui aurait pu devenir l'embryon d'un parti révolutionnaire.

Le choix de ce courrier plutôt qu'un autre n'avait rien de fortuit, il faudrait être naïf pour croire le contraire, une basse manoeuvre ou une hypocrisie à mettre au compte du rédacteur en chef d'*Informations ouvrières* et de son directeur D. Gluckstein, plutôt misérable comme procédé. On attend de dirigeants qu'ils assument leurs responsabilités en toutes circonstances, c'est la moindre des choses. Passons.

A la page 5 du N° 87, Yves Legoff dans un article consacré aux états généraux de l'industrie produisait carrément un faux en écrivant, je cite : "*l'entreprise Heuliez n'a plus de repreneur*", alors que dans un article de l'agence Reuters paru 5 jours auparavant on pouvait lire : "*Louis Petiet, président de Bernard Krief Consulting (BKC), a renoncé à investir dans l'équipementier automobile français Heuliez, déclare le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, ce retrait ouvre la voie à l'investisseur industriel turc appuyé par le ministère, BrightWell Holdings BV, qui souhaite apporter 20 millions d'euros au capital du groupe en difficulté*". Il a dit aux journalistes "*C'est une très bonne nouvelle, je remercie monsieur Petiet d'avoir été raisonnable, d'avoir accédé à la demande que j'ai formulée, ce qui libère ainsi désormais la possibilité pour BrightWell de pouvoir intégrer le capital d'Heuliez*", et de terminer en affirmant "*On peut considérer à 99,99% que la chose est faite*".

Quant à savoir s'il s'agit d'une entreprise industrielle ou d'un hedge fund, c'est une autre question qu'Yves Legoff n'a pas pu aborder ou se poser, puisqu'il ignorait l'existence de BrightWell Holdings BV.

Epilogue suite à la lecture d'un article d'Associated Press daté du dimanche 7 mars en fin de journée, dont voici un large extrait.

"Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a déclaré dimanche qu'il avait "confiance" en la décision qui sera donnée mardi prochain par l'investisseur turc Alphan Manas, président du fonds Brightwell, pour l'éventuelle reprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez.

Rappelant que M. Manas "donnera sa réponse définitive mardi prochain", après avoir disposé de "dix jours légaux" pour vérifier "s'il y a bien l'inventaire qu'on lui a présenté" chez Heuliez, "les machines à outils" et "les brevets", M. Estrosi a assuré sur France 5: "Personnellement, je sais et je suis confiant dans le fait qu'il a chez Heuliez toutes ces garanties".

"J'ai vérifié que ce ne sont pas des fausses promesses, et simplement des créances, que présente M. Alphan Manas mais bien de l'argent sonnante et trébuchante qu'il est prêt à mettre sur le compte en banque à Niort", a-t-il poursuivi.

"Oui, j'ai confiance pour mardi prochain. Maintenant je ne veux pas donner de faux espoirs à l'ensemble des salariés. Je veux qu'ils sachent que je me bats à chaque instant jour et nuit pour sauver Heuliez", a assuré M. Estrosi."

Rien n'est acquis définitivement à l'heure où j'écris ces lignes, donc je ne m'aventurerai pas à affirmer quoi que ce soit ou à tirer hâtivement telle ou telle conclusion en attendant de voir si oui ou non l'investisseur turc Alphan Manas honore son engagement.

En aparté, il faut toujours se méfier des articles des agences de presse, autant que les médias nationaux. Du coup, dans certains cas, on est obligé de lire plusieurs articles sur le même événement en provenance de différents médias, de recouper leur contenu, pour transmettre les faits tels qu'ils se sont bien passés. Je vais vous donner rapidement deux exemples de fausses informations.

Quand des militants ont envahi le parlement grec, le nombre de militants variait de 50 à 300, certains médias ont parlé d'une "attaque", alors qu'en réalité il n'y avait qu'un seul gardien pour garder une porte dérobée permettant d'accéder à l'intérieur du parlement, et ces militants sont entrés dans les lieux sans commettre la moindre effraction, sans attaquer qui que ce soit et sans violence.

L'autre exemple est tiré d'un article du Réseau Voltaire du 1er mars que je mettrai en ligne demain. En voici un extrait.

"La presse et les chancelleries occidentales se sont indignées du suicide en prison (le 23 février 2010) d'Orlando Zapata Tamayo, présenté comme une victime la « dictature cubaine ». Or, ce drame humain n'a pas le sens qu'on lui attribue : Zapata n'a jamais eu d'activité politique.
"

"...il a été condamné en mai 2004 à trois ans de prison pour « outrage à agent de la force publique, trouble à l'ordre public et rébellion à agent de la force publique »."

Puis, *"il s'était rendu coupable de plusieurs actes de violence en détention, notamment à l'encontre des gardiens, à tel point que sa peine avait été portée à 25 ans de prison".*

"... (en) juin 1990, il avait été arrêté et condamné à plusieurs reprises pour « troubles à l'ordre public, dégradations, rébellion à agent de la force publique, escroquerie, exhibitionnisme, voies de fait et détention illégale d'armes de 6° catégorie ». En 2000, il avait fracturé le crâne du citoyen Leonardo Simón d'un coup de machette. Son casier judiciaire ne comporte aucun délit d'ordre politique."

"... Zapata disposait d'un lourd passé judiciaire (...) le gouvernement de La Havane (...) l'a toujours considéré comme étant un détenu de droit commun."

Bon, on ne va pas s'éterniser sur cette histoire, Zapata était un voyou et ce n'est qu'après sa détention en 2004 que sa mère s'est rapprochée des groupes d'opposants au gouvernement, ce qui n'en faisait pas pour autant un prisonnier politique comme l'a affirmé Amnesty International, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton ou encore en France le porte-parole de la Chancellerie, Bernard Valero. A ne pas confondre avec le révolutionnaire mexicain Zapata, que ni les uns ni les autres n'auraient défendu la cause !

Salim Lamrani, enseignant, chargé de cours aux universités Paris-Descartes et Paris-Est Marne-la-Vallée, a publié notamment : *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais*, (Estrella -2009), c'est lui qui a rédigé cet article pour le Réseau Voltaire qui continuait ainsi :

"En guise de comparaison, en France, du 1er janvier 2010 au 24 février 2010, on ne compte pas moins de 22 suicides en prison, dont un jeune adolescent de 16 ans. En 2009, il y a eu 122 suicides dans les prisons françaises et 115 en 2008. Le secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie Bockel, a fait part de son impuissance à ce sujet : « Lorsque quelqu'un a décidé de mettre fin à ses jours et qu'il est très déterminé à le faire, qu'il soit en liberté ou en prison, [...] aucune mesure ne l'empêchera ». A leur grand regret, les familles des victimes françaises n'ont pas eu droit au même traitement médiatique que Zapata, ni à une déclaration officielle publique du gouvernement français.

Depuis le coup d'Etat au Honduras et l'instauration de la dictature militaire le 27 juin 2009 dirigée dans un premier temps par Roberto Micheletti et ensuite par Porfirio Lobo depuis le 28 janvier 2010, plus d'une centaine d'assassinats, autant de cas de disparition et d'innombrables actes de torture et de violence ont été rapportés. Les exactions sont quotidiennes mais elles sont soigneusement censurées par les médias occidentaux. Ainsi, Claudia Larissa Brizuela, membre du Front national de résistance populaire (FNRP) opposé au coup d'Etat, a été assassinée le 24 février 2010, le lendemain du décès de Zapata. Il n'y a pas eu un mot à ce sujet dans la presse occidentale."

Bref, informations fausses ou déformées, loi du silence ou mensonge par omission, propagande orientée et diligentée par la classe dominante au pouvoir, les pièges ne manquent pas pour tous ceux qui veulent informer honnêtement leurs lecteurs sur l'actualité en France et dans le monde. Le pire, c'est que même lorsque les responsables de sites Internet s'aperçoivent qu'ils ont transmis une information erronée, il ne la corrige pas par la suite ou c'est très rare.

J'ai commis une petite erreur il y a quelques jours sur les pommes de terre OGM introduites en Europe avec la bénédiction de l'UE, une erreur minime et sans conséquence, j'ai confondu Monsanto et Basf, vous pouvez vérifier l'article que j'ai archivé dans les infos internationales, j'ai rectifié cette erreur.

Bon, il ne faut pas se leurrer, je laisse passer des erreurs, je n'ai pas les moyens d'un média, d'une agence de presse internationale, ou d'une rédaction d'un journal d'un parti politique, pour passer à la loupe chaque information et éventuellement corriger des erreurs.

Un autre sujet.

Pour commencer cette semaine, j'ai une question à vous poser sur Lutte ouvrière.

J'avoue ne m'être jamais tellement intéressé à cette organisation, c'est sans doute une erreur. J'ai entendu il y a déjà quelques semaines de là aux infos sur TV5Monde Asie, que LO comptaient plus de 8.000 militants. Qu'en est-il vraiment, info ou intox ? Si vous possédez un document confirmant ou infirmant ce chiffre, je vous serais reconnaissant de m'en adresser une copie.

Si cette info s'avérait correcte, bien que ne partage pas l'ensemble des positions de LO et encore moins ses méthodes de fonctionnement ou de développement, je ne suis quand même pas complètement inculte à ce sujet, cela confirmerait qu'il était parfaitement possible de continuer à construire et développer le PCI sur la base d'un programme socialiste révolutionnaire, de continuer le combat sans le mettre dans un tiroir et le sortir uniquement les jours de fêtes comme le disait S. Just, loin de moi l'idée d'identifier LO et le PCI évidemment. L'un et l'autre se revendiquaient de la révolution socialiste et se définissait comme trotskiste, la comparaison s'arrête là en ce qui me concerne. J'attends votre réponse non sans une certaine impatience je dois dire.

Bonne semaine à tous, le combat continue, quel joli printemps nous allons avoir...

Quelques infos en bref.

Il a remis cela. Vous allez voir ce que vous allez voir, c'est l'empereur qui vous parle.

Nicolas Sarkozy recevait hier à l'Elysée le Premier ministre grec Georges Papandréou.

"Les spéculateurs (...) doivent savoir que la solidarité, ça veut dire quelque chose", a mis en garde le président français. Une "réponse collective" est en train d'être préparée, a-t-il assuré. Elle engagera des "moyens concrets, précis" dont M. Sarkozy a refusé de détailler la nature. Mais selon lui, ils prouveront que la Grèce est soutenue, et pas seulement politiquement mais aussi "dans tous les aspects de ses demandes éventuelles".

"La Grèce, l'Allemagne et la France, nous prendrons une initiative concertée pour lutter contre la spéculation", a annoncé le chef de l'Etat. "Nous sommes décidés à faire ce qu'il faut pour que la Grèce ne soit pas isolée". (AP 07.03)

Il avait fait le même coup la veille au Salon de l'agriculture en disant qu'il allait *"promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles, afin de limiter la spéculation croissante et d'encadrer les produits financiers dérivés de ces marchés"*, alors qu'il n'a pas été foutu de réguler les marchés financiers, en réalité, il n'en a jamais eu l'intention et on ne lui a jamais prêtée, pas plus qu'à Obama ou Merkel ou un autre dirigeant du vieux monde.

Ils ont opté pour la fuite en avant face à la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, laissant l'aristocratie financière mener l'humanité au bord du chaos et à la guerre, avaient-ils vraiment le choix ? En guise de réponse posons-nous deux autres questions : Quelle autre alternative que remettre en cause les fondements du capitalisme pour résoudre cette crise ? Qui prendra cette mesure ? Seul le prolétariat révolutionnaire en sera capable...

Italie.

L'opposition italienne a manifesté dimanche pour la deuxième journée consécutive contre un décret gouvernemental qui doit permettre à des représentants du parti de Silvio Berlusconi, dont les candidatures ont été rejetées de se présenter, à la fin du mois aux élections régionales.

Quelques heures après l'adoption du décret, un tribunal de Milan décidait que le gouverneur de Lombardie, Roberto Formigoni, un proche de Berlusconi, pouvait finalement figurer sur les listes. Dans la province de Rome, la justice examinera lundi la demande du PDL.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition, avait déjà organisé samedi des mouvements de protestation à Rome et à Milan et prévoit une grande manifestation, samedi prochain, dans la capitale. (Reuters 07.03)

Etats-Unis.

Le programme budgétaire du président Barack Obama alourdira la dette publique des Etats-Unis de 9.800 milliards de dollars d'ici 2020, soit 1.200 milliards de plus que ce que la Maison blanche prévoit, estime le Congressional Budget Office (CBO).

Le CBO estime que le déficit de l'exercice 2010 atteindra 1.500 milliards de dollars, soit 10,3% du PIB.

"Mesuré en fonction de la taille de l'économie, le déficit, suivant les propositions du président, tomberait à 4% du PIB environ d'ici 2014 mais augmenterait régulièrement après", écrit le CBO.

"Si l'on suit le budget du président, la dette détenue par le public passerait de 7.500 milliards de dollars (53% du PIB) à la fin 2009 à 20.300 milliards de dollars (90% du PIB) à la fin 2020", ajoute-t-il.

"Le service de la dette devient l'une des principales catégories de dépenses du budget fédéral et il fera plus que quadrupler dans les 10 années qui viennent, passant de 209 milliards de dollars cette année à 916 milliards de dollars en 2020", estiment de leur côté les parlementaires républicains de la commission du budget de la Chambre des Représentants. (Reuters 07.03)

Palestine.

L'Autorité palestinienne va adopter une loi interdisant aux travailleurs palestiniens de travailler dans les colonies juives de Cisjordanie, a déclaré dimanche le ministre palestinien de l'Economie Hassan Abou Lidbeh.

La loi, qui devrait être signée par le président de l'Autorité Mahmoud Abbas d'ici à la fin du mois, a été rédigée par M. Libdeh. Ce dernier a estimé qu'il était important que les Palestiniens soient en accord avec leur position contre les colonies. *"Ma population, ma société, contribue à faire vivre les colonies, donc je vise cette contribution",* a-t-il déclaré.

L'Autorité palestinienne va s'employer à trouver des alternatives pour les Palestiniens qui travaillent actuellement dans les colonies, mais ils ne seront pas obligés de quitter leur emploi, a toutefois précisé M. Libdeh. Il a ajouté qu'à l'avenir, les Palestiniens travaillant dans les colonies seront en infraction avec la loi, mais n'a pas voulu s'étendre sur les sanctions.

La législation interdira également la vente de produits issus des colonies dans les magasins palestiniens, a-t-il ajouté, estimant que la somme des ventes annuelles de ces produits dans les commerces palestiniens s'élevait entre 150 et 370 millions d'euros.

Au cours des derniers mois, les forces de sécurité palestiniennes ont commencé à intercepter des cargaisons de produits venant des colonies, a déclaré le ministre, sans préciser le volume de marchandises ayant été confisquées.

Quelque 20.000 à 30.000 Palestiniens travaillent dans les colonies juives, dans la construction et l'industrie notamment. Ils estiment ne pas avoir d'autre choix, du fait du marasme économique en Cisjordanie.

Les quelque 120 colonies israéliennes en Cisjordanie, où habitent 300.000 Israéliens, sont la pierre angulaire des pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens. Les Palestiniens souhaitent leur évacuation en vue de la création d'un futur Etat palestinien. (AP 07.03)

La causerie du matin.

Pas le temps d'actualiser le site ce matin, il est 8h, je dois aller à l'hôpital pour mes dents et ensuite j'ai un rendez-vous à l'Alliance française avec la responsable des cours, après je dois rédiger une requête au consul afin d'obtenir un visa pour un des frères de Magueswary. Je vous parlerai plus tard des relations diplomatiques tendues entre Paris et Delhi.

Le résultat définitif et détaillé du référendum en Islande, 93% pour le non, 2% pour le oui et 5% de bulletins blancs ou nuls. Pas un mot aux infos les deux derniers jours sur TVMonde Asie, je ne sais pas si cela a été la même chose en France.

Au Portugal, le gouvernement a adopté un plan d'austérité, mais on n'en connaît pas encore les détails.

Au Togo, l'opposition conteste le résultat des élections présidentielles. Il ne se passe plus une élection dans le monde sans que ses résultats soient contestés, à croire que la population est en train de prendre conscience que ce genre de consultation ne peut pas avoir un caractère démocratique lorsqu'il est organisé par la classe dominante au pouvoir, j'y vois la manifestation d'une défiance de plus en plus importante vis-à-vis des institutions en place.

Pas le temps d'écrire quelque chose sur le droit des femmes, mais vive les femmes !

On va suivre ce qui va se passer à Dunkerque aujourd'hui.

Le Front syndical de classe nous a transmis le message suivant :

"Le 8 mars, rassemblement en soutien aux travailleurs de la raffinerie des Flandres et de Total. RDV à 12 heures devant l'ancien siège de Total : 24 cours Michelet, Puteaux (92), Métro Esplanade de la Défense (ligne 1)."

A plus tard dans la journée.

Le 9 mars

Pas le temps de causer, trop de problèmes personnels accumulés à régler en urgence.

1 pour 29.000 cela vaut bien un tapage médiatique... en faveur de Sarkozy.

Nicolas Sarkozy s'est dit lundi "prêt" à "accueillir en France, si elle le souhaite", Najlae Lhimer, une jeune lycéenne marocaine qui a été expulsée le 20 février dernier vers le Maroc. (AP 08.03)

Le capitalisme vert : la seule alternative, non merci !

1- A moins d'une semaine du premier tour des élections régionales, Daniel Cohn-Bendit a affirmé à Strasbourg lors d'un meeting que les listes d'Europe Ecologie constituaient la seule alternative pour les électeurs. (Reuters 08.03)

2- Des régions présidées par Europe Ecologie ne feraient plus appel aux services de banques possédant des filiales dans les paradis fiscaux, comme les quatre banques du CAC 40, a affirmé lundi Cécile Duflot. (Reuters 08.03)

Elles en tremblent déjà et les autres banquiers se frottent déjà les mains !

Main dans la main "*tout est possible*".

1- Le Mouvement des entreprises de France (Medef) et l'association Ni putes ni soumises ont lancé lundi une expérimentation pour développer l'accès des femmes à l'emploi.

"On dit parfois que les femmes des quartiers sont le dernier rempart contre la violence et l'obscurantisme, eh bien c'est le dernier rempart qu'on doit aider. Et quand on a Laurence Parisot qui nous rend visite, on se dit que tout est possible", a déclaré Sihem Habchi, qui avait été auparavant reçue à l'Elysée. Reuters 08.03)

2- Pour la première fois, des dirigeants patronaux (CGPME et Ethic) ont écrit avec les syndicats (CGT, CFDT, UNSA, FSU et SUD) un 'texte commun', soumis lundi 8 mars au gouvernement, sur les critères permettant aux salariés sans papiers d'obtenir un titre de séjour. Le texte vise à définir des conditions objectives d'obtention d'autorisations de travail et de séjour pour les salariés sans papiers qui s'acquittent de leurs cotisations et de leurs impôts. (LeMonde.fr avec AFP 08.03)

Psychose. Nice, une ville "*quadrillée*", en état de siège.

A six jours des élections régionales où l'insécurité a été l'un des thèmes-phares de la droite gouvernementale, le maire UMP de Nice, Christian Estrosi, a inauguré lundi son "centre de supervision urbain".

Le nouveau quartier général de la police municipale, un bâtiment flambant neuf installé dans le centre-ville, recevra en temps réel d'ici à la fin de l'année les images des 642 caméras qui surveilleront nuit et jour, sept jours sur sept, l'ensemble de la capitale de la Côte d'Azur.

Actuellement, 250 de ces appareils sont en service.

"C'est un maillage vidéo qui n'existe nulle part ailleurs en France et qui fait de Nice la ville la mieux équipée de l'Hexagone", s'est félicité le maire de la ville, qui est aussi ministre de l'Industrie.

"Là où Paris compte une caméra pour 2.000 habitants, à Nice, à la fin de l'année, ce sera une caméra pour 600 habitants", a-t-il précisé.

Ce sont pas moins de 80 patrouilles qui sillonnent la ville en permanence.

"Et bientôt, les plaques d'immatriculation de chaque voiture entrant en ville seront enregistrées et confrontées au fichier national des véhicules signalés volés et les voleurs seront interceptés", a ajouté le maire de Nice.

"Il faut que les honnêtes citoyens se sentent protégés, et d'ailleurs une enquête révèle que 91% des habitants de Nice adhèrent complètement à ce dispositif". (Reuters 08.03)

Philips.

Les syndicats et la direction se réunissent au siège de Philips à Suresnes (Hauts-de-Seine) mardi à partir de 10h, selon FO. Le CCE sera suivi d'un comité d'entreprise à l'usine Philips de Dreux, mercredi à partir de 10h.

Les syndicats comptent demander la nomination d'un expert "de façon à analyser les arguments de la direction pour motiver cette fermeture", selon Jean Arrar, délégué syndical central FO chez Philips. Les syndicats espèrent retarder "d'au moins 15 jours le processus de fermeture", selon lui. (AP 08.03)

Tiens donc, l'usine fermerait dans 15 jours ? Lire mes causeries précédentes sur le sujet.

Quand la justice lave plus blanc que blanc.

C'est la quatrième fois que Gérard Longuet, ancien ministre de l'Industrie et actuel président du groupe UMP au Sénat, qui avait dû démissionner en 1994 du gouvernement Balladur en raison de ces poursuites, bénéficie d'une relaxe ou d'un non-lieu dans une affaire de présumé financement politique frauduleux du Parti républicain, composante de l'ancienne UDF, apprend-on auprès du parquet de Paris.

En 1998, il a été relaxé dans un dossier visant le financement de sa villa de Saint-Tropez.

En 2004, il a été relaxé d'une poursuite pour "recel d'abus de biens sociaux" visant une somme de 173.561 euros versée par le promoteur immobilier Cogedim à sa société Avenir 55, en 1989 et 1990, pour une prestation supposée fictive.

En 2005, il a été relaxé de l'accusation de participation à l'opération de corruption en marge de l'attribution de marchés de construction de lycées en Ile-de-France. (Reuters 08.03)

Le droit à la santé gravement remis en cause.

Cinq associations annoncent avoir déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de la hausse de 16 à 18 euros en 2010 du forfait hospitalier.

Dans un communiqué, elles estiment lundi que la hausse des dépenses d'hôtellerie à la charge des patients hospitalisés, prévue par un arrêté du 23 décembre 2009, "aggrave les inégalités".

Cette augmentation "compromet le droit à la santé pour tous", écrivent la Fnath (accidentés du travail), Aides (lutte contre le sida), l'Adep (handicapés), le Ciss (collectif d'associations de patients) et l'Unaf (associations familiales).

Le onzième alinéa du préambule de la Constitution de 1946 garantit le droit aux soins et à la santé, rappellent les associations.

Selon elles, les dépenses de santé non prises en charge par l'Assurance maladie ne cessent d'augmenter "dans des proportions devenues insupportables pour de plus en plus de ménages qui rencontrent ainsi des difficultés à faire face à leurs frais de santé." (Reuters 08.03)

Le masque tombe. Le FME, le pendant dans l'UE de la dictature du FMI.

La Commission européenne a annoncé lundi être en discussions avec les pays de la zone euro sur la création d'un Fonds monétaire européen chargé de mieux coordonner les économies des 16 pays utilisant l'euro et d'empêcher que de nouvelles crises, semblables à celle de la dette grecque, ne mettent en danger l'union monétaire.

Ce fonds serait abondé par les pays qui ne respectent pas les règles fixées par Bruxelles (déficit et dette rapportés au produit intérieur brut - PIB), afin, dans un premier temps, d'encourager les gouvernements à rester dans les limites imparties. Avec ces financements, il pourrait

gérer à sa place la restructuration d'un pays en défaut -une possibilité que n'a pas le FMI- en proposant à ses créanciers d'échanger leur dette contre des bons du FME à un prix avantageux, afin de limiter les répercussions aux autres membres.

Le FME donnerait aux pays de la zone euro la capacité de décider de ne pas renflouer un membre ne respectant pas les critères de Maastricht, sans pour autant mettre en danger l'union monétaire dans sa totalité, a expliqué à l'Associated Press Daniel Gros. "*Il s'agit de protéger la zone euro (...) Les pays de la zone euro ont le choix: ils peuvent continuer comme ça, la Grèce peut continuer à dépenser et eux à payer. Ou alors, ils peuvent faire ça (le FME, NDLR) pour être en mesure de dire 'non' à la Grèce*".

L'idée du FME semble être soutenue par l'Allemagne et la France. La chancelière Angela Merkel l'a ainsi jugée lundi "*bonne et intéressante*", tout en soulignant qu'elle nécessiterait une modification du Traité de Lisbonne -seulement possible à l'unanimité des pays membres. (AP 08.03)

Portugal.

Les premiers détails du plan d'austérité

- la cession de participations de l'Etat dans des sociétés et à des privatisations, à hauteur de 1,2 milliard d'euros pour l'année 2010.
- les traitements des fonctionnaires ne seront pas revalorisés plus que l'inflation jusqu'en 2013 et seul un poste sur deux sera remplacé dans la fonction publique.
- les dépenses sociales et de santé feront également l'objet de mesures d'économies.

Vendredi, le Parlement sera appelé à voter le projet de loi de finances 2010 qui inclut un gel des traitements de la fonction publique. Les sociaux-démocrates, principale formation de l'opposition, ont promis de s'abstenir, ce qui devrait permettre aux socialistes au pouvoir de faire adopter le texte.

Les principaux syndicats ont déjà annoncé qu'ils déclencheront grèves et manifestations si le gouvernement ne prenait pas position en faveur d'une revalorisation des salaires. (Reuters 08.03)

Tunisie.

Une journaliste tunisienne de l'opposition Zakia Dhifaoui a observé lundi "*une grève de la faim symbolique*", à l'occasion de la journée mondiale de la femme, pour réclamer sa réintégration à son poste d'enseignante.

Elle a déclaré à l'Associated Press avoir été radiée du corps enseignant depuis septembre 2008. Elle avait soutenu et couvert les manifestations de protestations sociales qui ont secoué le bassin minier de Gafsa (sud-ouest tunisien) pour l'hebdomadaire "*Mouatinoun*", l'organe du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), une formation de l'opposition légale.

Enseignante en histoire-géographie à Kairouan (centre), elle a été condamnée à quatre mois et demi de prison pour "*perturbation de la circulation sur la voie publique, rassemblement non autorisé et jet de projectiles*", des accusations "*fabriquées*", selon elle.

Outre le FDTL, où elle est membre du conseil national, Mme Dhifaoui, 44 ans, milite aussi au sein de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) et de l'association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

Elle espère que les autorités lèveront la sanction qui la frappe, faute de quoi elle envisage d'entamer une grève de la faim illimitée. (AP 08.03)

Etats-Unis. Un contrat de 26 milliards de dollars à la barbe d'EADS.

EADS annonce que Northrop Grumman a décidé de ne pas soumettre d'offre pour un contrat d'avions ravitailleurs destinés à l'US Air Force, jugeant que le cahier des charges favorise un dérivé du 767 construit par Boeing. (Reuters 08.03)

Equateur.

Le vice-président équatorien Lenin Moreno a annoncé lundi que l'Iran construira dans son pays trois centrales hydroélectriques qui généreront une production de 100 mégawatts.

Moreno a rappelé que de nombreux accords de coopération sont en vigueur entre les deux pays, notamment dans les secteurs "*portuaires, agricoles et de l'industrie automobile*." (AP 08.03)

Le 10 mars

Hier j'ai corrigé certains liens qui ne fonctionnaient pas. Pas le temps de causer, Magueswary retourne en France dans une semaine et on a des affaires à régler.

Je vous parlerai plus tard du problème en Inde pour obtenir un visa du consulat de France à Pondichéry, il faut passer par une société privée qui vous fixe un rendez-vous si elle veut, par téléphone, mais il est impossible de la joindre ou par Internet, et voilà le message suivant qui s'affiche en guise de réponse : "*No date(s) available for appointment at Pondicherry-Consulate*", pas de date disponible pour obtenir un rendez-vous, c'est valable pour les Indiens qui veulent aller visiter la France, s'inscrire dans une université ou tout simplement rendre visite à leurs famille : Pas de rendez-vous, donc pas de visa !

Est-ce voulu ? Existe-t-il des quotas par pays, par consulat ou ambassade ? Est-ce une consigne du ministère de l'Immigration et de l'indignité nationale en France ? J'ai contacté par courriel le consulat, j'attends sa réponse.

Au fait, je vous conseille la lecture du dernier numéro de *Prométhée* sur la situation économique, merci à ces camarades pour la qualité de leur article.

Quelques infos en bref.

Comment briser une grève avant même de l'avoir commencée. Mode d'emploi de la direction de la CGT.

Le secrétaire général de la Fédération CGT de la Chimie Jean-Michel Petit a déclaré hier à Associated Press que la reprise de la grève illimitée dans les raffineries du groupe Total en France aurait pour objectif d'"*exiger le redémarrage de la raffinerie*" de Dunkerque, et que "*Total propose un véritable projet et pas ce qui a été présenté*", lundi lors du comité central d'entreprise (CCE). (AP 09.03)

Il propose donc de se battre pour le redémarrage de la raffinerie... dans la perspective de sa fermeture, autrement dit il se situe dans la même perspective que la direction de Total et le gouvernement actionnaire et c'est dans ce contexte que la CGT va demander au personnel des autres raffineries de se prononcer pour ou contre la grève, après que leurs salariés aient reçu l'assurance que leurs raffinerie ne seraient pas fermées au cours des cinq années à venir.

En clair, ceux qui accepteront de débrayer à l'appel de ce lieutenant de la direction de Total, cesseront leur grève au premier coup de sifflet de ce bureaucrate, il serait étonnant qu'ils agissent autrement, ne prenons pas nos désirs pour la réalité.

Quel intérêt y aurait-il à investir dans un pays où la productivité ne serait pas au rendez-vous ?

L'investissement étranger créateur d'emploi en France n'a que légèrement diminué en 2009 malgré la crise, annonce le gouvernement. y a eu l'an dernier 639 décisions d'investissement étranger en France qui ont permis de créer ou de maintenir 29.889 emplois, selon les chiffres présentés à Bercy par l'Agence française pour les investissements internationaux (Afi).

C'est moins qu'en 2008, quand 641 décisions d'investissement avaient permis la création ou la sauvegarde de 31.932 emplois, mais davantage que les 624 investissements comptabilisés en 2007.

Près de 23.000 entreprises étrangères sont implantées en France, faisant travailler 2,8 millions de personnes. (Reuters 09.03)

L'UE à la botte de Washington. Le vrai visage de l'UE. Un cas d'école pour le prouver.

La décision du géant de l'aéronautique européen EADS et de son partenaire américain Northrop Grumman de se renoncer à l'appel d'offres pour les avions ravitailleurs de l'armée américaine a suscité des accusations plus ou moins voilées de protectionnisme mardi, l'Américain Boeing restant seul en lice pour ce contrat évalué à 35 milliards de dollars (26 milliards d'euros).

Ce contrat concerne la fourniture de 179 avions-citernes à l'US Army. Il s'agit de la première tranche d'une commande géante de 500 appareils pour 100 milliards de dollars.

Le partenaire américain d'EADS, Northrop Grumman, a déclaré lundi soir qu'il ne se soumettrait pas à l'appel d'offres en raison d'un cahier des charges jugé trop favorable au rival Boeing, qui présente un avion plus petit. Le constructeur européen EADS a annoncé qu'il suivait Northrop Grumman dans sa décision.

En 2008, EADS et Northrop Grumman avaient remporté ce gigantesque appel d'offres qui avait été par la suite annulé après une plainte de Boeing. EADS, qui aspire à pénétrer le marché américain de la défense et moins dépendre de son activité civile, souhaitait présenter un dérivé de l'A330.

Euphémismes, conditionnel, précautions oratoires des valets de l'impérialisme américain...

La Commission européenne a fait savoir qu'elle *"serait extrêmement inquiète s'il devait s'avérer que les termes de l'offre ont été formulés de façon à empêcher une concurrence ouverte pour le contrat"* et qu'elle suivrait *"de très près les suites de ce dossier"*.

"La meilleure situation, c'est la situation de concurrence, et je regrette un peu qu'Airbus ne se soit peut-être pas trouvé dans les meilleures situations de concurrence dans le cadre d'un appel d'offres renouvelé", a également commenté la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

Le ministre allemand de l'Economie, Rainer Brüderle, a quant à lui déclaré par voie de communiqué qu'il voyait *"des signes de protectionnisme"* dans cette affaire.

... et trahison.

La décision de Northrop n'a guère surpris dans ce milieu. Pour Loren Thompson, qui dirige le Lexington Institute, *"une fois tout mis sur la table, Northrop y a vu beaucoup de risque et peu de profit"*, alors qu'EADS voulait avant tout mettre un pied sur le marché américain de la défense, et *"au bout du compte, les intérêts des deux équipes étaient divergents"*.

Quand les roquets de l'UE aboient dans le vide... l'impérialisme américain tremble.

Le Quai d'Orsay a averti que *«la France, avec la Commission européenne et ses partenaires européens concernés, va procéder à l'examen de ce nouveau développement et de ses possibles implications»*.

Une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble exclue car elle n'est pas compétente en matière de défense. Et elle ne peut intervenir suite à une décision souveraine prise par une entreprise privée, en l'occurrence Northrop. (AP et figaro.fr 09.03)

Grande-Bretagne.

Chevron, deuxième groupe pétrolier aux Etats-Unis, va mettre en vente plusieurs activités en aval, dont sa raffinerie de Pembroke en Grande-Bretagne, et supprimer 2.000 emplois cette année.

"Les conditions de marché en aval vont probablement être difficiles au cours des prochaines années", a déclaré Mike Wirth, vice-président de Chevron. (Reuters 09.03)

Jimi Hendrix est de retour.

Sony Music Entertainment et Experience Hendrix, la société héritière de la musique et des droits à l'image du célèbre guitariste commercialisent, à partir du lundi 8 mars, Valleys of Neptune, un album d'inédits, plus ou moins connus, du célèbre gaucher. C'est la première salve d'une série de rééditions de ses enregistrements pour marquer le 40e anniversaire de sa mort, le 18 septembre 1970

L'album se compose de douze morceaux entièrement enregistrés en studio et jamais commercialisés, précise un communiqué. "Valleys of Neptune offre une vision de la maîtrise que mon frère avait des techniques d'enregistrement et montre qu'il était un pionnier en matière technique autant qu'un guitariste de génie", indique Janie Hendrix, demi-sœur du musicien et PDG d'Experience Hendrix. "Valleys of Neptune offre 60 minutes de musique inédite, remixée pour l'occasion par Eddie Kramer, ingénieur du son et producteur qui avait travaillé avec Jimi dès 1967", précise le communiqué. Normal, il s'agit de faire vendre.

Le disque est présenté comme la suite d'Electric Ladyland (1968). Il tend surtout à confirmer qu'en 1969, Hendrix est épuisé, carbonisé, musicalement, au point de réenregistrer Fire et Red House sortis sur Are You Experienced (1967). Idem pour la nouvelle version de Hear My Train Comin'. Une partie des morceaux sont des répétitions pour le concert du Royal Albert Hall de Londres de février 1969. Le reste date du printemps 1969, à New York. Crying Blue Rain, Ships Passing Through the Night, Lullaby for the Summer sonnent comme des morceaux à développer. Ah si, quand même : Valleys of Neptune, célèbre inédit, surnage du lot et mérite, lui, le détour. (lemonde.fr 05.03)

J'étais déjà fan d'Hendrix en 67 à 12 ans, l'antithèse de la variété de merde que l'on nous servait en boucle à la radio ou à l'ORTF pour que l'on soit aussi con à la fin de notre vie qu'à ses débuts, à ce que je sache son talent de génie n'a pas pris une ride, pas plus qu'une sonate de Beethoven dont je suis un admirateur sans borne.

C'est en partie grâce à Hendrix que de nombreux groupes de rock ont ensuite développé des mélodies où des solistes de génie développèrent leur virtuosité et élevèrent le rock au panthéon de la musique. Sur ce plan-là, les Beatles et les Rolling Stones ne parvinrent

jamais à rivaliser avec Led Zeppelin ou Deep Purple, Zappa ou Carlos Santana, hier AC/DC, ZZ Top, Iron Maiden, Lynyrd Skynyrd, Wishbone Ash, plus tard, Joe Satriani, Steve Vai, Guns and Roses, Metallica, Scorpion, Roy Buchanan, J. Mc. Laughlin et j'en passe.

La différence entre le rock et le hard rock, c'est le lead guitare en plus, il n'est pas toujours très fameux, il y en a qui font du bruit et non de la musique, il faut faire la part des choses avant de rejeter le hard rock. En dehors des Tziganes, c'est le seul endroit où se produisent (en grand nombre) des guitaristes de génie, il faut aimer la guitare électrique évidemment. Il n'a jamais existé de groupes de hard rock en France ou même de rock de qualité comparable à ce qui a existé et existe encore en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il y en a même d'excellents en Inde. Le plus difficile étant de former un groupe où tous les musiciens ont à peu près le même niveau de talent. Trust aurait pu le devenir mais ils ont jeté l'éponge très vite. Un de mes potes qui jouait du piano et du synthétiseur était parti joué avec Zappa, il n'avait trouvé aucun groupe en France où épanouir son talent.

Un morceau sans au moins un solo de guitare, de violon, de piano ou de saxo interprété par un virtuose et l'on a l'impression d'une balade pour faire passer le temps ou pour nous endormir, alors que le jeu endiablé de musiciens de talent réveille chez le jeune la révolte qui sommeille en lui contre l'ordre établi, c'est en tout cas ainsi que j'ai ressenti cette musique sans attendre Get up, tand up de Bob Marley, étant toujours révolté à 55 ans, mes goûts musicaux se sont enrichis mais sans renier ceux de ma jeunesse contrairement à beaucoup de gens qui ne sont pas plus fidèle sur ce plan-là qu'en amitié. La Fender Stratocaster, ça fait du bruit, pas beaucoup plus qu'une sonate de Beethoven sur un Steinway !

Le 11 mars

Pas le temps de causer, trop de problèmes personnels à régler en urgence.

En liberté surveillée.

Le ministère de l'Intérieur "mobilise" une somme de 13,1 millions d'euros pour l'installation de 3.203 caméras de vidéoprotection dans 231 communes, 19 établissements scolaires et 19 ensembles d'habitation, annonce-t-il mercredi dans un communiqué.

Pour l'année 2010, le ministère de l'Intérieur dispose "au total de crédits à hauteur de 30 millions d'euros, soit près du double de 2009 (17 millions d'euros) et du triple de 2008 (11,7 millions en 2008)", précise le communiqué.

D'ores et déjà, plus de 2.000 communes en France - dont "la quasi-totalité" des villes de plus de 100.000 habitants - ont recours à la vidéoprotection. Et d'ici à 2011, la place Beauvau prévoit de tripler le nombre de caméras présentes sur tout le territoire, en le portant de 22.000 à 60.000. (LePoint.fr 10.03)

Rififi dans la franc-maçonnerie, la "cinquième colonne" du capital.

Rien ne va plus à la Grande Loge nationale française (GLNF). Une fois de plus, la gestion du grand maître de la deuxième obédience de France (42.000 membres), François Stifani, est vivement critiquée.

Au terme d'une réunion houleuse, le 4 décembre dernier, rue de Pisan, siège de la GLNF, 24 frères ont été suspendus de la loge pour avoir dénoncé la politique de communication du grand maître, la composition d'un "shadow" cabinet comprenant plusieurs profanes ou encore l'acquisition d'un appartement estimé à 2 millions d'euros, avenue de Wagram. Ces 24 "mutins" se réunissent aujourd'hui au sein d'un collectif baptisé FMR-Myosotis, qui revendique "des milliers" de membres issus de la GLNF.

Dans un mail interne - que lepoint.fr a consulté-, ils déclinent ainsi leurs objectifs : "*Mettre un terme aux dérives constatées*", revenir "*à la régularité et à la tradition*", exiger "une transparence sur les comptes de la GLNF et une explication claire de l'utilisation des cotisations, en exigeant un audit des comptes", rétablir "*la discrétion et l'humilité*." En outre, le sarkozysme affiché par Stifani agace de plus en plus les partisans d'une obédience apolitique. (lepoint.fr 10.03)

Allemagne.

L'Allemagne a enregistré la baisse la plus forte de ses exportations en un an au mois de janvier, selon les statistiques officielles, illustration des difficultés économiques du pays.

A noter toutefois, qu'en données brutes, les exportations ont progressé, de 0,2% en glissement annuel, tandis que les importations se contractaient de 1,4%. (Reuters 10.03)

Etats-Unis.

Le gouvernement américain a enregistré un déficit budgétaire mensuel record de 220,9 milliards de dollars (162 milliards d'euros) en février, a annoncé le Département du Trésor mercredi, une hausse de 14% par rapport à février 2009.

Sur les cinq premiers mois de l'exercice budgétaire de cette année, le déficit cumulé s'élève ainsi à 651,6 milliards de dollars (477 milliards d'euros), soit 10,5% de plus qu'il y a un an.

L'administration Obama prévoit un déficit budgétaire record pour l'année 2010, à 1.560 milliards de dollars (1.142 milliards d'euros). Il était de 1.400 milliards de dollars (1.025 milliards d'euros) en 2009. Et les prévisions tablent sur un déficit budgétaire qui sera encore de 1.000 milliards de dollars (732 milliards d'euros) en 2011.

L'administration Obama a expliqué que l'énorme déficit était nécessaire pour que le pays puisse se sortir de la récession qui l'a frappé, la plus profonde depuis les années 30. (AP 10.03)

Inde.

La chambre haute du Parlement indien a approuvé à la quasi-unanimité mardi soir un projet de loi qui réserve un tiers des sièges aux femmes.

Le texte prévoit d'attribuer un tiers des sièges aux femmes aux parlements fédéral et régionaux.

Les députés du Parti Bahujan Samaj, qui représentent surtout les basses castes, se sont abstenus au moment du vote pour protester contre le refus du gouvernement fédéral de prévoir des sièges pour les femmes des basses castes dans le projet de quotas. Le projet de loi du Parti du Congrès au pouvoir devrait être soumis à la chambre basse du Parlement fédéral la semaine prochaine et devra être approuvé par 15 des 28 Etats régionaux avant d'entrer en vigueur. Il devrait recevoir tous les feux verts nécessaires, les principaux partis d'opposition ayant annoncé leur soutien. (AP 10.03)

Le 12 mars

Pas le temps de trop causer.

L'heure est à l'organisation. Je ne comprends pas que des militants s'indignent de la situation sociale et politique actuelle ou appellent à s'organiser, et quand un parti leur propose un cadre souple pour mener le combat ensemble, ils refusent et préfèrent s'enfermer dans leur isolement. Si j'étais en France je combattrais au côté des militants du POI sans pour autant être d'accord avec l'orientation politique de leur parti, ceci n'empêchant pas cela.

Bonne manif et bon week-end.

La "rigueur" pas pour aujourd'hui mais... pour demain. Demain c'est déjà aujourd'hui ! Le plan de bataille de Sarkozy.

1- Nicolas Sarkozy répète qu'il "*ne croit pas à une politique de rigueur qui n'a jamais fonctionné*", avant d'ajouter "*la reprise économique est encore trop timide pour prendre le risque de tout casser par une rigueur à contretemps*". (AP 11.03) En réalité, la rigueur s'est déjà installée au quotidien : hausse des prix, maintien des loyers prohibitifs et augmentation des salaires misérables ou nulles pour la plupart des travailleurs...

2- Dans une longue interview à paraître vendredi dans *Le Figaro Magazine*, le président de la République réaffirme que ce scrutin n'aura que des conséquences régionales. (AP 11.03) Autrement dit même en cas d'abstention massive et d'échec de l'UMP lors de ces élections, il n'entend pas changer de cap, donc poursuivre son oeuvre de destruction, il l'a annoncé lui-même.

3- "*A l'automne, après la réforme des retraites, nous engagerons la concertation sur la dépendance, au premier trimestre 2011*", assure-t-il. Avant d'en remettre une couche dans la dernière ligne droite pour achever sa sale besogne.

"*Une fois ces dossiers bouclés, je proposerai au Parlement de compléter toutes les réformes réalisées depuis 2007. Université, travail du dimanche, 35 heures, heures supplémentaires...: nous ferons un audit de toutes les réformes pour les améliorer*", poursuit le président. Traduisons : avant de me faire virer du Palais, je laisserai la place propre, j'aurai achevé de liquider des pans entiers des droits sociaux qui coûtaient trop chers à l'Etat et à mes amis qui fréquentent le Fouquets, ou presque... et si tout se passe bien !

4- Bonaparte le petit passera ensuite la main au Parlement à sa botte qui n'aura plus qu'à établir l'inventaire des dégâts de son quinquennat, et s'en féliciter évidemment.

"Ensuite, au second semestre 2011, le gouvernement marquera une pause pour que le Parlement puisse, s'il le souhaite, déléguer", précise-t-il. "La complexité est souvent telle que personne ne s'y retrouve plus. Il sera grand temps de s'attaquer au chantier de la simplification législative et administrative".

Après avoir mis sans dessus dessous une grande partie de l'administration pendant quatre ans et demi et compliqué à loisir toutes les démarches administratives de la population, voilà qu'il annonce que le Parlement remédiera à cette situation en quelques mois juste avant les présidentielles, mais comme il n'en fera rien, ce sera une raison de plus pour le chasser et n'apporter aucune voix à tous les partis qui sont présents à l'Assemblée nationale.

Reste à avoir si nous ne le chasserons pas avant 2012 ?

Sarkozy et les autres dirigeants du vieux monde, "crédibles" ?

"Je prendrai, avec d'autres, des initiatives au G-20, que la France présidera en novembre 2010, pour que soit rapidement adoptée une taxe sur les transactions financières", a annoncé le chef de l'Etat, à l'ouverture à Paris d'une conférence ministérielle internationale sur le rôle des grands bassins forestiers -Amazonie, Congo, Indonésie.

"C'est une question de crédibilité", a-t-il martelé devant un parterre de 30 pays des grands bassins forestiers d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et de 12 délégations des pays bailleurs de fonds.

"La forêt est en danger", avait averti mercredi le ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, appelant à passer à "la vitesse supérieure" parce que "la vie n'attend pas".

Le programme REDD (Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation forestière dans les pays en développement) qui prévoit de réduire de moitié la destruction des forêts des pays pauvres à l'horizon 2020, et d'y mettre fin entièrement d'ici 2030, se trouvait au coeur des discussions de jeudi. (AP 11.03)

Comme quoi on doit se tenir informé sur chaque sujet, si on s'en tenait aux propos de Sarkozy, on serait presque tenté de le croire sincère, mais voilà, hier soir en regardant sur TV5Monde Asie en différé un numéro de Grand reportage dont une partie était consacrée au commerce du bois, j'ai entendu que 40% du bois exporté en France était d'origine illégale et qu'il était assez facile de le détecter à la source parce que ce bois était d'origine inconnu contrairement au bois d'origine légale dont la traçabilité existe.

De plus il n'existe pas des centaines de pays exportant du bois en grande quantité, il suffit de se rendre sur place comme l'on fait ces journalistes pour constater l'ampleur du massacre et interdire l'importation de bois en provenance de ces pays en proie à la corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat. Est-ce de cela qu'a parlé Sarkozy ? Pas vraiment.

Le journaliste a rappelé que toutes les deux minutes, c'est l'équivalent d'un terrain de football qui disparaît avec la déforestation massive qui n'a jamais cessé.

La conséquence de la mobilisation du personnel contre le démantèlement de l'AP-HP.

Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Benoît Leclercq, aurait été 'viré', selon des informations rapportées, jeudi 11 mars, par le site Internet de Libération.

'Le ministère de la santé a démenti cette information. Mais, de sources élyséennes, c'est confirmé', précise le quotidien. M. Leclercq, 62 ans, est directeur général de l'AP-HP depuis 2006. (Lemonde.fr 11.03)

Point emploi.

La plus grave crise traversée par l'économie française depuis la Seconde Guerre mondiale a entraîné la destruction de près de 600.000 emplois, depuis le deuxième trimestre 2008.

Au troisième trimestre 2009, 79.800 postes avaient été détruits après 99.100 au deuxième trimestre et 153.800 au premier, le plus mauvais résultat depuis le début du recul de l'emploi salarié marchand au deuxième trimestre 2008.

Sur l'ensemble de l'année 2009, l'emploi salarié marchand a baissé de 2,2% avec 357.600 postes supprimés.

L'emploi salarié a reculé de 0,1% au dernier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent avec 20.400 emplois détruits dans les secteurs principalement marchands, selon des données révisées annoncées jeudi par l'Insee.

Au quatrième trimestre, les destructions d'emploi se sont infléchies dans l'industrie avec 34.700 suppressions de postes (-1,0% par rapport au trimestre précédent) après 46.400 au trimestre précédent (-1,4%), 48.100 au deuxième trimestre et 43.700 au premier trimestre.

Dans la construction, la baisse des effectifs est comparable à celle observée au cours des trimestre précédents (-0,8% après -1,0% au troisième trimestre, soit -11.900 postes).

L'emploi tertiaire redémarre avec l'intérim qui confirme sa reprise entamée au deuxième trimestre 2009 après plusieurs fortes baisses (-35% entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009).

Les effectifs de l'intérim ont progressé de 5% au quatrième trimestre (+23.500 emplois) après une hausse de 5,6% au troisième trimestre (+25.000 emplois) et de 1,6% au deuxième (+6.500 emplois).

La hausse de l'emploi intérimaire s'est poursuivie en janvier avec une progression de 0,4% par rapport à décembre (+2.200 emplois), selon des chiffres publiés jeudi par Pôle emploi.

Les salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

Hors intérim, l'emploi tertiaire est stable (+2.800 postes), après cinq trimestres de baisse. Au total, l'emploi augmente de 0,2% dans le tertiaire. (Reuters 11.03)

Ne pas confondre la destruction d'emploi qui a pour conséquence une plus grande concurrence entre les ouvriers et tire les salaires vers le bas, et la destruction de forces productives déjà réalisées qui consiste à tout détruire comme pendant une guerre pour ensuite tout reconstruire et ainsi de suite.

La crise qui s'est traduite par le premier type de destruction n'a pas suffi selon l'aristocratie financière qui s'est relancée de plus belle dans une spéculation effrénée à l'échelle mondiale.

Quand la "reprise" rime avec précarité.

Le nombre d'intérimaires était de 553.600 fin janvier, en valeur corrigée des variations saisonnières, soit une hausse mensuelle de 2.200 emplois.

Sur un an, l'intérim a augmenté de 7,6% avec 39.100 intérimaires de plus qu'en janvier 2009.

L'industrie (+3,1%) et le tertiaire (+2,7%) ont poursuivi leur hausse en janvier alors que le secteur de la construction a connu un recul de 8,4%. (Reuters 11.03)

Hypocrisie des chefs d'Etat et de l'UE pour camoufler leur complicité avec l'aristocratie financière.

Paris, Berlin, Athènes et Luxembourg demandent à la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur "*le rôle et l'impact de la spéculation*" sur le risque lié au défaut de paiement de la dette souveraine des pays de l'Union, et de présenter des mesures pour réguler ce marché, montré du doigt dans la crise de la dette grecque.

Si l'enquête de la Commission "*venait à révéler des abus de marchés ou qu'elle mette en évidence que la spéculation a un impact considérable sur les taux d'intérêts, nous devons examiner rapidement des mesures et le cas échéant, adopter les textes législatifs ou réglementaires nécessaires pour y mettre fin*", estiment les auteurs de la lettre. (AP 11.03)

Si vous avez lu les articles consacrés à G. Soros qui se vante ouvertement de pouvoir faire et défaire des gouvernements ou agir sur la politique économique des Etats, vous aurez compris que les spéculateurs sont facilement identifiables et que la dernière sortie de Merkel et Sarkozy sur ce sujet ne sert qu'à camoufler leur soumission aux exigences des marchés financiers dont finalement ils sont les représentants politiques.

En Grèce, évidemment tous les partis institutionnels ignoraient les magouilles de l'Etat avec la banque Goldman Sachs, ben voyons !

L'UE, le relais de la propagande anticommuniste de l'impérialisme américain. La preuve.

Le parlement européen a adopté jeudi une résolution condamnant Cuba après la mort "*évitable et cruelle*" d'un prisonnier politique en grève de la faim, déclenchant une réponse cinglante de La Havane.

Orlando Zapata Tamayo est mort le 23 février après une grève de la faim de 83 jours. (AP 11.03)

Si vous avez lu l'article du Réseau Voltaire (Le suicide d'Orlando Zapata Tamayo. (01.03.10) , vous savez qu'il s'agissait d'un voyou condamné à plusieurs reprises par les autorités cubaines pour des faits relevant du droit commun et qu'en désespoir de cause il avait pris contact avec des défenseurs des "opposants" au régime en espérant profiter de la campagne engagée en leur faveur pour obtenir leur libération. Que le Parlement européen se fasse l'écho d'Hillary Clinton n'a rien d'étonnant.

Le 13 mars

Bon week-end à tous, le combat continue...

La manipulation des résultats des élections régionales a déjà commencé, notamment de l'abstention.

1- Tandis que dans le plus pur style de la propagande obscurantiste, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, dont c'est apparemment la seule fonction qu'il soit capable de remplir au côté de Sarkozy, a exhorté cyniquement les électeurs à aller voter afin d'éviter une "*abstention boomerang*", comme si voter pour les candidats de l'UMP pourrait les protéger des mauvais coups que leur a justement préparés leur bourreau UMP pour les deux ans à venir, comme si le parti de Sarkozy n'était pas responsable de la politique antisociale mise en oeuvre depuis 2007, il fallait oser prendre les électeurs pour des demeurés à ce degré là,

2- Pour Laurent Fabius du PS que l'abstention effraie tout autant, spécialiste également de longue date de l'enfumage des masses pour camoufler le caractère réactionnaire de son parti, il a affirmé "*Ce qui est sûr, c'est que plus le PS sera haut, plus les régions seront fortes et moins M. Sarkozy pourra casser à sa guise*", alors que le PS était à la tête de 22 régions sur 24 sans que cela n'empêche le moins du monde Sarkozy d'accomplir son oeuvre de démolition, pire encore, puisque le PS s'en est fait directement le complice pendant toutes ces années. Pour ce phillistin, aujourd'hui c'est déjà hier, et hier est déjà relégué au rang des mystères insondables, le prolétariat n'aurait pas de mémoire, bref ne nous attardons pas sur le bilan du PS à la tête des régions, c'est déjà du passé.

Niant ou escamotant la réalité, il a osé dire "*une victoire de l'opposition contraindra le gouvernement à infléchir sur certains points sa politique et à nous entendre*", vous entendre seulement, pas en changer évidemment, alors que le PS propose la même politique que l'UMP et qu'il n'a aucun moyen de s'opposer à la politique du gouvernement à l'Assemblée nationale puisqu'il y est en minorité, faudrait-il encore pour s'y opposer qu'il en est la volonté au lieu de réaliser un consensus avec l'UMP chaque fois qu'il en a la possibilité, ce serait évidemment trop lui demander de renoncer à soutenir le régime, d'ailleurs ce n'est pas notre propos.

Finalement, comme il l'a affirmé "*quand des millions et des millions de Français s'expriment, cela a un sens*", mais c'est certainement pas dans celui que peut lui donner un représentant du capital qui a déjà fait ses preuves. (source : AP 13.03)

Plusieurs scénari sont possibles lors de ces élections.

Soit le taux d'abstention et le vote en faveur des partis dits de gauche seront très élevés et le gouvernement se retrouvera ultra minoritaire dans le pays, d'une part le PS et ses alliés de "gauche" devront monter davantage au créneau pour aider Sarkozy à appliquer sa politique le reste de son mandat, d'autre part, le rejet massif des institutions et des partis institutionnels pourrait se traduire par une radicalisation politique des masses dans les mois à venir et leur mobilisation grandissante contre le gouvernement, obligeant certains partis à un grand écart qui alimentera leur crise.

Soit le taux d'abstention ne dépasse pas les 40% et le vote en faveur des partis dits de gauche sera plus élevé que prévu, ce qui aura pour conséquence d'alimenter les contradictions de ces partis et les obligera à se placer davantage au côté du prolétariat pour protéger le régime de tout débordement.

Les partis traîtres qui se réclament de la classe ouvrière peuvent soutenir le régime de deux manières. Selon les circonstances ils se placent soit au côté des capitalistes, soit au côté du prolétariat. Ils se placent ouvertement au côté des capitalistes en période de reflux du mouvement ouvrier ou lorsqu'ils sont au pouvoir cadennassant ainsi le mouvement ouvrier qu'ils contrôlent par ailleurs, on a pu le constater quand Mitterrand était au pouvoir par exemple. Ils se placent au côté de la classe ouvrière quand le régime est de plus en plus contesté ou en danger de façon à tenter de circonscrire la mobilisation du prolétariat dans des limites acceptables pour assurer la survie du régime ou lorsque le mouvement ouvrier repasse à l'offensive après une période de reflux des masses. Dans les deux cas de figure, en réalité ils se dressent contre le prolétariat pour assurer la défense du régime, c'est la raison pour laquelle un front unique avec ces partis ne peut que préparer les défaites futures du prolétariat.

Soit le taux d'abstention sera important mais le vote en faveur des partis dits de gauche sera tempéré par la résistance de la coalition formée autour de l'UMP, plus les voix du FN, et dans ce cas-là ces élections n'auront été qu'un épiphénomène, Sarkozy pourra poursuivre ses contre-réformes, ce qui ne veut pas dire qu'il ne rencontrera pas quelques difficultés sur son chemin, la crise poursuivant son lent travail d'éducation des masses au prise à des difficultés toujours croissantes.

Dans tous les cas de figure l'UMP sera minoritaire dans le pays, donc illégitime à se maintenir plus longtemps au pouvoir.

Ce serait reproduire une nouvelle fois une erreur commise sans cesse depuis plus de 50 ans que d'interpréter le vote en faveur des partis dits de gauche comme un signe de ralliement du prolétariat ou de la petite bourgeoisie à ces partis, alors qu'ils n'ont fait qu'exprimer leur rejet de la politique du gouvernement et n'ont aucune confiance dans ces partis pour mettre en oeuvre une autre politique que l'UMP.

Les masses auraient-elles des illusions dans ces partis qu'il faudrait les combattre, au lieu d'abonder dans leur sens au nom d'un front unique aux effets ravageurs, et de renforcer ainsi l'attraction que ces partis contre-révolutionnaires pourraient exercer sur les masses, partis dont l'objectif est de conserver le contrôle du mouvement ouvrier ou à défaut de lui interdire de trouver le chemin permettant d'envisager une issue politique à la crise du capitalisme.

Ce serait manipuler les travailleurs et les militants que d'expliquer que les travailleurs auraient donné un mandat à ces partis qui ont été au pouvoir à de nombreuses reprises et pendant de longues années au cours du XXe siècle, et qui ont toujours gouverné pour le compte des ennemis du prolétariat.

Les illusions du prolétariat reposent davantage sur son ignorance qu'il existe une alternative au capitalisme plutôt que sur son ignorance que ces partis au pouvoir n'amélioreront pas leur vie quotidienne. Il est parfaitement clair que la conscience politique du prolétariat n'a pas encore atteint le degré de maturité nécessaire qui l'amènerait à exiger de ces partis qu'ils rompent avec le capitalisme, en admettant qu'il effectue un jour cette démarche en direction de ces partis, sans que cela soit un objectif politique pour les militants engagés dans le combat pour abattre les institutions, donc ce serait également faux de prétendre qu'il leur en prêterait l'intention, faudrait-il avant d'en arriver là que le prolétariat se pose lui-même cette question, ce qui ne semble pas encore le cas aujourd'hui ou de manière isolée pour le moment.

On pourra s'appuyer sur la défaite de l'UMP et de Sarkozy particulièrement, puisqu'il s'est engagé personnellement dans cette campagne électorale, pour favoriser la mobilisation de la classe ouvrière, encore faudra-t-il lui dire la vérité, que sans une rupture avec le capitalisme et les institutions, il sera impossible d'entrevoir une amélioration durable et profonde de sa situation, que pour y parvenir il faut prendre dès maintenant les choses à la base et commencer par se regrouper, s'organiser dans cette perspective, et que c'est seulement en prenant conscience que le système capitaliste n'a plus d'avenir, et que pour cette raison il faut abattre les institutions politiques qui lui servent de couverture légale à toutes ses exactions, que la classe ouvrière pourra sérieusement envisager de satisfaire ses besoins et ses aspirations légitimes.

S'organiser et élever le niveau de conscience de la majorité de la population à la hauteur de la compréhension qu'elle n'a plus d'avenir sous le règne du capitalisme et qu'il existe une issue politique si elle prend le pouvoir et reconstruit la société en partant de ses besoins et non plus en fonction des profits d'une infime minorité d'exploiteurs qui mènent l'humanité au chaos et à la barbarie, telle est la tâche la plus urgente que l'on doit se fixer et qui permettra de construire le parti sur des bases politiques conformes aux intérêts fondamentaux du prolétariat.

On ne peut pas se contenter de dénonciations, d'expliquer ce qu'il ne faut pas ou plus faire, d'avancer dans une direction en s'interdisant d'en préciser l'objectif politique, car c'est le meilleur moyen de piétiner ou de ne jamais avancer. Pour briser l'illusion qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, nous devons impérativement expliquer aux travailleurs que notre objectif est la prise du pouvoir et le renversement du régime.

Il ne suffit pas de dresser la liste de tous les méfaits du capitalisme, tout le monde les connaît, tout le monde en connaît plus ou moins l'origine, mais beaucoup trop peu de travailleurs à l'heure actuelle parviennent à aller au-delà de ce constat, nombreux doivent être ceux qui se disent qu'il n'est pas possible de remplacer le capitalisme par le socialisme parce qu'il a échoué partout dans le monde ou qu'il a lui-même abouti au chaos et à la barbarie.

Il faut donc leur expliquer que jamais dans le passé le socialisme n'a été mené à son terme, qu'à partir du milieu des années 20 en Russie, nulle part il n'a existé dans le monde de régimes socialiste, pas plus en URSS qu'en Chine ou à Cuba, car le socialiste est synonyme des travailleurs au pouvoir, or les travailleurs ont toujours été exclus de tous les organismes de pouvoir des régimes qui se réclamaient du socialisme, on en veut pour preuve que les véritables socialistes ont été pourchassés par ces régimes, emprisonnés, torturés, assassinés. Ce n'est pas parce que des partis politiques se réclament du socialisme et ont usurpé son nom que le socialisme aurait échoué ou aurait été vaincu. C'est justement ce que veulent faire croire les ennemis du prolétariat et du socialisme. Cela aussi on peut le prouver facilement quand on voit à quel point les intérêts de l'impérialisme américain sont liés et communs à ceux du régime de Pékin qui se réclame du socialisme, alors que la majorité du peuple chinois croule toujours sous la misère et ne dispose d'aucune liberté d'expression, l'antithèse du socialisme qui pour sa part en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, développe le concept de démocratie à un degré jamais atteint par aucun régime dans le passé, en dehors de la période en Russie allant d'octobre 1917 à 1924 date correspondant à la mort de Lénine et à la prise du pouvoir par l'anti-communiste Staline.

A la lecture de ces lignes je vois déjà des militants manifester leur découragement, je les rassure, ces explications seront nécessaires pendant toute la période antérieure à la mobilisation générale du prolétariat, celle que nous vivons actuellement, car dans un premier temps il faudra vaincre la méfiance des éléments les plus déterminés du prolétariat qui cherchent une issue politique pour les recruter, on ne pourra pas faire l'économie de ces explications, mais une fois que la machine sera lancée, que la confiance sera établie, les choses seront beaucoup plus simples, une fois la dynamique enclenchée il sera plus facile de balayer les obstacles qui empêchaient des milliers de travailleurs de s'organiser. Faudrait-il encore qu'un parti incarne le socialisme, qu'il en est fait son drapeau, pour que les masses finissent par

se reconnaître dans ce parti et se saisissent du socialisme, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui malheureusement.

Manoeuvre politique d'une multinationale.

La hausse des tarifs du gaz en France initialement prévue pour le 1er avril pourrait finalement être "*un peu décalée*", écrit le quotidien *Les Echos* vendredi.

Il précise, en citant plusieurs sources, que "*compte tenu de la proximité des élections régionales*", GDF Suez pourrait "*attendre un peu*" avant d'engager le processus qui aboutira à une hausse des tarifs du gaz. (Reuters 12.03)

Etats-Unis. Tout ou rien.

1- Les régulateurs américains ont fermé la Park Avenue Bank de New York vendredi, soit la 28e faillite d'un établissement garanti par les autorités fédérales cette année.

Les responsables de la caisse de garantie bancaire s'attendent à une accélération des faillites cette année. Il y a maintenant 702 banques inscrites sur la liste des établissements en difficulté de la caisse, alors que le fond de garantie est tombé dans le rouge avec 20,9 milliards de déficit à fin 2009. Cette dernière faillite coûtera une cinquantaine de millions à la FDIC.

L'an dernier, 140 banques ont disparu au Etats-Unis. (AP 12.03)

2- La perspective d'une réforme de grande ampleur du système financier américain s'est éloignée après l'échec de discussions bipartisanes au Sénat sur un texte dont l'administration Obama a pourtant fait l'une de ses priorités.

Pour l'essentiel, le texte du sénateur Christopher Dodd veut en finir avec le renflouement d'établissements financiers réputés "*too big to fail*", soit d'un poids trop lourd pour les laisser faire banqueroute.

Il veut aussi réguler un marché des dérivés de gré à gré évalué à 450.000 milliards de dollars, swaps de défaut de crédit compris. (Reuters 12.03)

Traduction : alors que la crise actuelle n'est pas encore terminée, lorsque la bulle financière qui est en train de se former éclatera, ils laisseront s'effondrer le système au lieu de venir à son secours comme ils l'ont fait depuis 2008, sans avoir besoin de prédire qu'elles en seront les conséquences que l'on connaît déjà. Je ne veux pas me faire alarmiste par plaisir, loin de moi cette idée sordide, cependant on est en droit de se poser une question : Tiendront-ils se raisonnement jusqu'au bout avec une guerre mondiale à la clé ?

450.000 milliards de dollars, c'est 9 fois environ le PIB mondial, le seul fait d'accepter l'existence de ce genre d'opérations hautement spéculatives suffit à comprendre qu'ils n'ont pas du tout l'intention de réguler quoi que ce soit.

Grande-Bretagne.

Le personnel navigant de British Airways se mettra en grève pendant sept jours d'ici la fin du mois de mars après l'échec des discussions entre direction et syndicats visant à éviter un mouvement d'arrêt du travail.

Le syndicat Unite a déclaré vendredi que le personnel navigant de la compagnie aérienne britannique se mettrait en grève pendant trois jours lors de la semaine du 20 mars et pendant quatre jours lors la semaine 27 mars. (Reuters 12.03)

Le 14 mars

J'ai amélioré la présentation de la page d'accueil en refaisant les petits bandeaux de la colonne de gauche. Pas grand chose à ajouter aux dernières causeries et je suis fatigué. Un seule infos pour aujourd'hui.

Italie.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, samedi 13 mars à Rome, contre le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, à l'appel des partis de l'opposition. La Piazza del Popolo (Place du Peuple), lieu traditionnel de manifestation pour l'opposition, était occupée par 200 000 personnes selon les organisateurs. (Lemonde.fr 13.03)

Le 15 mars

Complément de la mi-journée. Vous trouverez en ligne les résultats complets par région des élections d'hier. En les consultant rapidement, j'ai constaté que la moyenne des votes nuls et blancs se montait à 2% à ajouter au 53% d'abstention environ et aux 10% de non inscrits, ce sont donc en réalité trois électeurs et demi seulement sur 10 qui ont été voter dimanche.

Dans ces conditions, de quelle légitimité peuvent prétendre les institutions de la Ve République ? Je pose la question aux dirigeants des partis POI, NPA et LO.

La "*majorité présidentielle*" sort littéralement laminée de ce scrutin, le plus mauvais score enregistré depuis l'avènement de la Ve République selon les journalistes hier soir sur le plateau de France 2, je n'ai pas vérifié cette info. J'ai attendu 0h30 pour aller me coucher, je voulais voir les premiers résultats sur TV5Monde Asie, en fait j'ai regardé les "débats" jusqu'à 1h40.

Sarkozy, qui s'était engagé personnellement dans cette campagne électorale jusqu'à donner une interview au Figaro deux jours avant le scrutin, sort plus minoritaire et illégitime que jamais de ces élections. Je n'ose pas dire qu'il serait isolé, car il demeure malgré tout bien entouré avec le PS qui n'a pas l'intention de l'abandonner au moment où le capitalisme connaît la crise générale la plus profonde de son existence, sans oublier les Thibault, Chérèque et consorts qui ont dû l'appeler pour le rassurer comme cela se fait entre "partenaires".

Ne faudrait-il pas en appeler à sa démission, à la démission du gouvernement, à la dissolution des institutions de la Ve République qui manifestement sont rejetées par l'immense majorité de la population et ne représentent que les intérêts des capitalistes honnis par le prolétariat et une grande partie de la petite-bourgeoisie ?

De quel droit devrait-il continuer d'appliquer sa politique réactionnaire pour le compte des banquiers et des multinationales et accroître encore les souffrances et le désespoir du prolétariat et sa jeunesse ?

Les dirigeants du POI ont semble-t-il enfin compris qu'il ne servait à rien de s'adresser aux dirigeants des autres partis qui ont mieux à faire que de défendre les intérêts de la classe ouvrière, cette tactique ne pouvait mener nulle part. On aura quand même perdu un demi-siècle, je le dis en passant. L'heure est donc à l'organisation et à la prise de conscience par le prolétariat que son sort ne peut dépendre de la survie d'un système capitaliste à l'agonie et de ses institutions politiques qui risquent de l'entraîner vers la pire des barbaries, s'il n'y met pas un terme rapidement par ses propres moyens, par sa mobilisation révolutionnaire.

Nous ne pourrions pas faire pire que ceux qui nous gouvernent, c'est ce qu'il faut inculquer aux travailleurs, c'est ce qu'il faut qu'ils arrivent à se dire eux-mêmes. Si on laissait les représentants des banquiers au pouvoir, c'est notre avenir et celui des générations futures qui serait gravement compromis. Nous avons la capacité de vaincre le capitalisme, nous en avons la force, nous sommes le nombre, l'ensemble de nos droits sont parfaitement légitimes et nous n'autorisons personne à décréter qu'ils seraient inférieurs à ceux d'une poignée d'exploiteurs, nous représentons l'avenir de l'humanité, tandis que tous les partis qui ont gouverné au cours du XXe siècle pour le compte du capitalisme incarnent le passé avec lequel il faut impérativement rompre pour aller de l'avant et avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

J'appelle tous les militants à s'unir pour mener ce combat ensemble au-delà de nos divergences, à avancer dans la même direction, vers le même objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat. La bête agonise mais elle résiste encore, soyons à la hauteur de nos responsabilités et combattons ensemble notre ennemi commun. Ne cédon pas au découragement, à la division, comment ne pas voir malgré toutes les difficultés qui nous attendent encore que l'avenir nous appartient, que l'avenir de l'humanité se confond avec le combat pour le socialisme de Marx et Engels. Il n'y a pas pire attitude que l'attentisme, ne loupons pas la formidable occasion qui se présente à nous aujourd'hui d'avancer enfin vers notre objectif.

Tous ensemble, d'accord, pas pour renouveler des expériences qui ont échoué dans le passé ou qui n'ont pas été menées à leur terme, je pense à 36, 47 ou 68, ou encore à la Commune de Paris de 1871, finissons le travail laissé inachevé par les générations précédentes, armons-nous pour vaincre tous les obstacles qui se dressent sur notre route, privilégions l'essentiel au secondaire, construisons le parti dont nous aurons absolument besoin pour vaincre.

La classe ouvrière ne pourra prendre le pouvoir que si elle est parvenue à un haut degré de conscience politique et si elle a commencé à s'organiser durablement indépendamment des appareils traîtres du mouvement ouvrier. Favoriser ces deux facteurs tel doit être notre stratégie, quand à notre tactique, elle doit consister à orienter tous nos combats contre le gouvernement et les institutions pour aider les masses à rompre avec le capitalisme et ses représentants.

Il y a plus d'un siècle, Lénine avait saisi que le prolétariat ne pourrait compter que sur ses propres forces pour vaincre, avec Trotsky il avait compris que de sa capacité à s'organiser dépendrait le cours de la lutte de classe, puis de la révolution, et enfin le sort de l'Etat ouvrier qui reposerait entièrement sur son degré d'organisation, les soviets, qui perfectionnèrent et achevèrent l'oeuvre entamée par les communards. C'est pour atteindre ces objectifs que Lénine avait construit le parti bolchevik. C'est dans cette perspective que nous devons construire le parti et armer théoriquement et politiquement le prolétariat, notamment en popularisant le socialisme.

Le point de ce matin.

Pas le temps de causer ou d'actualiser le site, j'ai consacré toute ma matinée à écrire l'article sur les élections. A plus tard dans la journée ou demain, mon épouse Magueswary retourne en France demain pour 6 mois, je dois donc l'aider à préparer son départ.

N'hésitez pas à réagir à cet article et bonne semaine à tous.

Le 16 mars

Devinette : quel est le parti majoritaire en France ? Le partie de la "*majorité présidentielle*", l'UMP ? Non. Le PS qui a rafflé près de 30% des suffrages exprimés dimanche ? Non. Pour Hervé Novelli (UMP) la réponse est ailleurs : « *Je compte sur le parti majoritaire en France, le parti abstentionniste* ». Le parti majoritaire en France s'appelle le prolétariat !

Le grand marchandage pour la répartition des prébendes liées à la fonction de conseiller régional avait déjà commencé avant même les premiers résultats du premier tour des élections régionales dimanche soir, entre le PS, Europe Ecologie, le FG et accessoirement le NPA.

Ces gens-là auraient-ils des principes, une morale de classe ? Oui, les mêmes que les banquiers !

En Languedoc-Roussillon, Martine Aubry appelle à «*faire barrage à la droite et à l'extrême droite*» au second tour des régionales, sans soutenir explicitement Georges Frêche, honni par le PS mais seul en lice à gauche après la déroute de la socialiste Hélène Mandroux. «*Je leur demande en conscience de faire battre la droite et l'extrême droite, qui est si forte aujourd'hui en Languedoc-Roussillon. Ils choisiront en conscience*», a déclaré la patronne du PS sur France Inter à l'adresse des électeurs de cette région, qui ont massivement voté au premier tour pour le président sortant DVG.

La secrétaire nationale du PCF Marie-George Buffet estime qu'il faut que "*chaque partenaire ait sa juste place*": "*Je crois que le Parti socialiste doit entendre que si on veut gagner dans toutes les régions, il faut qu'il y ait le rassemblement de toute la gauche. Il faut que chaque partenaire ait sa juste place, c'est comme ça qu'on construira de bonnes gestions des régions*" dans les listes de rassemblement entre le Front de gauche et le PS au second tour. "*Nous allons bien sûr demander à être représentés dans les listes de gauche du second tour au niveau de notre score dans chaque région*", annonce Buffet. Interrogée sur l'ambiance des négociations avec le PS, elle dit ressentir "un bon état d'esprit". (libération.fr 15.03)

Vous voulez "*battre la droite*" alors ne votez pas dimanche prochain, organisez-vous avec les militants qui entendent combattre la politique réactionnaire du gouvernement. Il n'y a rien à attendre de partis ou de dirigeants qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes. Il n'y a rien à attendre de partis associés au PS qui a soutenu le "plan de relance" de Sarkozy en faveur des banquiers et le Traité de Lisbonne, qui participe au gouvernement. Rappelons que Mélenchon et Buffet ont été des ministres de Chirac. Chacun dans son camp, chacun dans sa classe respective, combat classe contre classe, aucun compromis avec l'ennemi de classe et ses valets de "gauche" !

Sondage à géométrie variable et contre-vérités ou le relai de la propagande de l'UMP.

Une majorité d'électeurs (63%, contre 29% pour des enjeux nationaux) a voté en fonction d'enjeux régionaux et sans vouloir juger l'action de Sarkozy, selon un sondage ce lundi du CSA/Le Parisien/Europe.

Au total, 51% estiment que leur vote "*n'a aucun rapport avec un jugement sur l'action du président de la République et du gouvernement*". 32% ont voulu exprimer leur insatisfaction vis-à-vis de l'action de Nicolas Sarkozy (et 10% leur soutien). Les abstentionnistes ne sont pas allés voter considérant que "*cela ne changera pas leur vie quotidienne*" (29%) et pour "*exprimer leur mécontentement*" (29%) ou par désintérêt pour la politique (28%, contre 18% pour les abstentionnistes des Européennes de 2009). Par ailleurs, 66% des personnes interrogées se sont peu ou pas du tout intéressées à la campagne. (libération.fr 15.03)

Comment faire pour épargner Sarkozy, faire en sorte que la cinglante défaite de l'UMP dimanche ne retombe pas sur le locataire du Palais ? Voilà l'exercice auquel se livre maladroitement cet institut de sondages, car il ne peut pas totalement camoufler la défaite de Sarkozy.

10% seulement des votants soutiendraient son action, c'est environ ce que représentait dimanche soir sur le plan nationale l'UMP sans ses alliés. Avec un taux d'abstention de 52 ou 53%, si 66% des votants précisent qu'ils ne sont pas du tout intéressés à la campagne électorale, cela signifie que parmi les 47 ou 48% de votants, les deux tiers ont voté par dépit, pour remplir leur "*devoir*" électoral ou par réflex, sans se faire d'illusions sur les partis, listes ou candidats pour lesquels ils avaient voté. On peut en déduire que ceux qui ont voté par conviction ne représentent que 15% environ des votants, à peu près le pourcentage qui soutient encore le capitalisme, et si on tient compte des abstentions, il faut diviser ce chiffre par un peu plus 2, il ne reste plus alors dans le pays que 7% de votants pour soutenir le régime, l'équivalent des nantis qui profitent du système économique et dictent son sort à l'immense majorité de la population qui ne détient en réalité aucun pouvoir.

Partage et répartition des pouvoirs.

Un journaliste de Rue89 : "L'expression « cohabitation », qui suppose l'idée d'un partage du pouvoir, me semble, soit dit en passant, assez déplacée. Ni les régions, ni les départements, ni les municipalités n'ont les moyens de jouer un rôle de contre-pouvoir face à l'exécutif et au législatif national."

1- Si les institutions subalternes de la Ve République ne constituent pas un contre-pouvoir face à l'Élysée, Matignon et l'Assemblée nationale, elles en sont des rouages, des supplétifs qui ont pour fonction de mettre en oeuvre sur l'ensemble du territoire la politique dictée ou les lois votées par le président de la République, le gouvernement, les parlementaires. L'ensemble de ces institutions sont des rouages de l'Etat capitaliste et elles sont garantes du respect de la Constitution de la Ve République, c'est la Constitution qui fixe le cadre dans lequel elles peuvent agir.

2- Dans ces conditions, les différentes institutions ne se partagent pas à proprement parler le pouvoir, elles se le répartissent en se soumettant aux règles imposées par le régime semi-bonapartiste, le pouvoir dont disposent les institutions subalternes de la Ve République relève à la fois de la Constitution et des institutions à caractère nationale. J'ai écrit il y a quelques jours que le budget des différentes institutions subalternes dépendaient des institutions nationales, c'était en partie inexact, car si les régions bénéficient bien d'une dotation de l'Etat, c'est une des prérogatives de ces institutions de légiférer au niveau de leur territoire ou de leurs compétences, et concernant ces dernières, c'est l'Etat qui en fixe les limites.

On pourrait conclure en disant que les communes, les départements et les régions n'ont que le pouvoir que veulent bien leur accorder les institutions qui disposent d'un pouvoir sur l'ensemble du territoire, qu'elles sont dans un rapport de dépendance ou de soumission par rapport à ces institutions. Par ailleurs, l'Etat dispose de relais au niveau local sur lesquels les élus locaux n'ont aucun pouvoir, par exemple dans le cas de la fermeture d'une classe ou d'une école, c'est le rectorat qui prend cette décision, rectorat qui dépend directement du ministère de l'Education nationale et non du maire, du député ou du conseil général.

Garder le cap.

Officiellement, le vote des Français ne changera rien à l'action de Sarkozy. "Elections régionales, conséquences régionales", martelait, dimanche soir, Franck Louvrier, conseiller en communication de l'Élysée, en renvoyant aux propos tenus par le président de la République... avant le scrutin. "Il faut lire son entretien au Figaro Magazine", paru vendredi 12 mars. "Tout est dedans", assure M. Louvrier. Aucun changement de cap ni remaniement gouvernemental ne sont à l'ordre du jour.

Des Etats-Unis, la ministre des finances, Christine Lagarde, assure dimanche soir au Monde que la politique économique de la France ne changera pas. "Je ne vais pas me laisser ébranler par le taux d'abstention ou tel ou tel qui crie victoire. Cela me laisse indifférente, et je vais poursuivre ma politique fondée sur les trois R : relance, réforme, redressement des finances publiques. Avec pour objectifs l'emploi et la croissance", déclare Mme Lagarde. (Le Monde 15.03)

Lagarde envoie un message très clair aux 23 millions d'électeurs qui se sont abstenus dimanche : Allez vous faire foutre dit ouvertement, vous n'existez pas ! L'indifférence est pire que le mépris, car dans le mépris on reconnaît au moins votre existence. Ils sont bien les héritiers des Versaillais.

Après ils s'étonneront qu'au cours de la révolution plus rien ne puisse contenir la haine féroce et la vengeance du peuple envers ceux qui l'ont exploité, méprisé, humilié, trainé dans la boue et fait subir des souffrances sans nombre durant tant d'années. On s'en souviendra madame Lagarde, le peuple est peut être encore un brin arriéré politiquement, mais il a une meilleure mémoire que celle qu'on lui prête et il peut apprendre très vite quand les circonstances lui sont favorables.

Total va encore licencier.

Dans le cadre de sa politique de rationalisation, le groupe pétrolier va diminuer de près de 10 % son parc (4 800 stations-service) au cours des deux prochaines années. Il s'agit de toutes les stations pour lesquelles les travaux de mise en conformité se révèlent trop coûteux. 500 points de vente sont concernés.

Le périmètre de Total se répartit de la manière suivante : 2 500 stations sous l'enseigne Total (dont 125 sur autoroute), 2 000 sous la marque Elan (qui couvre surtout les zones rurales) et enfin 280 stations Elf Jaune, implantées sur le segment «low-cost». (lefigaro.fr 15.03)

Russie.

Trente-deux des 110 millions de Russes inscrits sur les listes électorales étaient appelés à renouveler huit parlements régionaux sur 83, à élire cinq maires et des dizaines de conseils municipaux. La participation a été de 43%.

Avec 39,79% des suffrages, Russie unie perd environ 25 points dans la région de Sverdlovsk, dans l'Oural, par rapport à 2007. Le score du

parti au pouvoir est en hausse dans une seule région, celle de Voronej, où il gagne 14 points avec 62% des voix. Autre déception pour Russie unie, son candidat n'a pas été élu à la mairie d'Irkoutsk, en Sibérie, où il a été devancé par son rival du Parti communiste.

"*La popularité de Russie unie est clairement en baisse en raison de la crise*" qui a donné un coup d'arrêt à dix ans de croissance économique rapide, explique Nikolaï Petrov, analyste du Centre Carnegie à Moscou. (Reuters 15.03)

Chili.

Dimanche soir, sur une bande de 2.000 km allant de Taltal au nord à Chileo dans le sud, une panne d'électricité a plongé dans le noir des millions de Chiliens, selon le directeur du service des secours au ministère de l'Intérieur. (AP 15.03)

Après le séisme et le tsunami, le chaos de l'Etat !

Le 17 mars

Politique en bref.

Le PG, un parti de gauche ?

Titre : *Total - Déclaration du Parti de Gauche* - Mardi, 09 Mars 2010

(Le PG) "*Ils restent aux côtés des salariés pour poursuivre la lutte pour le maintien de l'emploi adossé à un projet industriel digne de ce nom.*"

Donc le PG ne s'est pas prononcé pour le redémarrage de la raffinerie de Dunkerque, il a repris le même discours que les dirigeants syndicaux briseurs de grève, de la direction de Total et du gouvernement.

Un vrai parti à la gauche de la droite, mais certainement pas à gauche !

On les appelle modestes. Qui se ressemblent s'assemblent.

Titre : *Les électeurs viennent de parler. La scène politique est bouleversée.* - Dimanche, 14 Mars 2010

Lors de la création du Parti de gauche, le mégalomane Mélenchon expliquait que son objectif était de devancer le PS aux élections européennes, on connaît la suite.

Cette fois-ci, il semblerait que Modeste s'était donné un objectif beaucoup plus à sa portée, pour ne pas dire ridicule au regard des multiples sondages qui prévoyaient l'effondrement du Modem : "*Notre objectif de passer devant le Modem est atteint*", s'exclament-ils, à croire que le PG était en compétition avec ce parti et qu'ils figuraient dans le même camp ! Après tout, ce n'est peut-être pas totalement absurde comme hypothèse, le PS et le Modem étant tous deux de farouches partisans de l'Union européenne. En réalité, Mélenchon le cumulard craignait que le Modem devance le Front de gauche et de ce fait, de ne pas pouvoir marchander quelques places sonnantes et trébuchantes sur les listes du PS. Ouf ! Quel soulagement monsieur le sénateur, monsieur le député, monsieur le conseiller général, j'en ai oublié ?

Plus opportuniste tu meurs.

Lors de sa création, le PG se voulait plus ou moins un parti de lutte de classe. Son site Internet se déclinait en blanc, rouge et noir. Puis vint les élections européennes et la percée d'Europe Ecologie, le Grenelle de l'environnement, le sommet de Copenhague, etc.

A ne pas confondre avec les paroles de Méphistophélès dans le Faust de Goethe : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie* », le PG n'étant qu'un produit de la décomposition du PS et du capitalisme dont l'avenir s'annonce plutôt sombre.

Du coup le PG a changé son fusil d'épaule et adopté le tryptique "*écologie, socialisme, république*" pour être dans l'air du temps. Son site Internet a subi une métamorphose à l'envers, du rouge il a viré au vert, à croire que le ver était déjà dans le fruit pas bien mûr pour affronter le régime au côté du prolétariat et qu'il était destiné à pourrir sur place avant même de pouvoir mûrir un jour.

L'écologie est un concept aussi réactionnaire que le féminisme, la libre-pensée, la démocratie ou la liberté de la presse qui nie la lutte des classes ou qui ne se réalisera pleinement qu'une fois le capitalisme abattu, en attendant tous ces concepts profitent davantage à la classe qui détient le pouvoir... pour s'y maintenir.

On conseillera demain au PG de rajouter une petite touche de rose pour être un peu plus en phase avec les idées qu'il défend, juste une question d'honnêteté élémentaire.

Le PG a en commun avec les partis dits de gauche (à l'exception du POI) ou la direction de la CGT, d'agiter en permanence la menace du FN pour rameuter les électeurs ou par cette manipulation grotesque, faire en sorte que les travailleurs affolés les soutiennent face à un danger imminent qui en réalité n'existe pas, le nombre de voix du FN demeurant stable ou régressant au fil des ans. Pour rappel, j'avais lu quelque part qu'il n'y avait pas plus de 7.000 adhérents au FN, pas de quoi renverser votre chère République.

La véritable menace qui pèse sur la démocratie ou la planète, ce n'est pas le FN ou le comportement quotidien de la population, mais bien la survie du capitalisme avec laquelle le PG et ses alliés électoraux s'accommodent.

On sait comment se terminent les discours outranciers. A force de les entendre, les travailleurs n'y font plus attention constatant que rien de particuliers ne se passe, et le jour où le danger est bien réel plus personne n'y croit, l'incroyable se produit et les philistins petits-bourgeois de claironner en coeur : on vous l'avait bien dit que cela finirait par arriver, ce qu'ils oublient de préciser, c'est qu'en réalité ils n'auront absolument rien fait pour l'éviter. Ne serait-ce pas par hasard le front populaire qui avait ouvert la voie au régime de Vichy en refusant de s'engager dans la voie du socialisme ?

Superlatif, hyperbole, exagération, propos outranciers à usage populiste : à quoi ça sert ? Mode d'emploi.

- "*La scène politique est bouleversée*", bordel, qu'est-ce qui a changé entre le 20 au soir et le 21 au matin en France ? Rien, absolument rien, depuis des semaines ou des mois on savait que l'UMP allait perdre ces élections, c'était pour ainsi dire déjà inscrit dans la réalité, disons que cela est confirmé depuis le dimanche 14 mars à 20h, rien de plus.

- "*la droite est écrasée*", mais monseigneur, c'est sans compter sur ses valets qui ne demandent qu'à faire la sale besogne à sa place ! Où s'arrête vraiment la droite, à la porte de la soi-disant gauche ou elle l'englobe ?

- "*le pouvoir semble vaciller*", mais non mais non, il agonise depuis 1958 ! Le jour où l'UMP se déchirera ou éclatera, là on pourra vraiment dire qu'il y a une crise politique en France. En fait, elle sera le produit de la conjonction de plusieurs facteurs économiques et sociaux qui aboutiront à une situation où la classe dominante ne pourra plus gouverner comme avant, or jusqu'à présent on ne peut pas dire qu'elle s'en soit tiré trop mal. La Ve République, entre Ancien Régime et République, a été conçue pour encaisser bien des coups et se survivre à elle-même. Il en faudra plus qu'une élection régionale pour la faille "*vaciller*" ou l'abattre, elle a bien résisté à mai-juin 68, à l'élection de Giscard ou de Mitterrand, à plusieurs cohabitations, etc.

Que Sarkozy soit aujourd'hui face à un dilemme comme l'explique le PG, ce n'est pas une nouveauté.

Sarkozy doit se demander s'il doit passer en force sur les retraites et d'autres aspects de son programme qu'il sait très impopulaire et qu'il veut malgré tout mettre en oeuvre avant la fin de son mandat, comme le précise le PG "*au péril d'un soulèvement général*" ou "*composer au risque d'encourager l'adversaire*", il pouvait se poser cette question dès les 19 janvier et 29 mars 2009 lorsque des millions de travailleurs et jeunes étaient descendus dans la rue, à ceci près que depuis la crise du capitalisme s'est amplifiée et un million de travailleurs sont venus grossir les rangs des chômeurs, c'est cet aspect des rapports entre les classes qui présente un réel danger pour le régime et non le résultat des élections régionales qui n'ont fait que confirmer le rejet massif de la politique antisociale du gouvernement.

Le PG se satisferait bien, tout comme ses alliés électoraux, d'une pause dans les contre-réformes annoncées par Sarkozy, la vie pourrait continuer ainsi tranquillement sans que soit ébranlé l'édifice de la Ve République, les meubles seraient sauvés et tout ce bon monde pourrait pousser un grand ouf de soulagement et continuer de vivre comme avant.

Mais là encore, ce ne serait qu'une illusion, car le capital ne peut pas indéfiniment accepter ou plutôt supporter que ces contre-réformes soient reportées indéfiniment, il est en crise, il est aux abois, pour maintenir sa place sur le marché mondial il lui est impératif de s'attaquer à tous les acquis sociaux qu'il nous reste, il doit passer impérativement à l'offensive contre le prolétariat, telle était la signification politique de l'élection de Sarkozy à la direction de l'UMP et le mandat que lui ont confié ses commanditaires, les Bolloré, Pineau et autres brigands capitalistes.

Que Sarkozy et son équipe de nazillons "*ne savent plus comment s'y prendre*", on voudrait bien y croire, ils ne sont pas totalement isolés, le consensus UMP-PS fonctionne mieux que jamais à l'Assemblée nationale, jamais auparavant autant de dirigeants du PS ne se seront tant investis au côté du parti de l'ordre dans une multitude de comités initiés par Sarkozy lui-même, il bénéficie toujours du soutien des dirigeants syndicaux qui ont approuvé son "*agenda 2010*", aucun parti ne remet en cause l'appartenance de la France à l'Union européenne en dehors du POI et peut-être de LO, il a toujours la main mise sur l'UMP, bref, même en difficulté, il a encore les moyens d'appliquer son programme.

Maintenant ce qui est certain, c'est que quoi qu'il décide ne fera qu'exacerber les contradictions du régime et renforcer la détermination des travailleurs à le combattre, cela n'est pas nouveau non plus. Que le développement et la conjonction de ces deux facteurs conduisent à une explosion sociale et à une crise politique, c'est possible, faut-il encore se pencher sur la nature de cette explosion sociale, son contenu, le

niveau de conscience politique atteint par les masses. Ces deux facteurs réunis seront peut-être suffisants pour entraîner la chute de Sarkozy, mais insuffisants à eux seuls pour abattre le régime, les institutions, notre objectif. Pour y parvenir il faudra que les masses soient organisées indépendamment des appareils et des institutions et qu'elles commencent à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat dans la bonne direction, jusqu'au bout, pour vaincre, ce qui implique un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas atteint pour le moment. Si cette capacité à s'organiser faisait défaut et que le parti ne puisse pas se construire au cours de ce processus pour l'éclairer, le prolétariat serait finalement vaincu.

On aurait pu ajouter que la crise du capitalisme est une crise mondiale et que la lutte de classe du prolétariat à l'échelle mondiale alimentera le combat de la classe ouvrière dans chaque pays, mais cela nous forcerait à poser la question de l'Internationale et nous entraînerait trop loin ici, alors que nous n'avons même pas encore réussi à régler celle du parti.

C'est l'organisation indépendante du prolétariat qui constitue le plus grand danger pour Sarkozy et le régime, car elle forcerait les partis dit de gauche et les dirigeants syndicaux à prendre (temporairement) leur distance avec le pouvoir en place et à se placer au côté des masses pour tenter de freiner ce processus, le récupérer, le contrôler, pour finalement le pourrir ou l'entraîner dans une impasse criminelle de type front populaire pour sauver le régime, car jamais ces partis ne rompront avec le capitalisme et les institutions auxquelles ils doivent leur survie. La survie de ces partis dépend de la survie du régime, ils en sont une des composantes, quand on a compris cela, on a compris l'essentiel ce qu'il fallait savoir sur ces partis.

Il faut bien comprendre que le PS, le MRC, le PRG, le PCF, le PG et Europe Ecologie qui se prétendent à gauche, se nourrissent et survivent que grâce à l'ignorance des masses sur leur véritable nature sociale et la complicité du parti de l'ordre qui sait parfaitement quel jeu ils jouent et dans quel camp ils se situent. Il n'est évidemment pas question pour nous de tenter d'attirer ces partis réactionnaires dans notre camp, mais de faire en sorte que les travailleurs s'en détachent ou n'entretiennent aucune illusion dans ces partis, partis qui lors de la révolution se placeront naturellement dans le camp de la réaction à l'instar des partis menchevik, socialiste-révolutionnaire ou anarchiste lors de la révolution russe de 1917.

La complicité entre d'une part, le PS, le MRC, le PRG, le PCF, le PG et Europe Ecologie, et d'autre part l'UMP, se traduit par leur participation aux institutions de la Ve République, à tous les niveaux depuis des lustres. Ce sont ces institutions qui les entretiennent généreusement. On a l'habitude de dire à propos de ces partis, que ce sont des partis électoralistes, des partis institutionnels, des partis en grande partie composés d'élus, mais sans en tirer toutes les conséquences. C'est là faire preuve d'un manque de rigueur politique, c'est une erreur qui fausse forcément notre analyse de la situation et les rapports entre les classes et particulièrement à l'intérieur de la classe ouvrière et qui aboutit à lancer des appels en direction de leurs dirigeants.

Si une fois la victoire de la révolution acquise, tous ces partis seront voués à disparaître, il n'est évidemment pas question d'ignorer leur existence ou de les confondre avec l'UMP ou le Nouveau Centre comme je l'ai précisé plus haut, seuls des gauchistes agiraient ainsi.

Dernier point.

LO n'a donné aucune consigne de vote aux électeurs qui ont voté pour ses listes pour le second tour des régionales.

Les listes LO ont recueilli environ 210.000 voix soit à peine plus de 1%.

Quelques infos en bref.

La coquille du jour sur Internet.

"*qu'il y a en ait un peu plus*" (lefigaro.fr 16.03) Mais ce n'est pas français, il va falloir alerter le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale pour qu'il rappelle à l'ordre la direction du Figaro, son journal et celui de La Talonnette !

Crispation à l'UMP après la "*catastrophe*" du 14 mars.

1- Après le revers de la majorité au premier tour des élections régionales, François Fillon accuse les élus de l'UMP qui ont multiplié ces dernières 24 heures les critiques sur la stratégie du parti et du gouvernement, de perdre leur sang froid.

"*Entre les deux tours, nous sommes engagés ensemble dans un combat et tous ceux qui veulent, par des critiques qui sont des critiques inutiles, affaiblir la majorité, commettent une faute contre cette majorité. Et moi, je ne m'y prêterai pas*", a ajouté le chef du gouvernement.

2- Alain Juppé, notamment, juge ainsi sur son blog qu'"*une réflexion s'impose désormais sur le rythme des réformes (...), la façon dont elles peuvent être mieux comprises et acceptées par une opinion que la crise déboussole*". (Reuters 16.03)

3- Le député UMP de Paris, Bernard Debré, dénonce mardi l'ouverture qui mène à la "*catastrophe*" et fait perdre "*des voix de droite*", appelant la majorité à faire son autocritique avant le second tour des régionales.

"Si on a dans l'entre-deux-tours une langue de bois totale et qu'on ne fait pas d'autocritique, ce sera pire", juge le député, interrogé par le site internet de Public Sénat. Il pointe du doigt "des questions de fond mal abordées et des questions de forme désastreuses". (AP 16.03)

La vérité sort parfois de la bouche...

Le ministre de l'Ecologie et président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, a rappelé que l'écologie «a totalement dépassé les clivages politiques». «Les radicaux rappellent que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche et que des millions de Français soutiennent le Grenelle de l'Environnement», (libération.fr 16.03)

Sauf les taxes ou les impôts supplémentaires, ce qui signifie qu'ils ne confèrent aucune légitimité à l'UMP et aux participants de ce "Grenelle" pour traiter et résoudre les problèmes environnementaux. Rappelons que le terme "Grenelle" est associé à une défaite de la classe ouvrière qui n'a pas trouvé les moyens d'aller au terme de son combat...

Statistiques faussées.

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6% au mois de février, après une légère baisse de 0,2% en janvier, et de 0,4% en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Dans son communiqué, l'INSEE précise que sur un an, les prix ont augmenté de 1,3%.

Les "augmentations sont légèrement atténuées par la baisse des prix des transports aériens et des automobiles neuves", selon la même source. (AP 16.03)

Il est vrai que les 10 millions de travailleurs pauvres ont de quoi de se payer une voiture neuve ou des voyages en avion !

Vers une nouvelle intifada ?

Une quarantaine de Palestiniens ont été blessés à Jérusalem-Est mardi, décrété "jour de colère" par le Hamas à la suite de la réouverture la veille dans la vieille ville occupée depuis 1967 d'une synagogue détruite durant le conflit de 1948.

"C'est une situation explosive. La politique de Netanyahu revient à jeter de l'huile sur le feu", estime le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Le département d'Etat américain a exprimé sa préoccupation devant ce qu'il considère comme une réaction disproportionnée des Palestiniens à la réouverture d'un lieu de culte datant XVIIIe siècle dans le quartier juif de la vieille ville.

Israël a pris le contrôle de la partie orientale de Jérusalem durant le conflit de 1967 et l'a annexée en décrétant que la ville réunifiée serait à jamais sa capitale indivisible. Les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est comme capitale de leur futur Etat indépendant.

A l'annonce de la construction de nouveaux logements dans le Grand Jérusalem, le président palestinien Mahmoud Abbas est revenu la semaine dernière sur son acceptation de pourparlers indirects avec Israël sous l'égide de Mitchell.

Les pourparlers indirects qu'espérait lancer cette semaine George Mitchell lors d'une nouvelle tournée dans la région ont pris du plomb dans l'aile et l'ancien sénateur démocrate pourrait se rendre directement à Moscou vendredi pour une réunion du "quartet" des médiateurs pour le Proche-Orient. (Reuters 16.03)

Irak.

J'ai relevé ce commentaire de Reuters après les élections législatives irakiennes dont les résultats définitifs n'ont toujours pas été publiés : "Les observateurs s'attendent à de longs mois de tractations laborieuses entre tous les partis pour arriver à une coalition disposant d'une majorité de travail au parlement...", comme pour dire que ces élections n'ont rien réglé. (Reuters 16.03)

Le 18 mars

Pas le temps de causer.

Eclectisme et collaboration de classes.

1- Martine Aubry hier à la Cité des congrès de Nantes lors d'un meeting : *"Je n'ai jamais trop aimé la gauche plurielle comme nom, moi je préfère parler de gauche rassemblée, cette gauche ouverte aux idées des autres, dont aucun d'entre nous n'est propriétaire".*

Si je comprends bien, Aubry dit ouvertement qu'aux idées de ce qu'elle appelle la gauche, il faut ajouter les *"idées des autres"* qui viennent forcément de quelque part, et si elles ne viennent pas de la gauche, elles viennent forcément de la droite, il n'y a que deux côtés à une barricade. Un aveu en quelque sorte.

Le PS est le principal pont tendu entre le capital et le travail auquel se raccrochent tous ceux qui appellent à *"battre la droite"* au second tour des régionales ou qui ont marchandé des places sur les listes dirigés par le PS. Ce parti est plus qu'un intermédiaire entre le capital et le travail, il constitue un des facteurs politiques sur lequel le capital peut compter pour assurer sa survie en cas de crise politique ouverte.

2- Un compromis a été trouvé lundi entre les deux camps sur l'épineux dossier du soutien au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), soutenu par les socialistes mais combattu par les écologistes.

Aux termes de l'accord, les écologistes ont été assurés d'obtenir *"au moins quinze élus"* dans la nouvelle majorité, ainsi que quatre des quinze postes de vice-présidents. (Reuters 17.03)

Moralité : 15 élus et 4 postes de vice-présidents valent bien de renier ses idées ! Méprisables !

Règlement de compte au sommet.

1- UMP. Selon *Le Canard Enchaîné* de mercredi, en privé Fillon se serait emporté dès les résultats connus dimanche soir : *« Nicolas est entouré par des autistes ou des béni-oui-oui qui le confortent dans son refus de voir la réalité. On paie plein pot les conneries de Besson. Ce n'est pas faute pourtant d'avoir tiré la sonnette d'alarme. »*

- Le député de l'Essonne Georges Tron refuse de mettre la contre-performance de la droite dimanche uniquement sur le dos de l'abstention, blâmant la stratégie d'union des diverses formations dès le premier tour : *« Nous sommes à court de réserve de voix. »*

Il estime aussi que c'est l'action de l'exécutif durant la *« sortie de crise »* qui l'a plombé : *« Les Français ont le sentiment d'une forme d'inéquité dans la répartition des efforts et dans la répartition des difficultés et des souffrances. »*

- Pour Lionel Luca *« On ne peut pas se contenter de dire que ce n'est pas un échec gouvernemental »*, assène l'élu des Alpes-Maritime, *« Le RSA, c'était le programme de Mme Royal, ce n'était pas celui de Nicolas Sarkozy. »*

- Pour la parlementaire corrézienne, ancienne secrétaire d'Etat de Jacques Chirac, *« quand le parti majoritaire n'est que le copié-collé de l'action gouvernementale », on limite la capacité d'expression politique »*.

Elle estime aussi que le gouvernement et le Président ont un peu trop tiré sur la corde de l'insécurité. Une pause dans les réformes ? Pourquoi pas, mais pas dans tous les domaines : *« Dans certaines réformes, oui. Je pense qu'on a beaucoup parlé de sécurité, ça va, on a vu, on a compris. Sur la question sociale, il me semble que ce n'est pas le moment. »* (Rue89 17.03)

2- Au Palais. Le président Nicolas Sarkozy a exhorté hier ses ministres à se battre *"jusqu'au bout"* sur le terrain pour mobiliser l'électorat avant le second tour des élections régionales de dimanche prochain. (Reuters 17.03) Les paroles s'envolent, seuls les actes restent et comptent. On comprend son embarras.

3- Modem. A qui le tour ? Après le départ de Corinne Lepage, annoncé ce mercredi dans une interview au *Monde*, c'est au tour de Florent Saint-Martin, président du MoDem de Seine-Maritime, de rendre sa carte. Dans le même temps, le parti centriste suspend Marc Dufour, président du MoDem en Languedoc-Roussillon.

Florent Saint-Martin a précisé que les deux autres conseillers municipaux Modem du Havre démissionnaient également. (l'express.fr 17.03)

Système D contre le chômage, la normalisation du travail informel ou au noir.

Février 2010 a été un mois record pour la création d'entreprises en France, confirmant le succès du statut de l'auto-entrepreneur, selon des chiffres publiés par l'Insee.

En comprenant les 35.802 auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises ressort à 57.748.

Sur les deux premiers mois de 2010, l'Insee a recensé 67.242 demandes de créations en auto-entrepreneurs, après 320.000 sur l'ensemble de 2009. (Reuters 17.03)

Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'il y a chaque mois des dizaines de milliers d'auto-entrepreneurs qui retournent à la case chômage. Lagarde jubile et on la comprend, l'auto-exploitation que s'infligent ceux qui se lancent dans cette aventure est de bon augure, elle les prépare à accepter demain quand ils seront retournés au chômage des emplois où ils seront surexploités avec à la clé des conditions de travail épouvantables mais meilleures que celles qu'ils s'infligeaient à eux-mêmes en travaillant 7j/7 en tant que patrons en herbe. C'est tout bon pour faire baisser les statistiques du chômage et amplifier demain l'exploitation des travailleurs.

UE. La méthode Coué ne marche pas avec la Commission européenne.

La Commission européenne rappelle à l'ordre l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. Dans un rapport diffusé mercredi, Bruxelles prévient que ces cinq pays majeurs de la zone euro comptent trop sur la reprise économique pour remplir leur objectif de réduction du déficit budgétaire. (AP 17.03)

La Commission européenne n'a décidément pas de cœur, elle ne permet même pas à Sarkozy, Merkel, Zapatero, Brown, etc. de faire preuve d'un brin d'optimisme pour les années à venir. Ils veulent y croire à "*la sortie de crise*" qui signifierait que le danger d'une explosion sociale serait écartée ou repoussée à une date indéterminée. La Commission européenne qui ne voit que les intérêts des multinationales et l'aspect financier de la situation, ne comprend pas l'angoisse qui étirent les dirigeants européens de voir la situation évoluer vers une grave crise sociale et politique aux conséquences imprévisibles et incalculables.

UE. Et si on la prenait au mot : l'euro disparaîtrait demain !

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé mercredi devant le Parlement allemand, que les pays de la zone euro qui ne respectent pas les règles de discipline budgétaire définies par l'Union européenne devraient pouvoir être exclus. (AP 17.03)

Comme aucun pays de la zone euro n'a respecté le "*pacte de stabilité*" qui limitait les déficits publics des Etats à 3% de leur PIB et leur endettement à hauteur de 60% du même indice, il faudrait tous les exclure ! Il y en a qui réfléchissent avant de parler, Merkel fait partie des dirigeants qui réfléchissent après, elle n'est pas la seule.

Bolivie. Le "socialisme du XXIe siècle" : un cache misère.

Le président de la Bolivie Evo Morales a demandé mercredi aux membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) des Nations-Unies de se rendre en Bolivie et de mastiquer des feuilles de coca pour devenir "*plus intelligents*".

"*La coca est consommée depuis toujours par le peuple bolivien parce que c'est un aliment et un médicament*" a ajouté Morales. C'est aussi le produit de base de la cocaïne.

Ces déclarations surviennent après le rapport annuel de l'OICS publié la semaine dernière qui demande au gouvernement bolivien de lutter contre la consommation de feuilles de coca. (AP 17.03)

Toutes les drogues ont un effet nocif sur la volonté de ceux qui les consomment. C'est peut-être une des raisons pour laquelle Morales est incapable d'appliquer un programme socialiste, on pourrait ironiser.

FMI-UE. Ils n'ont même pas besoin de consommer des feuilles de coca pour manquer de volonté, c'est la lutte des classes qui les mine... ou les effraie !

Devant des parlementaires européens, M. Strauss-Kahn s'est dit préoccupé par l'engagement "*faiblissant*" des gouvernements vis-à-vis d'une réforme de l'économie et du système financier à l'échelle mondiale, et a mis en garde contre les dangers du protectionnisme.

Un an et demi après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, aucun accord mondial n'a été conclu pour renforcer la régulation du secteur financier.

"*Dans la période où nous nous trouvons, le risque dans beaucoup de pays est que les gouvernements, à la faveur de pressions politiques, commencent à mettre en place diverses solutions*", a-t-il ajouté, soulignant que des lois uniquement nationales pourraient être préjudiciables pour d'autres régions du monde. (AP 17.03)

C'est tout l'échaffaudage de la gouvernance mondiale dans la perspective de laquelle le capitalisme mondial s'est engagé qui en serait affecté. La lutte des classes n'a pas dit son dernier mot. Il est toujours plus facile d'envisager la situation dans un bureau à New York ou Washington sous un angle strictement économique du point de vue des intérêts de l'aristocratie financière, que d'affronter quotidiennement sur le terrain social et politique la population en colère qui refuse d'être la victime de la crise du capitalisme et à laquelle il faut bien lâcher quelque chose en guise de bonne volonté pour la calmer... provisoirement.

Le 19 mars

Mon épouse Magueswary est bien arrivée à Aubagne. Je n'ai pas le temps de causer je dois aller faire des photos d'identité et des photocopies si je veux qu'on vienne me livrer ma bouteille de gaz. C'est nouveau, tous les points de vente de gaz doivent avant de servir leurs clients passer par un organisme qui vérifie si l'identité du client correspond bien au client, attendez au bout parfois de 10 ans, c'est du délire, ensuite on nous remet une dizaine de coupons qui font penser à des coupons de rationnement. Bref, une démarche de plus, un emmerde de plus quoi, car il faut se taper trois queues debout en plein soleil sous 35°C, voilà qui me met de bonne humeur !

Cela fait plus de quatre mois que je demande qu'ils changent le compteur électrique qui tourne au ralenti, en vain à ce jour, du coup je paie un forfait équivalent à ma consommation moyenne des derniers mois, j'y suis gagnant puisque mes factures précédentes ne correspondaient pas à ma consommation étant donné que je trafique le compteur pour diviser ma facture par je ne sais pas combien au juste, entre 4 et 6 disons.

La semaine dernière j'ai brûlé ce qui ressemblait de plus en plus à une décharge devant chez moi, il me reste à brûler celle qui est située derrière et qui est d'une taille beaucoup plus vaste. Ce pays est vraiment dégueulasse au possible, une horreur.

On a entrepris de nouvelles démarches pour obtenir le papier qui nous permettrait de vendre facilement la maison, je dois donc suivre ce dossier également.

Je n'ai toujours pas reçu les données récupérées sur mon dique dur qui avait brûlé et cela depuis le début février. J'ai échangé plusieurs mails et coups de téléphone avec la société qui s'en occupe, elle a bien fini le boulot mais le transporteur qui doit me livrer le CD-ROM n'a pas été foutu de trouver mon adresse, le CD-ROM a déjà fait deux fois l'aller retour Bangalore Pondichéry.

Mon abonnement à TV5Monde est expiré depuis deux semaines alors que je reçois toujours cette chaîne, j'ai voulu le renouveler, le vendeur m'a dit que le fournisseur avait commis une erreur la dernière fois et j'avais dû attendre plusieurs jours avant de recevoir à nouveau TV5Monde, du coup il a prolongé mon abonnement suivant, mais ne sachant pas jusqu'à quand au juste, le vendeur m'a conseillé d'attendre qu'ils me coupent ce service pour ensuite me réabonner, car sinon cela viendrait foutre le bordel dans la gestion de mon compte. Le bordel indien quoi, et cela se passe dans une très grande entreprise Dish TV.

Je vous passe le reste pour ne pas vous donner la migraine !

J'ai préparé une causerie ou un article sur la question du rejet du "consensus" qu'appelle de ces vœux le POI, je la mettrai en ligne demain matin car je dois le terminer. Que le PS et d'autres partis tel le PCF ne souhaitent pas rompre avec le gouvernement n'est pas le problème, c'est orienter l'attention des travailleurs et les militants sur une mauvaise piste. La question n'est pas le gouvernement mais bien l'Etat et les institutions de la Ve République.

Pourquoi ne pas expliquer pourquoi le PS est incapable de rompre, non pas avec le gouvernement dans lequel figure au moins un dirigeant du PS (Kouchner), mais avec l'Etat capitaliste ? Quelle est la véritable nature de classe du PS ? Quand est-ce qu'on en finira avec le double langage qui consiste encore à expliquer que le PS aurait une double nature, alors qu'en réalité il n'a qu'une seule nature sociale, bourgeoise ou capitaliste, et deux fonctions, une naturelle au côté de l'UMP, l'autre au côté des travailleurs pour mieux les trahir ? N'y aurait-il pas eu depuis des lustres une confusion entre sa nature sociale qui est unique, et ses fonctions qui se déclinent au pluriel selon les circonstances ?

Mettre l'accent sur le gouvernement est nécessaire, à condition de ne pas s'en contenter, car cela pourrait conforter l'illusion qu'il suffirait de changer de gouvernement pour trouver une issue à la crise du capitalisme, or ce n'est pas le cas. Qui a intérêt à entretenir plus longtemps cette confusion en dehors du régime lui-même ? Ce sont quelques-unes des questions que je me suis posé en rédigeant cet article.

En revenir au source du socialisme, au marxisme, nécessite de remettre chaque parti à sa place en fonction de la réponse qu'il apporte à la question déterminante de l'Etat. C'est la réponse à cette question qui détermine sa nature sociale, le camp dans lequel il se situe. Tel fut la méthode de Lénine pour à la fois combattre le régime en place et tous les opportunistes qui avançaient masqué, et bien sûr pour construire le parti sur la base du programme de la révolution socialiste. Comment redonner confiance ou espoir dans le socialisme aux travailleurs sans remettre les choses à leur place, si on ne les aide pas à y voir plus clair ?

Bonne fin de semaine à tous et bon week-end.

Ne pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas au PS. Quand le voile des apparences se déchire.

Que reproche M. Aubry à G. Frêche : *"Quand on ne s'exprime pas comme un homme de gauche, quand on bafoue les valeurs de la gauche, on n'est plus un homme de gauche"*, et de décréter : *"Aujourd'hui, pour moi, Georges Frêche n'est plus un homme de gauche"*. (Reuters 18.03)

Et le PS d'appeler "*à faire barrage à la droite et à l'extrême droite*" dans la région Languedoc-Roussillon, alors que la liste de Frêche est la seule en position de battre celle du candidat de l'UMP !

Ce que reproche Aubry à Frêche, ce n'est pas son action à la tête de la région Languedoc-Roussillon, elle n'en dira pas un mot, mais de ne pas causer comme un "*homme de gauche*". L'essentiel pour Aubry et bien d'autres, c'est qu'on peut être de gauche et agir comme un élu ou un dirigeant de droite, mais il ne faut pas parler comme un homme de droite, car alors vous seriez catalogué à droite, or le PS est à gauche puisqu'on s'acharne à vous le dire, il ne faudrait pas que la rumeur se répande qu'il ne l'est pas vraiment, le voile de l'illusion tomberait et c'est toute la stratégie politique fondée autour de l'alliance du parti de l'ordre avec son homologue (et ses alliés ou satellites) au sein du mouvement ouvrier qui s'effondrerait, ce serait un des obstacles à l'union du prolétariat avec la petite-bourgeoisie sur la base d'un programme véritablement socialiste qui disparaîtrait et favoriserait le regroupement politique des éléments les plus avancés de ces deux classes dans un parti ouvrier révolutionnaire, le pire scénario pour le régime qui tournerait au cauchemar.

Monsieur Frêche devrait en prendre de la graine, voilà comment il faut causer quand on est de gauche :

Hier lors d'un rassemblement auquel participaient Martine Aubry, Marie-George Buffet et Cécile Duflot, M. Aubry a dit "*L'essentiel nous rassemble : les valeurs qui sont les nôtres*" (AP 18.03), notamment l'attachement indéfectible à l'économie de marché, le capitalisme, ce qu'elle ne rappellera pas pour l'occasion, il faut dire juste ce qu'il faut selon les circonstances et savoir tenir sa langue pour le reste.

Heuliez.

L'investisseur turc Alphan Manas a signé mardi un protocole d'accord en vue du rachat de Heuliez, qui devrait être finalisé le 31 mars, a annoncé le ministère de l'Industrie.

Alphan Manas a déjà provisionné 3 millions d'euros et la finalisation du rachat doit intervenir avant le 31 mars, d'après la même source.

«D'ici à cette échéance, il importe malgré tout, compte tenu de l'historique du dossier, de rester prudent tant que l'opération n'est pas finalisée en totalité sur le plan juridique», a ajouté le ministre. (libération.fr et AFP)

Si vous avez en mémoire une de mes causeries précédentes sur Heuliez et ma polémique avec *Informations ouvrières*, vous reconnaîtrez j'espère que je ne vous avais pas raconté d'histoires.

On abat bien les poulets, mais attention les consommer n'est pas sans danger !

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a indiqué, mercredi 17 mars, dans un communiqué que 75,8 % des carcasses de poulets sortant des abattoirs européens sont contaminées par des *Campylobacters*, tandis que 15,7 % le sont aussi par des salmonelles. La salmonellose et la campylobactériose sont '*les deux maladies de sources alimentaires les plus fréquemment répertoriées chez l'homme*', rappelle l'autorité européenne, dont le siège est à Parme, dans le nord de l'Italie.

Ces chiffres sont le résultat d'une série d'analyses menées en 2008 sur des poulets sortis de 561 abattoirs dans 26 pays de l'Union européenne, ainsi que de la Suisse et de la Norvège. En ce qui concerne les salmonelles, le degré de contamination 'varie amplement entre les pays membres, de 0 % à 26,6 %', avec un taux particulièrement élevé de 85,6 % pour la Hongrie, précise l'EFSA.

Les salmonelles représentent respectivement 13,6 % et 4,4 % des viandes contaminées, ajoute l'agence. L'autorité rappelle que les risques de contamination de l'homme par la viande peuvent être réduits par '*une cuisson complète*'. Elle présente cette étude, réalisée à la demande de la Commission européenne, comme une base qui '*peut être utilisée dans le futur pour suivre les tendances et évaluer l'impact des programmes de contrôle*'. (Lemonde.fr et AFP 18.03)

En fait chez vous en France, c'est devenu comme ici en Inde, il faut manger la viande bien cuite, ici on la mange très cuite par précaution, ce n'est pas terrible, mais c'est mieux qu'un rapatriement sanitaire ! Le prix de la viande ayant plus que doublé ces dernières années, j'en suis réduit à en manger de moins en moins, idem pour le poisson.

La charrette.

Siemens a dévoilé un projet de suppression de 4.200 emplois à travers le monde dans sa branche SIS de technologies de l'information d'ici l'automne 2011.

Dans un communiqué, le conglomérat allemand précise que ce chiffre inclut la suppression d'environ 2.000 postes en Allemagne.

Siemens vient d'achever un plan de réduction des coûts étalé sur deux ans, qui a entraîné la destruction de 17.000 emplois. La branche SIS compte actuellement 35.000 employés, dont 10.000 en Allemagne.

Le groupe estime que son bénéfice opérationnel pour l'exercice 2010 devrait être compris entre 6 et 6,5 milliards d'euros, contre 7,46 milliards d'euros l'année précédente. (Reuters 18.03)

Grèce.

Les chauffeurs de taxi grecs et de nombreux propriétaires de stations-service étaient en grève jeudi pour protester contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement grec dans le cadre de la réduction de son déficit budgétaire.

Les chauffeurs de taxi devraient manifester dans la journée dans le centre d'Athènes contre une nouvelle proposition de loi, qui prévoit que les chauffeurs de taxi, les stations-service et les kiosquiers, mais aussi les vendeurs de fruits et légumes donnent un reçu à leurs clients, pour combattre l'évasion fiscale. (AP 18.03)

Le 20 mars

En expliquant qu'il faut briser le "*consensus*" entre d'une part le parti de l'ordre, et d'autre part les partis traîtres du mouvement ouvrier, en réalité le POI n'a infléchi que très peu son orientation politique (sa stratégie) de front unique en direction des dirigeants de ces partis que l'on retrouve ici, de manière moins directe, plus surnoise, une orientation politique qui, si elle était couronnée de succès ne pourrait déboucher que sur un nouveau front populaire, à croire que c'est la perspective politique ou l'objectif que s'est fixé le POI, comme dans les années 70 lorsque l'OCI (Lambert dès 1972) s'était donné pour objectif de porter Mitterrand et une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour en réalité continuer la politique de Giscard, tandis que les masses seraient désarmées politiquement et se retrouvaient pour ainsi dire paralysées, quant à la crise révolutionnaire sur laquelle devait déboucher cette situation, on sait ce qu'il advint de cette stratégie foireuse à laquelle Lambert ne croyait pas lui-même, comme il l'avoua plus tard à P. Broué.

Pourquoi organiser les travailleurs dans la perspective que les partis dits de gauche rompent avec le gouvernement, alors qu'ils feraient exactement la même politique s'ils étaient au pouvoir exactement comme ils l'ont déjà fait à de multiples reprises dans le passé ? Pour faire naître dans la tête des travailleurs de nouvelles illusions sur ces partis ? Pour que les dirigeants de ces partis ne perdent pas la main sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière ? N'est-ce pas l'objectif inverse que nous devrions rechercher par tous les moyens ? Pour faire naître dans la tête des travailleurs l'illusion que ces partis pourraient changer et rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ? Que le POI nous fournissent un seul exemple au cours du XXe siècle qui confirmerait cette hypothèse. Impossible évidemment. Parce qu'un gouvernement de front populaire serait le passage obligé vers la prise du pouvoir par le prolétariat ? Où ont-ils été chercher cela, certainement pas dans le marxisme ou le Programme de transition qui disent exactement l'inverse. Comment pourrait-il en être autrement en l'absence d'un parti révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat que la classe ouvrière réussisse à briser le carcan du front populaire pour avancer vers la constitution d'un Etat ouvrier ? Impossible bien sûr.

Ce qui fut possible entre février et octobre 1917 en Russie reposa uniquement sur l'existence du parti bolchevik et le développement de l'organisation politique indépendante et autonome des masses dans les soviets, sans ces deux facteurs subjectifs déterminant, la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 n'aurait jamais évolué d'un front populaire contre les masses à la prise du pouvoir par le parti bolchevik et le prolétariat neuf mois plus tard. Chacun est libre d'ignorer cet enseignement de notre histoire, mais dans ce cas-là infailliblement on s'écarte de notre objectif, on ne combat plus vraiment pour le même objectif.

Dès lors que les dirigeants du POI négligent ou sous-estiment le rôle et la place déterminante du parti dans la lutte de classe du prolétariat pour la prise du pouvoir, il leur est impossible de définir une orientation correcte à leur parti, en admettant qu'il ne s'agisse que d'une erreur d'analyse théorique en relation avec la situation politique ou un oubli passager des leçons de la révolution russe.

Au contraire, il faudrait expliquer aux travailleurs que ce consensus s'inscrit logiquement dans la continuité de la politique qu'ont toujours menée ces partis, ce qui est à leur portée et ne nécessitera pas un effort intellectuel particulier pour être compris par chacun, pour peu qu'on procède à quelques rappels historiques très brefs parmi les événements les plus significatifs qui ont marqué la lutte de classe au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou encore quelques exemples récents qui témoignent à eux seuls que ces partis sont en réalité totalement inféodés au capitalisme et aux institutions.

L'attitude de ces partis aujourd'hui marquée par ce que le POI appelle à juste titre un consensus avec l'UMP, que ce soit vis-à-vis des licenciements ou des retraites par exemple, n'est que la continuité de la politique qu'ils ont mis en oeuvre contre la classe ouvrière lorsqu'ils étaient au pouvoir : politique de rigueur avec blocage des salaires, privatisations massives, cadeaux royaux aux banquiers et capitalistes du CAC 40 faisant flamber la Bourse de Paris, multiplication des contrats de travail précaires, etc. . Dès lors qu'on a posé ce constat, on peut tirer la conclusion que finalement il n'y a absolument rien de bon à attendre de ces partis de la part du prolétariat et que penser le contraire serait se faire de graves ou cruelles illusions.

Pour tenir un tel discours devant les travailleurs, cela nécessite d'avoir la volonté politique d'élever le niveau de la discussion au-delà des revendications économiques ou sociales et de poser la question de l'issue de la crise du capitalisme sur le terrain politique, le seul à même de permettre d'entrevoir les moyens à réunir et les tâches à accomplir pour pouvoir satisfaire nos besoins et aspirations. C'est parce que le

POI s'en tient aux revendications économiques ou sociales qu'il est incapable lui-même de rompre avec les appareils, lien qui se matérialise à travers la perspective qu'il propose aux travailleurs, combattre pour briser le consensus qui en réalité ne résoudrait rien du tout et ne permettrait pas d'avancer d'un pouce, la question n'étant pas de chasser un président ou un gouvernement pour le remplacer par un autre qui ferait exactement la même politique pour le compte des capitalistes comme chaque fois dans le passé, non, ce ne peut être notre objectif, avoué ou non peu importe, notre objectif doit être d'organiser les travailleurs afin de les aider à rompre avec le capitalisme, ses institutions et les partis qui les soutiennent, rupture que ne peut pas et ne pourra jamais incarner les partis dont nous avons parlé précédemment.

Quand on lit (page 13) "*Du point de vue ouvrier, l'issue politique à la crise passe par l'unité sur les revendications*", encore faut-il ne pas s'arrêter en cours de route et aller au bout de ses idées ou de son analyse, et préciser en quoi consiste concrètement cette issue politique qui ne peut pas se limiter à réaliser l'unité, à moins je le répète que ce ne soit l'objectif final du combat du POI, sinon cela relève de l'incantation, de la déclaration stérile, du domaine du mystère où chacun peut finalement imaginer ce qu'il veut, avec une telle méthode, les travailleurs sont bien avancés. Limiter le combat (politique) à l'unité pour les revendications, cela revient à se satisfaire d'une perspective semblable à celle de 36, 47 ou 68 et qui n'irait pas plus loin, sans poser la question du pouvoir, donc sans remettre en cause le régime.

On ne voit pas en quoi le combat pour l'unité permettrait d'élever le niveau de conscience politique des masses. Les masses se mobilisent lorsqu'elles n'en peuvent plus de recevoir des coups, si elles ne se mobilisent pas ce n'est pas forcément parce que l'unité n'existerait pas contrairement à ce que martèle le POI, c'est plutôt parce qu'elles disposent encore de réserves pour encaisser les mauvais coups que lui assène le gouvernement et parce qu'elles ne sont pas organisées pour le combattre. Si elles ne sont pas organisées pour le combattre, il faut se demander pourquoi et quoi faire pour résoudre ce problème, problème auquel s'est attaqué le POI mais sous un angle erroné qui ne permet pas d'avancer.

"*L'issue existe : l'unité sur les revendications*", non cela ne peut constituer le début d'une issue pour les travailleurs ou d'une réponse à la question qu'il se pose : comment faire pour qu'une autre politique voit le jour ? D'ailleurs c'est un non-sens, en dehors des travailleurs arriérés politiquement au point de s'opposer aux revendications, l'unité de la classe ouvrière existe sur les revendications, l'unité des militants aussi, donc la question n'est pas là, elle est d'organiser cette unité dans une direction politique bien précise, car ce qui manque le plus aujourd'hui à la classe ouvrière, ce n'est pas la compréhension que ses revendications sont légitimes, mais bien la compréhension des objectifs politiques qu'elle doit se fixer pour permettre un changement radical de politique dans le pays, ce qui passe par le renversement du régime et des institutions. Dit autrement, ce qui manque encore aujourd'hui au prolétariat, c'est la capacité de relier ses revendications à un objectif politique qui permettrait de les satisfaire.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, à partir de leurs revendications élémentaires, les ouvriers entonnaient "*vive le socialisme*" sans même savoir ce que cela voulait dire exactement, ce qu'ils avaient compris des discours des militants, c'est que le socialisme les libérerait un jour de l'enfer de l'exploitation, et que plus ils s'organiseraient et lutteraient dans cette perspective, plus vite ils seraient débarrassés du joug insupportable du capitalisme. Ils étaient portés par cet espoir, par un objectif qu'ils pensaient à leur portée, même s'ils savaient que cela n'arriverait pas du jour au lendemain, mais ils n'en demandaient pas davantage pour s'engager dans le combat pour le socialisme.

Il faut donc les aider à renouer avec cet espoir même si les choses se sont compliquées depuis... Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est impossible, la crise du capitalisme et ses conséquences brutales sur les masses vont les pousser à s'interroger sur les méfaits permanents qu'ils subissent et qui sont liés à la survie du capitalisme, cela va finir par contrebalancer favorablement l'opinion négative qu'ils ont envers le socialisme qu'ils identifient encore avec le stalinisme ou le réformisme pour lequel le capitalisme est l'horizon indépassable. Une fois que le prolétariat sera lancé dans la bataille pour le pouvoir, il ne prêtera plus l'oreille aux discours frauduleux et calomnieux envers le socialisme et ses dirigeants, il aura plutôt envie de les couper à ceux qui continueront de lui servir les mêmes mensonges pour les détourner de leurs objectifs politiques.

En page 4 dans le compte rendu de la réunion publique du 5 mars, à Valentigney, j'ai relevé l'intervention suivante d'un membre du PCF : "*Il faut reconquérir les services publics, nationaliser les banques et le secteur automobile, ainsi que les entreprises du CAC 40. L'unité, je suis pour, la clarté, je suis pour. Rassemblons-nous, mais il faut se donner des perspectives.*"

Que dit-il ce militant ? Qu'il sera impossible d'exproprier les actionnaires des entreprises du CAC 40, les banquiers, etc., sans passer par la mise en oeuvre d'une solution sur le plan politique, c'est clair et il a raison. Il faut proposer aux travailleurs une issue politique qui rompe à la fois avec les institutions et le capitalisme, sans chercher à l'imposer évidemment, mais si on ne l'avance pas, comment les travailleurs et militants pourraient y adhérer ou se l'approprier consciemment, comment pourraient-ils la formuler eux-mêmes, comment pourraient-ils avancer consciemment dans cette direction ? C'est en principe le devoir de l'avant-garde de leur faire cette proposition, ensuite chacun l'interprétera à sa façon en fonction de son niveau de conscience politique, sachant qu'elle peut évoluer rapidement avec le développement de la lutte de classe.

En guise d'épilogue je voudrais vous relater la discussion que j'ai eu hier par téléphone avec un de mes neveux, il a la quarantaine et il est employé de bureau dans une grosse boîte de pub depuis de longues années.

Il a commencé par me dire qu'il irait voter dimanche, c'est pour lui "*un devoir*", du fait que "*c'est notre seul droit*", il ne se fait aucune illusion, il m'a dit qu'entre "*la peste et le choléra*" il allait voter "*pour le moins pire*", j'ai essayé d'avancer quelques arguments, en vain, sa conscience politique est résumée ici. Bon, puis la discussion a bifurqué sur ses petites occupations, les réparations de sa maison, il est propriétaire d'un joli pavillon entouré d'un jardin que son père (décédé) avait construit, ses distractions, ses copains et les vacances, les seules choses qui

l'intéressent dans la vie, il se fout totalement de la politique qui l'emmerde. Normal, il vit bien, confortablement dans un quartier pavillonnaire calme situé sur les hauteurs de Rueil-Malmaison (92), il a de quoi vivre et satisfaire ses petits besoins, avec son ancienneté, il doit approcher les 14 mois de salaire et les 6 semaines de congés payés, il ne paie pas de loyer, il ne voit pas pourquoi tout cela changerait, il n'en demande pas plus, voilà un ouvrier heureux.

De deux choses l'une ou les deux à la fois, pour que ce genre d'ouvriers qui se comptent par millions en France, ajoutons-y les classes moyennes, pour qu'ils se mobilisent, il va falloir que Sarkozy frappe encore plus fort ou il va falloir que leur niveau de conscience politique progresse considérablement et l'on ne voit pas comment.

Je crains, mais je peux me tromper, que la nature humaine soit ainsi faite (sans conscience de classe), l'homme ne soit capable de progresser que dans l'adversité, que lorsqu'il se trouve confronté à un problème, une difficulté, que c'est placé dans une situation où il est obligé de rechercher une solution à un problème que son niveau de conscience évolue, qu'il réfléchit vraiment à sa situation, et le reste du temps il se laisse vivre ou porté par l'air du temps, comme ivre d'inconscience.

On pourrait poursuivre longtemps cette causerie sur ce thème. Si l'on s'en tient à l'affirmation selon laquelle ce sont les conditions objectives qui conditionnent l'évolution des conditions subjectives, il faut admettre que les droits ou acquis de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle agissent comme des obstacles à la prise de conscience par le prolétariat et la petite bourgeoisie de la société dans laquelle nous vivons actuellement. D'une certaine manière, pour des couches entières du prolétariat et l'aristocratie ouvrière, le capitalisme a réalisé une partie du socialisme, et elles n'en reviennent que lorsqu'elles sont précipitées à leur tour au chômage ou subissent des coups de plus en plus durs. Un fumeur sur mille arrêtera de fumer avant qu'on lui annonce qu'il a un cancer, et bien c'est exactement ce qui se passe dans la tête de chaque travailleur au niveau de sa prise de conscience de la place qu'il occupe dans la société capitaliste. Tabler sur l'évolution intellectuelle des travailleurs n'est pas erroné en principe, mais les faits démontrent qu'en l'absence de conditions objectives propices à cette évolution, elle demeure une exception, or, pour faire une révolution et vaincre, c'est tout un peuple qui doit se soulever...

Quand je vois avec quelle désinvolture des camarades traitent les questions que j'aborde dans le site et le peu de courriels que je reçois, je me dis qu'ils ne cherchent pas véritablement à évoluer politiquement, le militantisme est pour eux une occupation comme une autre, exactement comme les travailleurs dont je viens de parler, ce n'est pas une question de vie ou de mort qui les a conduit à s'engager dans le militantisme comme c'était le cas autrefois, ils ont leurs propres convictions qu'ils n'essaient même pas de défendre, autrement dit chacun se retranche derrière ses propres convictions individuelles et c'est très bien ainsi, alors que si le militantisme a pour but de partager un objectif collectif, il va de soi que nos convictions devraient être de la même nature donc partagées, si elles ne le sont pas, c'est peut-être parce que nous ne partons pas de la même réalité, que nous ne vivons pas exactement la même chose.

Si ce sont seules (ou presque) les conditions objectives qui peuvent pousser le prolétariat à se mobiliser, elles peuvent lui être défavorables et le tirer en arrière ou le conduire à la neutralité politique, à s'en remettre à ceux qui dirigent le pays. Le même constat appliqué à la plupart des militants, aboutira à se ranger sous les oripeaux du réformisme et à s'en remettre aux dirigeants qui dirigent les partis ouvriers. (A suivre)

Ça coince au sommet.

1- Le député Nouveau Centre Hervé de Charette explique dans un entretien au "Monde" daté de samedi : *"D'où vient le mal? Du parti unique (...), ça ne marche pas. Il y a pire : le parti unique monocorde, fondé non pas sur la diversité de ses composantes mais sur l'autorité d'une hiérarchie rigide. Voilà ce qu'est devenue l'UMP"*.

Selon lui, l'échec sans *"précédent"* de la majorité au premier tour des régionales vient *"sans aucun doute"* de celui de sa stratégie d'union de la droite. La majorité *"s'est contentée d'une campagne sans message et sans force, sans écoute de son électorat"*, juge-t-il.

Rappelant qu'à l'origine le projet de l'UMP, dont il est *"l'un des fondateurs"*, était *"de rassembler dans une même formation la droite et le centre"*, Hervé de Charette affirme qu'il est *"juste de reconnaître que ça n'a pas marché"*.

"La droite est orpheline du centre", assure-t-il, estimant que *"l'enjeu de l'après-régionales"* sera *"la reconstitution"* de cette force politique. Selon lui, si le centre a des *"valeurs communes"* avec l'UMP, il a aussi ses *"convictions propres"*, son *"originalité et son indépendance"*, et *"cette différence doit s'affirmer dans le paysage politique"*. (AP 19.03)

Balivernes, la disparition du centre est le produit de la crise du capitalisme et de la radicalisation politique des classes qui en résulte, plus particulièrement chez les représentants politiques de la classe dominante qui ont été choisis en fonction de leur soumission aux diktats de l'aristocratie financière qui occupe une place prépondérante au sein du capitalisme mondial, ce qui ne laisse place à aucune autre considération que la course effrénée aux profits par tous les moyens, et se joue des *"valeurs ou "convictions"* évoquées par de Charette.

2- Lors de l'émission *"On refait le monde"*, animée par Christophe Hondelatte, mercredi 17 mars, sur RTL, le journaliste Alain Duhamel a déclaré : *"Nicolas Sarkozy est très intelligent. Mais comme souvent pour les gens très intelligents, il lui manque une case. Ce n'est pas le premier président français dans ce cas là. La case qui lui manque complètement, c'est la case autocritique. Cela veut dire que quand les choses ne lui plaisent pas, il ne veut pas les voir."* (Lepost.fr 19.03)

Sarkozy très intelligent ? Cela reste à démontrer, ça c'est le côté brosse à reluire dont Duhamel a fait depuis longtemps sa spécialité. Maintenant qu'il manque une case à La Talonnette : on n'en avait jamais douté !

Sarkozy investi d'une mission par le PS.

1- Hollande dans son blog. *"Tout est fait pour faire du rendez-vous de dimanche une mauvaise soirée qui serait sans lendemain, c'est-à-dire un scrutin qui ne contraindrait le chef de l'Etat ni à revoir sa politique, ni à réviser sa méthode et pas davantage à revoir ses projets..."* (20minutes.fr 19.03)

La chatelain Chirac s'était bien foutu du résultat des régionales de 2004, alors Sarkonapoléon ! Seule la perspective de voir l'UMP perdre les élections en 2012 pourrait freiner sa frénésie destructrice, et encore, une fois la sale besogne accomplie ses commanditaires savent qu'ils peuvent compter sur le PS pour gérer la société pour leur compte, cela vaudrait peut-être mieux de perdre une élection et de laisser le PS affronter le prolétariat et la petite bourgeoisie divisée entre espoir et illusion, avec un peu de chance les choses se passeraient comme sous Mitterrand où la Bourse avait flambé et le mouvement ouvrier avaient reflué du fait qu'il s'était avéré incapable de se positionner indépendamment du PS.

La paix sociale vaut bien quelques sacrifices, Sarkozy pourrait l'apprendre à ses dépens. Finalement il n'est que l'exécutant d'une politique dictée par les capitalistes qui pourraient estimer leurs intérêts mieux représentés ou défendus par le PS, c'est à la fois la lutte de classe et les circonstances qui en décident. Maintenant, avec le rejet massif de tous les partis y compris le PS exprimé par la classe ouvrière lors de ces élections, la crise du capitalisme continuant son oeuvre destructrice, rien ne dit que les choses se passeront comme ils le souhaiteraient, l'histoire ne se répète jamais exactement de la même manière.

2- *"Ce que nous demanderons (...) si les Français confirment et même amplifient le résultat de dimanche dernier, c'est un changement de politique"*.

Martine Aubry réclame également une revalorisation des retraites au 1er avril et le lancement d'une *"réforme juste sur ce sujet"*. (Reuters 19.03)

Pas de problème, vous pouvez compter sur lui !

Quand le PS appelle à voter UMP.

Tout est bon pour faire barrage à Georges Frêche, même voter contre son camp. Jean-Luc Bonnet, 14e sur la liste PS d'Hélène Mandroux - qui, avec près de 6% des suffrages, a été éliminée dès le premier tour-, appelle à voter pour Raymond Couderc, la tête de liste UMP en Languedoc-Roussillon, selon metrofrance.com. (20minutes.fr 19.03)

Election piège à cons ou le panier de crabes.

Une trentaine de responsables du Modem, dont beaucoup de la région Rhône-Alpes où le score a été particulièrement médiocre, ont décidé d'appeler à voter au second tour pour les listes de la gauche, selon marianne2.fr. (20minutes.fr 19.03)

Le dindon de la farce.

"On est au second tour, on se regroupe pour battre la droite. Ce n'est pas un chèque en blanc à Martine Aubry ou à Cécile Duflo" selon Mélenchon. (libération.fr 19.03)

Parce que Mélenchon et son PG avec les 2% environ compte tenu des abstentions qu'il partage avec le PCF serait en position d'imposer quoi que ce soit au PS ou à Europe écologie ? J'écrivais hier que c'était un mégalomane, il semblerait que j'étais en dessous de la réalité, plus opportuniste tu meurs !

Travailler plus : la pire des frustrations.

Pour la sixième année consécutive, les Français sont moins partis en vacances, révèle le Baromètre Opodo 2010 réalisé aux mois de janvier et février auprès de 1 100 personnes par le cabinet Raffour Interactif sur l'année 2009. Seuls 56 % de la population âgée de 15 ans et plus, soit 29 millions de Français, ont quitté leur domicile en 2009, contre 32,2 millions en 2003 (64 %).

Les catégories les plus touchées, ces deux dernières années, sont les commerçants et les artisans, dont 64 % étaient partis en 2008 contre 50 % l'année suivante, et les retraités, qui sont passés de 54 % à 50 % sur la même période. Les employés, ouvriers et professions intermédiaires n'ont pas profondément modifié leurs habitudes de vacances : 55 % contre 56 % en 2008. Seules les catégories socioprofessionnelles supérieures ont échappé à cette récession. Leur taux de départ a même progressé de 78 % à 81 % entre 2008 et 2009. (lemonde.fr 17.03)

Quel avenir avec l'UE ? La faillite ! Ils le disent eux-mêmes.

La Commission européenne a appelé vendredi les banques à contribuer à un fonds susceptible d'être utilisé en cas de faillite d'institutions financières.

Le patron du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a de son côté appelé l'UE à se doter d'une "brigade d'intervention" pour répondre à la faillite des banques opérant dans plusieurs pays. (AP 19.03)

Que faut-il faire de la Grèce ? Ils n'en savent rien, la preuve par les titres (hier).

- L'UE planche sur le cas grec, un rôle du FMI à l'étude - Reuters
- La France travaille sur une solution européenne pour la Grèce - Reuters
- Grèce : l'aide du FMI n'est pas exclue, selon l'Allemagne - AP
- Le président de la Commission européenne appelle à l'octroi de prêts à la Grèce - AP
- Grèce : l'Allemagne et les Pays-Bas favorables à l'intervention du FMI - LeMonde.fr

Le 21 mars

Juste un petit mot personnel. En ouvrant ma boîte aux lettres sur Yahoo je découvre des camarades qui ne m'ont jamais écrit et sur lesquels j'ignore tout, qui me demandent si je veux devenir leur ami sur Facebook. C'est sympathique, mais un peu léger comme démarche camarades, non ?

Personnellement je n'utilise ni Facebook ni Twitter, pas le temps, je préfère avoir une démarche collective en m'exprimant dans le site. Mon activité politique me prend tout mon temps libre 7j/7 au point déjà de sacrifier mon entourage et mes propres affaires et d'avoir des emmerdements supplémentaires que j'aurais pu éviter, donc je n'ai pas une seconde à consacrer à autres choses, désolé. Ecrivez-moi à mon adresse électronique en prenant un pseudonyme si vous voulez et je vous répondrai, c'est tout ce que je peux vous proposer.

J'avais oublié de charger dans le serveur les derniers articles économiques qui sont disponibles maintenant, avec mes excuses.

Réflexion politique.

Insinueusement, silencieusement mais sûrement la population assimile les événements et tire (partiellement) les leçons de la lutte des classes qui petit à petit sapent les bases du régime qui ne repose que sur l'ignorance des masses, jusqu'au moment où le pouvoir se retrouvera fragilisé et isolé, moment précédent celui où la majorité rejettera en masse tout appel à la conciliation, deviendra sourde à tout appel à la raison et aura décidé bien que de manière encore inconsciente à défendre ses droits ou ses besoins en tant que classe, à l'étape suivante plus rien ne pourra s'opposer à ces millions de travailleurs et jeunes déferlant dans les rues, pour non pas exiger quoi que ce soit de qui que ce soit, mais décider qu'un autre pouvoir politique est indispensable pour satisfaire ses besoins et ses aspirations légitimes...

La propagande a cette vertu invisible au premier abord qu'elle agit en profondeur sur les consciences et participent activement à leur mûrissement, certains symptômes permettent de déceler ce travail rampant qui s'opère jour après jour. Quand on observe de près la lutte de classe, on n'a aucune raison d'être pessimiste, d'abandonner le combat. Avec les outils de communications dont nous disposons de nos jours, il ne se passe pas un jour sans que des événements ou des déclarations en France ou à travers le monde témoignent de l'ampleur grandissant du rejet du capitalisme et ses institutions par les travailleurs.

Le mérite en revient aux militants qui se battent quotidiennement sur le terrain pour aider la classe à prendre conscience qu'il serait possible de se débarrasser de toutes les souffrances que nous impose la société capitaliste, pour briser la loi du silence ou pour contre-balancer la propagande et les mensonges de l'Etat et ses valets, pour l'aider à prendre ses distances ou rompre avec le capitalisme et les institutions.

J'ai relevé quelques exemples sur le site libération.fr du 20 mars qui illustrent comment s'opère ce lent travail de sape.

- *"Pourquoi vous ne votez plus ? Quand on voit le résultat quand on vote, on devrait plutôt demander : pourquoi vous votez ?"*

Effectivement la solution est ailleurs, rien à attendre des partis institutionnels.

- "La démocratie, ce n'est que vote pour moi et ensuite ferme ta gueule. Essayez d'aller crier votre colère contre un élu et vous n'aurez, en guise de liberté d'expression, que les flics pour vous arrêter ainsi qu'une belle amende."

Vous voudriez défendre les vertus de la démocratie devant ce travailleur ? Il a raison, une fois que les élections sont passées, tu n'as plus aucun pouvoir sur ton vote, ceux pour qui tu as voté en font ce qu'ils veulent, et si tu leur demandes des comptes tu les déranges, tu n'existes plus, tu dois dégager ou ils te jettent.

Il faut remettre les pendules à l'heure, en réalité, leur démocratie est une forme assouplie de dictature dans la mesure où tu ne peux pas contrôler le mandat des élus, mais c'est quand même une dictature (du capital) appelons un chat un chat.

Ce qu'ils appellent la démocratie repose sur un exercice d'équilibre entre d'une part, une classe dominante qui a conscience de ses intérêts de classe, les défend, s'organise et détient tout le pouvoir, et une classe dominée qui n'a qu'une conscience limitée de ses intérêts de classe, est peu organisée de ce fait et ne détient aucun pouvoir, a fait sienne (inconsciemment) l'idéologie propagée par la classe dominante et par conséquent vit dans la soumission à l'ordre établi. Ainsi la démocratie (bourgeoise) est le produit des rapports entre les classes qui demeurent favorables à la classe qui détient le pouvoir quoiqu'on en dise, car si ce sont bien ces rapports qui en donnent le contenu, c'est toujours dans les limites imposées par les fondements du régime qui déterminent à leur tour la nature sociale de l'Etat.

La démocratie a pour fonction de permettre aux rapports entre les classes antagoniques de s'exprimer, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi. La démocratie implique donc à la base la reconnaissance et le respect des limites imposées à son exercice par la classe qui détient le pouvoir, afin qu'elle le conserve évidemment. C'est la raison pour laquelle on doit rejeter tout appel à défendre la démocratie qui n'est qu'une forme de soumission ou de dépendance vis-vis du capital. Leur démocratie est l'expression politique de la domination qu'exercent les capitalistes sur le prolétariat, elle ne peut être la nôtre.

Cet internaute rejette cette forme politique de domination de classe qu'est la démocratie bourgeoise, il a raison. Pour changer la nature de classe de la démocratie il faudra que le prolétariat ait pris le pouvoir et l'exerce à son tour contre les capitalistes, qu'il détienne à son tour tout le pouvoir sans rien céder à la classe des capitalistes. Mais au cours du processus révolutionnaire la majorité du prolétariat sera incapable de prendre conscience d'un coup ou du jour au lendemain que c'est l'objectif qu'elle doit atteindre pour vaincre définitivement la classe des capitalistes, d'où la place et le rôle irremplaçable du parti à cette étape de la révolution qui devra à la fois pallier cette carence et décider au nom du prolétariat des mesures à prendre afin de pouvoir avancer vers cet objectif ; il est donc impensable d'imaginer passer d'un coup de la forme de démocratie que nous connaissons aujourd'hui à une démocratie exercée par le peuple.

Avant que le prolétariat parvienne à exercer tout le pouvoir (dictature du prolétariat), il faudra qu'il se soit organisé, qu'il ait construit ses propres organes indépendants de pouvoir politique et qu'au sein de ces organes le combat politique alimente sa conscience de classe jusqu'au moment où leurs majorités seront conquises au socialisme, alors là seulement ces organismes seront devenus les piliers du nouvel Etat ouvrier et le prolétariat sera en état de gouverner. A partir de ce moment-là, on pourra défendre la démocratie exercée par le peuple et pour le peuple dans la mesure où il en contrôlera effectivement le contenu et le fonctionnement. Notre histoire nous a enseigné que prendre partie pour la démocratie contre le fascisme favorisait en réalité l'arrivée au pouvoir d'une dictature, lire les leçons d'Espagne de Trotsky sur ce sujet.

Le destin du prolétariat repose finalement sur sa capacité à se doter d'une nouvelle direction politique, à construire son parti qui l'aidera à conquérir le pouvoir. Toute analyse politique qui n'aboutit pas à cette conclusion s'est écartée de son objectif et mérite d'être revue et corrigée.

- "Quand on vote non à la Constitution européenne, il paraît que ça veut dire oui. Alors quand on ne va pas voter, ça veut dire qu'on va voter (et inversement)."

On peut remercier Sarkozy d'avoir porté un coup très rude à l'idée que la population se faisait du régime, sur leur démocratie qui n'était qu'une façade pour camoufler la dictature du capital.

- "Curieux, tout de même, ces démocrates qui pour défendre la démocratie font preuve d'intolérance ! Les abstentionnistes cracheraient sur ceux qui sont morts pour leurs idées, ce seraient des Munichois, des gens qui feraient le jeu du FN, etc. [...] L'abstention est un choix, au même titre que le vote [...], La démocratie, c'est la liberté, y compris celle de s'abstenir."

Leur démocratie, ce n'est pas tout à fait la liberté, c'est la liberté de supporter plus ou moins bien ses chaînes selon les circonstances, mais sans pour autant s'en délivrer. Quant à l'abstention, elle est le produit d'un constat mais en aucun cas elle ne constitue une réponse susceptible de modifier l'ordre des choses. L'abstention c'est encore une réflexion qui ne demande qu'à mûrir avant de passer à l'action...

- "Voter ? Quel acte stupide, dans nos postdémocraties, où le pouvoir est détenu par les banquiers et les multinationales. Voter ? Quel acte stupide, lorsque les gouvernants se foutent des décisions du peuple. Et, pour les indécrottables de l'isoler avec leur «il y en a qui sont morts pour ça», un message : votez pour qui vous voudrez, de toute façon, nous sommes ingouvernables !"

Ce pourrait être le mot de la fin, en effet le peuple est influençable, manipulable, etc. mais en dernier ressort quand les conditions objectives mûrissent et deviennent insupportables, aucun peuple n'est gouvernable, il n'en fait plus qu'à sa tête et comme il n'a pas que des mauvaises idées, il y a fort à parier que sous la pression de la situation il avancera sur la voie qui le conduira à son émancipation. Camarades, organisons-nous, nous vaincrons !

Bon dimanche à tous.

Gaucheritudes.

Pour Claude Bartolone (PS) : *«Il y a un bouleversement. Nous avons un partenaire historique, les communistes. Nous en avons un nouveau, les écologistes.»*

Laurent Fabius verra une confirmation de l'avènement de cette *«gauche sociale et écologique»* qu'il a théorisée il y a quelques années. D'autres constateront la fin du cycle d'Epinay, qui permit au PS de François Mitterrand de siphonner, en trente ans, le PCF de Georges Marchais, au nom de l'*«union de la gauche»*.

«La gauche se dote d'une nouvelle colonne vertébrale, diagnostique Jean-Christophe Cambadélis, le «mécanicien» de l'ex-gauche plurielle. On passe de l'axe PS-PCF, ouvert aux Verts, à l'axe PS-écologistes, ouvert au PCF.»

Côté PS, on ménage son ex, ces communistes qui, regroupés avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon dans le Front de gauche, ont réussi à marginaliser le NPA d'Olivier Besancenot.

«Le Front de gauche et le PCF ont rempli leur rôle par rapport à l'extrême gauche, ils ont gagné la bataille. Cette frange existe, il faut être capable de l'agréger dans un pacte gouvernemental», rappelle Manuel Valls.

...la nébuleuse écologiste (possède) une force d'attractivité sur l'électorat centriste. Selon une étude OpinionWay auprès d'électeurs d'Europe Ecologie, 3% d'entre eux se situent *«très à gauche»*, 56% *«à gauche»*, 14% *«au centre»*, 15% *«ni à droite ni à gauche»* et 7% *«à droite»*. D'où une certaine euphorie rue de Solferino (le siège du PS -LdC) sur le potentiel électoral de ce partenariat.

Commentaire.

Mélenchon s'était satisfait que le Front de gauche précède le Modem en nombre de voix, navrant : le PS a mieux que le Modem, il a les écologistes qui ne valent guère mieux !

Le Modem étant incapable de proposer un programme alternatif à celui de Sarkozy, et pour cause, ses électeurs se reportent en grande partie sur Europe écologie. De qui ou de quoi est constitué Europe écologie ? De l'altermondialiste José Bové aux centristes de Corinne Lepage (cap 21), de l'ex-PCF Stéphane Gatignon aux proches de Nicolas Hulot, plus le farouche partisan de l'Union européenne et très réactionnaire Cohn-Bendit.

A travers la défaite du NPA dont ils se réjouissent, on voit poindre la haine farouche du prolétariat qu'incarne ce parti, même de façon déformée.

Le Front de gauche a quémanté des places sur les listes du PS, tout ce beau monde rentre au bercail, tout est dans l'ordre des choses.

Nul en calcul ou manipulation.

Pour Claude Bartolone (PS) : *"Au global, le score des uns ne se fait pas au détriment des autres. On a tous progressé. Ce n'est pas un jeu à somme nulle."*

Commentaire.

Ils ont tous progressé ? En tenant compte de l'abstention qui a finalement atteint 53,67% des inscrits et des votes blancs ou nuls, le PS atteint péniblement 13% et Europe écologie 5,5%, une belle progression !

Frivolité.

Pour Jean-Christophe Cambadélis : *"Le PS était entravé depuis des années parce qu'il n'avait pas de partenaire, maintenant il en a un."*

Commentaire.

Aux jeunes militants, n'allez pas croire que le PS aurait plus envie qu'hier de gouverner, c'est la crise du capitaliste et pour le coup du régime qui le hisse au devant de la scène politique. Quant à ce qui "entravait" le PS, ce n'était certainement pas le boulet du capitalisme qu'il traînait derrière lui depuis sa fondation et qui ne l'a pas empêché d'accéder au pouvoir en 1981, non, c'est l'absence de crise ouverte qui l'avait renvoyé au rôle de figurant au côté du parti de l'ordre. Demain (en 2012) il sera appelé à prendre la place du parti de l'ordre pour poursuivre sa politique antisociale, reste à savoir s'il constituera comme en 81 une "entrave" au développement de la lutte de classe du prolétariat ou au contraire celui-ci gagnera en assurance et continuera son combat (indépendant) contraint et forcé par les conséquences de la crise.

Le Front de gauche au bord de l'éclatement ? En route pour un «*Front populaire du XXI^e siècle*» synonyme de gestion du capitalisme et de défaite pour la classe ouvrière ou pour la rupture avec le capitalisme en route vers le socialisme ?

Chez Mélenchon, on plaide pour l'union de toute «*l'autre gauche*», autonome du PS et d'EE.

Au PCF, on appelle en revanche aux «*fronts les plus larges possibles à partir des contenus*». PS et EE y étant les bienvenus. Pour Buffet, le Front de gauche doit prendre pied dans les «*luttés sociales*» et les «*débats citoyens*» : «*Un Front populaire du XXI^e siècle.*» Les communistes reprennent l'idée de Christian Picquet (Gauche unitaire) d'«*assises du Front de gauche*» qui prépareraient un projet pour 2012.

Commentaire.

Le Front de gauche est constitué d'un ex-trotskyiste passé au PS (Mélenchon), de staliniens, de réformistes, de droitières de l'ex-LCR, etc. un panier de crabes qui n'a aucun avenir sinon de constituer une force d'appoint plus ancrée dans la classe ouvrière (avec le PCF) pour soutenir un éventuel front populaire.

«*Front populaire du XXI^e siècle*», «*socialisme du XXI^e siècle*», on s'y perd, pourquoi pas le socialisme tout court ?

On peut affirmer que la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines attendra encore un peu, malheureusement.

(source : libération.fr 20.03)

Problème de communication au sommet.

1- François Fillon a annoncé jeudi soir par erreur la mort d'un policier blessé à Epernay. (Lepost 19.03)

2- Les cinq hommes présentés comme des etarras présumés qui apparaissent sur des images vidéo diffusées par la police française dans le cadre de l'enquête sur la mort d'un policier en Seine-et-Marne sont en réalité des pompiers catalans en vacances en France, a-t-on appris samedi auprès du service des pompiers de Catalogne. (AP 20.03)

Il faut virer Sarkozy pour faute lourde !

Selon L'Est Républicain, les salariés de l'usine Schrader, équipementier automobile à Pontarlier, qui ne souhaitent pas rencontrer Nicolas Sarkozy avaient pris une RTT, "*sauf l'un d'entre eux semble-t-il, puisqu'il y eut tout de même un incident provoqué par le comportement d'une jeune femme vis-à-vis de l'illustre hôte*" écrit le quotidien régional.

Une salariée aurait refusé de serrer la main de Nicolas Sarkozy, avant d'avoir des mots "*qualifiés d'impolis à l'égard du Président*"; toujours selon L'Est Républicain.

Cette salariée aurait été sanctionnée pour s'être montrée impolie "à l'égard d'un visiteur", alors que des rumeurs parlaient même de licenciement, rapporte la même source.

Interrogé par L'Est Républicain, le directeur général de l'entreprise Schrader justifie cette sanction ainsi: "*Qu'il s'agisse de Nicolas Sarkozy ne change rien à l'affaire, sinon à sa médiatisation. Une même impolitesse à l'encontre de n'importe quel autre visiteur de notre entreprise aurait entraîné la même réaction de notre part*".

Le Post a tenté de joindre l'entreprise, sans succès pour le moment.

Contacté par Le Post, le journaliste de L'Est Républicain précise que "*la salariée aurait été mise à pied*", mais n'en sait pas davantage sur les mots que cette salariée aurait prononcés. (lepost.fr 20.03)

On n'en sait pas davantage, en attendant la sanction pour Sarkozy : c'est pour ce soir !

Le capitalisme à visage humain. Ils ont inventé la pauvreté "équitable" !

Un rapport de l'ONU rendu public vendredi estime que le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles dans le monde a augmenté de 51 millions lors de ces dix dernières années.

Le rapport, réalisé par ONU-Habitat - agence également connue sous le nom du Programme des Nations-Unies pour les établissements humains (PNUEH)- révèle que 828 millions d'êtres humains vivent dans des taudis ou des bidonvilles en 2010.

Le rapport pointe également le nombre alarmant de "*villes de réfugiés*", créées par les conflits et les guerres.

Ainsi, un quart de la population d'Amman en Jordanie est constitué de réfugiés, principalement des Irakiens et des Palestiniens.

Selon l'agence, ce sont sept millions de réfugiés, personnes déplacés, demandeurs d'asiles qui connaissent la pauvreté, principalement en Afrique.

Un problème préoccupant relevé par ce rapport de 224 pages est la croissance inégalitaire des villes, en particulier dans l'hémisphère sud. (AP 20.03)

Comble du cynisme, Pékin et Shanghai, mais également Caracas, Djakarta, Dakar sont considérés comme les villes les plus "*égalitaires*", même si elles sont considérées comme "*équitablement pauvres*".

Ils nous empoisonnent !

La France utilise quelque 76.000 tonnes de pesticides par an, dont 90% concernent l'agriculture, selon l'Acap. Notre pays est au 1^e rang des utilisateurs européens de ces produits chimiques.

Selon un rapport officiel de l'UE portant sur l'année 2006, 44% des fruits et légumes testés en France contiennent des pesticides, et 6% dépassent les limites légales (Limites Maximales en Résidus, LMR).

Quels effets ont-ils sur l'environnement?

En tant que molécules chimiques, les pesticides ont des effets négatifs sur l'environnement. Ils se dispersent dans l'atmosphère, dans l'eau (en surface comme dans les nappes phréatiques), et se propagent dans le sol, qu'ils peuvent polluer durablement et même stériliser.

Certains de ces produits chimiques se retrouvent également dans notre alimentation, pour finir par se concentrer dans notre organisme. Selon l'étude de 2006, 23 pesticides ont été détectés à des niveaux suffisamment élevés pouvant présenter un risque aigu pour la santé publique. Et cinq des pesticides les plus fréquemment retrouvés dans les aliments vendus dans l'Union européenne sont classés comme cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, ou perturbateurs pour le système hormonal.

Et sur notre santé? Les pesticides auraient également des conséquences sanitaires pour l'homme, selon de multiples études. Ce risque peut se manifester sous la forme d'intoxications aiguës, souvent liées aux accidents d'épandage (100 à 200 cas par an imputés aux pesticides selon la Mutualité sociale agricole (MSA) et le laboratoire GRECAN), mais aussi d'intoxications chroniques (cancers, problèmes de reproduction, maladies neurologiques et neurodégénératives, perturbation du système hormonal).

On peut s'en passer?

Oui, selon le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures) MDRGF, qui soutient la «*semaine sans pesticides*» en France. L'association met en avant une étude de l'Institut national de la Recherche agronomique (Inra) rendue publique en janvier, qui affirme qu'une réduction d'environ 30% du recours aux pesticides serait possible, sans bouleversement majeur des systèmes de production. Dans ce scénario, les marges pour les grandes cultures seraient «*peu ou pas touchées*» et la baisse de la production serait relativement modeste (- 6%). (20minutes.fr 19.03)

L'homme n'a pas encore commencé à faire consciemment sa propre histoire...

Le 22 mars

Rien de plus à ajouter pour le moment à la déclaration que j'ai mise en ligne. Peu d'infos hier. Je signale en passant au camarade du POI qui m'a envoyé des documents que je ne les ai pas encore reçus. N'hésitez pas à m'adresser des documents en provenance de vos partis respectifs, je les mettrai en ligne pour que tous les militants puissent en profiter, dans la mesure où ils présentent un intérêt politique et

permettent d'alimenter la discussion entre les militants.

Pensez aussi si vous le souhaitez ou le pouvez à m'aider à financer le site, pour vous 20, 30 ou 50 euros par an c'est peu, pour moi c'est une somme qui ne me permettra pas de m'enrichir, mais de dépenser un moins pour le site et de consacrer plus d'argent pour des choses aussi élémentaires que la nourriture ou ma santé sur lesquelles je me prive aussi.

Si mon épouse mettait à exécution son projet de faire venir en France deux de ses frères (à nos frais bien sûr) qui prendraient ma place, sans être en mesure de travailler, je risquerais de me retrouver sans aucun recours en Inde en cas de problème ou de maladie et sans qu'elle puisse continuer à m'envoyer une modeste partie de son allocation d'handicapée pour survivre. Cette femme m'a gravement menti à trois reprises pour arriver à ses fins depuis qu'on est ensemble (1990) alors que je lui ai quand même sauvé la mise si ce n'est la vie. Elle réalise ses coups en douce et me met chaque fois devant le fait accompli, je suis tellement occupé par le site que je me rends compte de rien, elle considère que c'est normal, elle se sert des gens puis les jettent quand elle n'en a plus besoin, elle estime ne rien faire de pire que la moyenne des gens, sauf que je ne suis pas la moyenne des gens et que je n'ai jamais agi de la sorte avec elle ni personne jusqu'à présent, à l'inverse je suis éternellement reconnaissant envers les gens qui m'ont aidé un jour ou fidèle en amitié. Qu'elle craigne de demeurer seule en France et de mourir à chaque instant, je veux bien l'admettre, mais elle va trop loin dans son délire et met en péril la suite de mon existence (tout court) en Inde, ce que je ne peux évidemment pas admettre. Je vous passe les détails et les engueulades, je lui ai dit qu'elle me faisait honte pour m'avoir associé à ses multiples mensonges, moi qui ai en horreur le mensonge.

Son dernier mensonge remonte à hier soir par téléphone, un mensonge par omission. Elle avait chargé sa valise et son sac au dessus du poids autorisé de 40 kilos, à l'aéroport de Chennai mardi dernier, ils l'ont obligé à se délester de 5 kilos en trop. C'est mon beau-frère qui me l'a raconté, car je ne l'accompagne jamais à l'aéroport. Quand j'ai de nouveau évoqué son voyage, elle ne m'en a pas parlé, elle s'est contentée de me répondre que tout s'était très bien passé. Me voilà rendu malgré moi à devoir défendre mes intérêts dans ma propre maison contre la personne qui partage ma vie, une situation que j'ai toujours cherché à éviter et qui me répugne, mais bon, c'est une question de survie. Pas facile la vie, même quand on pensait avoir réglé définitivement un certain nombre de problèmes, hein ?

Bon courage et bonne semaine à tous.

Le 23 mars

Pas le temps de causer, je ne sors plus de chez moi qu'un jour sur deux pour faire quelques courses, je gagne ainsi un temps précieux.

Sarkozy plus impopulaire que jamais, autiste au lendemain de sa cinglante défaite.

«C'est un remaniement à minima comme Nicolas Sarkozy l'avait promis, décrypte pour 20minutes.fr Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA. Mais si on reprend les sondages de la semaine dernière qui disaient "on veut un changement fort et une prise en compte de notre vote", on voit que le Président n'a pas entendu le message des Français.»

«Nicolas Sarkozy a fait le minimum syndical», analyse pour 20minutes.fr Stéphane Rozès, président de la société Cap. «Les signaux envoyés par les électeurs portaient plus sur la façon dont Nicolas Sarkozy porte la fonction de président, sa façon de réformer et la cohérence de son action plutôt que sur la composition de son gouvernement.»

Le politologue estime qu'on distingue clairement «l'intention du Président. Il ne renonce pas à l'ouverture pour le moment, bien que Martin Hirsch, qui n'était pas ministre, s'en va. On voit aussi qu'il suit son idée d'un scrutin à caractère régional, en éliminant Xavier Darcos - sévèrement battu en Aquitaine- et en mettant à sa place un homme de confiance», Eric Woerth, d'autant que «Darcos n'est pas un sarkozyste convaincu».

Autre changement au gouvernement, «l'arrivée d'un chiraquien -François Baroin- et un villepiniste -Georges Tron- va permettre d'apaiser les tensions à droite, complète Gaël Sliman. Mais ces modifications, très sensibles, ne seront pas vraiment décodées par les Français.»

Un prochain remaniement à venir

En revanche, «les Français veulent du changement dans le déroulement des réformes mais avec un remaniement, ils voient qu'il y a du changement, explique encore Gaël Sliman. Donc Nicolas Sarkozy a voulu montrer qu'il avait entendu le message des Français sans griller sa cartouche d'un "vrai remaniement"».

Un remaniement en profondeur qui interviendrait avant la prochaine présidentielle. «On sait qu'il devra remanier alors que son équipe est usée jusqu'à la corde. Il a vraisemblablement choisi de le faire après la réforme des retraites pour se présenter en 2012 avec une nouvelle équipe. Mais cette stratégie est dangereuse surtout après les résultats de dimanche.»

En effet, Nicolas Sarkozy n'aurait *«pas pris la mesure de son impopularité et ne se doute pas des difficultés qui l'attendent avec la réforme des retraites, très attendue par les Français. Mais peut être qu'il envisage finalement une réforme incomplète»*, conclut Gaël Sliman. (20minutes.fr 22.03)

Grèce.

La Banque de Grèce a prédit lundi une récession à 2% dans le pays en 2010, des prévisions plus sombres que celles du gouvernement de Georges Papandréou.

Dans son rapport annuel diffusé lundi, la banque centrale grecque estime que la récession devrait être aggravée par les coupes budgétaires décidées par le gouvernement pour réduire le déficit public du pays. Elle dit toutefois approuver ces mesures.

Le gouvernement grec prévoit une contraction de 1,2 à 1,7% du PIB national pour 2010. La Commission européenne table, elle, sur une contraction de 2,25% du PIB. (AP 22.03)

Italie.

La démonstration de force voulue et supervisée par Silvio Berlusconi, samedi 20 mars à Rome, a échoué. La manifestation pour 'la liberté et contre la haine', à laquelle étaient attendus 500 000 partisans du président du conseil une semaine avant les élections régionales des 28 et 29 mars, n'a rassemblé, selon la préfecture de police, que 150 000 personnes. Les dirigeants du Peuple de la liberté (PDL, droite), qui revendiquent 'plus d'un million' de participants, ont dénoncé de 'faux chiffres'.

Les journalistes ont pu constater que la place San Giovanni, où M. Berlusconi a tenu un meeting entouré des candidats du PDL, était loin d'être surpeuplée. M. Berlusconi, qui entendait remobiliser son électorat ébranlé par une série de bévues et de scandales, s'est contenté de dire, dimanche, que la vision de ses partisans lui 'avait réchauffé le coeur'. (Lemonde.fr 22.03)

D'après ce que j'ai lu dans un autre article de presse la place San Giovanni ne pourrait contenir plus de 160.000 manifestants et le 20 mars elle n'était pas pleine.

Etats-Unis.

La rémunération du Pdg de Ford Alan Mulally s'est élevée en 2009 à 17,9 millions de dollars (13,2 millions d'euros), alors que le constructeur a connu une de ses pires années en termes de ventes depuis des décennies.

Le constructeur a dégagé un bénéfice de 2,7 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros) en 2009, mais sa dette s'élève s'est élevée à 34,3 milliards de dollars (25,3 milliards d'euros) sur l'année. (AP 22.03)

Pendant que les banques octroient des prêts à Ford à coup de milliards de dollars et acceptent que cette entreprise cumule une dette abyssale, une grande partie des bénéfices réalisés atterrissent dans les poches des dirigeants et des actionnaires de Ford ou servent à payer des intérêts bancaires, ainsi va le capitalisme. D'un côté il fonctionne à crédit, avec des crédits qu'il s'accorde à lui-même et dont il fait supporter le coût aux travailleurs (d'autres pays également), d'un autre, il permet à l'aristocratie financière de se remplir tranquillement les poches.

Un système que l'on pourrait qualifier de brigandage à l'échelle internationale, car les travailleurs et les peuples qui en sont les principale victime sont placés devant le fait accompli et ne peuvent exercer aucun contrôle sur cette pratique qui relève de l'extorsion de fonds ou de pillage en règle des richesses produites.

Le capitalisme ne survit que grâce au crédit qu'il s'accorde généreusement sur les générations futures en prévision de profits à venir comme si ceux-ci devaient s'avérer inépuisables, jusqu'au jour où il faudra bien solder la note toujours plus phénoménale, puisque la source de profits n'est pas intarissable et les profits très inégalement répartis, ce qui se traduira par une nouvelle crise encore plus incontrôlable que les précédentes.

Le 24 mars

Gaucheritude.

A entendre les uns et les autres à gôche, au lendemain de sa cuisante défaite Sarkozy se devait de faire un geste en direction de ce bon peuple de France qu'ils adorent tous, Aubry a même été jusqu'à l'exiger. La réponse du berger à la bergère ne s'est pas fait attendre :

- nouvelle réduction des impôts sur les bénéficiaires en perspective pour les petites et moyennes entreprises annoncée par la ministre de l'Economie,

- retrait de la taxe carbone annoncée par Fillon au grand soulagement du Medef et de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises),

- Fillon, Copé, Bertrand et Woerth martelant que le gouvernement gardait le cap et allait continuer son oeuvre de démolition sociale comme si de rien n'était.

Comme il fallait s'y attendre en pareille circonstance, Sarkozy n'a pas fait un pas à gauche... mais à droite, il resserre les rangs, il se braque, il se radicalise, il se prépare à frapper, il va continuer ou amplifier son offensive contre le prolétariat parce qu'il sait que ce n'est pas les résultats d'une élection régionale qui fera évoluer d'un coup de baguette magique la conscience de classe du prolétariat que la gôche se charge utilement à ses côtés de diluer pour lui interdire toute issue politique.

Ces élections n'auront aucune conséquence sur le mouvement ouvrier toujours profondément divisé et incapable de trouver sa voie au-delà du capitalisme et totalement embourbé dans le réformisme, j'ai failli commettre une erreur et écrire embourgeoisé au lieu d'embourbé, cela revient au même quelque part.

De nombreux commentateurs se sont attardés dimanche soir et les jours suivants sur la modestie avec laquelle le PS avait accueilli le résultat du second tour des régionales dimanche soir. Essayons de comprendre pourquoi.

Au-delà du fait qu'il reste encore deux ans avant l'élection présidentielle, ils savent qu'ils doivent continuer à gérer (dans les régions) les conséquences économiques et sociales de la crise pour le compte du capitalisme et que cela ne va pas s'avérer simple, surtout face à une abstention massive qui symbolise le rejet de tous les partis institutionnels.

D'autre part, pour que cette "victoire" en annonce d'autres, faudrait-il encore que le PS et ses alliés soient en mesure de proposer une véritable alternative au programme réactionnaire de Sarkozy, or chacun sait qu'ils en sont incapables et qu'ils ne le seront pas davantage en 2012 qu'en 2007, et qu'il leur sera impossible de refaire le coup de 81 compte tenu du développement de la crise actuelle, le FMI dont un de leurs principaux dirigeants est à la direction (Strauss- Kahn), vient d'appeler tous les gouvernements à régler la question des déficits publics dans les meilleurs délais, ce qui ne peut se traduire que par des coupes sombres dans les droits sociaux des travailleurs, ce qui va à l'encontre de tout progrès social dont le PS ne pourra pas se revendiquer pendant la campagne électorale à venir.

De plus le résultat du second tour des régionales tombait deux jours avant la journée de mobilisation appelée par les syndicats, au lieu de se féliciter des résultats de ces élections et de placer cette journée du 23 dans sa continuité, les dirigeants du PS ont préféré s'abstenir de faire le lien entre les deux événements, histoire sans doute de ne pas compliquer la vie à Sarkozy. Notez que pour faire bonne figure, le PS a participé aux manifestations d'hier qui étaient placées sous le signe d'un consensus avec Sarkozy sur la nécessité de "réformer" les retraites, ceci explique cela.

Le PS n'est pas vraiment pressé de gouverner dans de telles circonstances, il préférerait que Sarkozy ait déblayé le terrain en appliquant jusqu'au bout son programme, sachant que de son côté le PS ne reviendra pas sur les lois scélérates que Sarkozy aura fait adopter par l'Assemblée nationale ou de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Le PS est plus à l'aise en gestionnaire après coup de la crise qu'en artisan des mesures pour y faire face du point de vue des intérêts des capitalistes, sa principale fonction n'est pas de faire avaler des couleuvres au prolétariat mais de l'aider à les digérer, il se partage les tâches avec le parti de l'ordre.

Pour rappel, le PS n'a pas une double nature comme on nous l'a expliqué à tort. Sa nature sociale relève de la définition de l'Etat qu'il défend ou prône, l'Etat capitaliste ou bourgeois. Il a en revanche une double fonction, au côté de l'UMP ou du prolétariat selon les circonstances, ces fonctions étant subordonnées à sa nature sociale, donc dépendant en dernier ressort de la survie du capitalisme et de ses institutions politiques. Ainsi, nous sommes parvenus à préciser la place et le rôle que remplit le PS dans la société.

La tactique étant subordonnée à la stratégie, quelles que soient les prises de position du PS, elles ont pour seul objectif de subordonner les masses au régime ou de protéger celui-ci, dès lors dans l'hypothèse d'un front unique ponctuel et bien circonscrit avec ce parti, il ne pourrait concevoir qu'à partir du moment où l'on déploierait l'intégralité de notre programme, dans le cas contraire on ferait acte de soumission envers ce parti et on favoriserait sa main mise sur la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie ou les illusions qu'ils pourraient entretenir dans ce parti. Parler d'unité et s'interdire parallèlement de développer toute sa politique ou de proposer une issue politique aux travailleurs, alors que rien ne nous en empêche puisque tous les partis sont opposés à l'unité, revient à capituler en rase campagne devant le PS, donc devant le régime.

Du côté du parti de l'ordre.

Fillon : "*Nous allons amplifier nos efforts pour relever ces défis, nous allons amplifier nos efforts pour protéger les Français*" (Reuters 23.03). La question pour nous n'est pas d'être mieux "protégés", on ne veut plus avoir peur, vivre avec l'angoisse au ventre du lendemain, et pour cela il faut éradiquer le mal à sa source : le capitalisme et les institutions de la Ve République.

"Le vote de dimanche n'a rien changé aux défis que doit relever la France", a dit François Fillon lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Il pousse ainsi la population à se dire que puisque le vote, la grève ou la manifestation ne suffise pas à faire reculer le gouvernement, il ne nous reste plus qu'à nous organiser dans la perspective de le renverser.

Voyons maintenant ce que les différents partis proposent pour résister au rouleau compresseur destructeur de nos droits du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner dans la perspective de l'abattre.

- Laissons de côté le PS pour lequel la lutte des classes se résume à attendre 2012, d'ailleurs nous n'attendons rien de ce parti et nous ne lui demandons rien.

- Pour le PG, dans un article du 21 mars : "*Il faut poursuivre dans cette voie afin de constituer au plus vite une alternative politique majoritaire à gauche. Pour ce faire, le Front de Gauche doit asseoir sa crédibilité dans les mobilisations et les urnes, en prenant d'une part toute sa place dans la bataille contre la réforme des retraites qui débute le 23 mars, en présentant d'autre part des candidatures communes dans les prochaines élections (cantonales, présidentielle et législatives), autour de plates-formes partagées proposant une autre voie pour la France.*"

La perspective du PG et du Front de gauche, c'est de dresser un obstacle à la mobilisation révolutionnaire des masses en constituant un nouveau gouvernement de front populaire qui gèrera la société pour le compte des capitalistes. D'un côté, les revendications alimentaires, de l'autre la "*révolution par les urnes*" qui ne changera pas davantage la vie quotidienne des travailleurs qu'en Bolivie par exemple.

Le PG découvre que "*Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont désormais plus aucune légitimité*", à croire qu'ils en avaient une depuis 2007 ! Et d'annoncer que le comportement du gouvernement débouchera sur "*une crise politique majeure*" qui finira bien par éclater un jour où l'autre, quelle perspicacité ! Au fait, la bataille pour la défense de nos retraites, elle n'a pas commencé le 23 mars 2010 !

Mélenchon et ses colistiers du FG ont été pour ainsi dire censurés des plateaux télé lors de la campagne électorale et il s'en est ému. Mais c'est cela le régime bonapartiste de la Ve République contre lequel vous refusez de combattre monsieur Mélenchon. Il a oublié que les chaînes de télévision publiques sont sous la coupe de l'Elysée et que les autres sont directement entre les mains des capitalistes. On vous a quand même vu en duplex sur France 2 dimanche soir, si vous engagiez ce combat vous disparaîtriez totalement des écrans et on n'entendrait plus parler de votre parti qui jusque là a su profiter des faveurs des médias, dites-moi si je me trompe. Vous êtes assis le cul entre deux chaises monsieur Mélenchon et vous avez accepté de vous déculotter en appelant à voter pour le PS au second tour, cette position que l'on ne vous envie pas est très inconfortable et ne peut que vous valoir des coups des deux camps en présence dans l'avenir.

Le 16 mars, dans la *Déclaration commune du Parti socialiste et du Front de gauche*, on pouvait lire que "*les Français*" - sans doute toutes classes sociales confondues, "*ont exprimé leur volonté d'une autre politique*", parce que pour le PG le PS pourrait faire une autre politique que celle de Sarkozy, tout comme Zapatero en Espagne sans doute ou Mitterrand qui autrefois continua la politique de Giscard.

La manipulation ne s'est pas arrêté là : "*le score de la gauche et la victoire dans toute la France sont le meilleur rempart contre le tour de vis social prévu au lendemain du scrutin*", alors qu'en réalité les régions sont des relais de la politique décidée par le gouvernement ou encore par l'Union européenne et ne protégera pas plus les travailleurs de la politique antisociale de Sarkozy que l'Union européenne ne les a protégés de la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes.

Le PG a en commun avec le PS et ses alliés mais aussi avec l'UMP qu'ils prennent tous les travailleurs pour des demeurés, soyons sûr que ces derniers leur feront payer le prix de leur mépris le moment venu, car lorsque la plèbe se déchaîne, loin de manquer de mémoire, elle ne fait pas de quartiers et elle se moque des distinctions oratoires entre droite et gauche.

Mélenchon a cru naïvement au soir du premier tour, que parce que le Modem avait été balayé et ne pouvait plus prétendre à une alliance avec le PS, le PG et le Front de gauche occuperait la place ainsi laissée vacante et pourrait prétendre à davantage de considération de la part de ses alliés de circonstances et obtenir un traitement équivalent de la part des médias.

Il est le dindon de la farce de la "*gauche solidaire*"... avec le capitalisme ! Il n'a pas compris pourquoi au soir du deuxième tour les plateaux télé de France 2 et France 3 étaient réservés exclusivement à l'UMP et au PS, réfléchissez un instant monsieur Mélenchon, il s'agissait de célébrer les vertus anesthésiantes des institutions de la Ve République, aucune note discordante même modérée ne devait troubler ces débats qui n'en étaient pas d'ailleurs, les uns et les autres ramant tous dans le même sens, les dirigeants de ces chaînes publiques ont estimé après vous avoir aidé à sortir de l'ombre, que votre place était mieux au placard ce soir-là. Allez monsieur Mélenchon, dépêchez-vous de rejoindre les salons du Sénat ou du Parlement européen, vous allez prendre froid.

Au fait, pour les camarades qui n'ont pas la patience ou le temps de lire les articles du PG, j'en ai téléchargé quelques-uns qui valent vraiment le détour.

Un article du 24 février intitulé *L'économie sociale et solidaire dessine les contours d'un autre monde*, fournissait des détails intéressants sur leur conception du socialisme, qui autant le dire tout de suite nous ramène à l'époque qui a précédé Marx et Engels où se cotoyaient différentes formes élémentaires de socialisme auxquelles la Commune de Paris portera un coup mortel. C'est en tout cas le constat que

dressa notamment Engels, mais c'était sans compter que le capitalisme survivrait bien au-delà de ce qu'avaient pu entrevoir à l'époque les fondateurs du socialisme scientifique, en période de réaction sur toute la ligne, comme l'on dit les vieilles lunes ressortent des tiroirs et le PG en est un des chefs d'orchestre à défaut d'adhérer au marxisme.

D'emblée il annonce la couleur, leur programme se place sous l'égide "*du commerce équitable et de l'écologie*" (ESS), autrement dit l'exploitation capitaliste serait tolérable du moment qu'elle serait "*équitable*", acceptée et orchestrée par les exploités eux-mêmes, sans remettre en cause les fondements du capitalisme qu'incarne notamment la suprématie des banques sur l'ensemble de l'économie. La vieille lune de l'autogestion transpire tout au long de cet article qui pas une fois ne cite l'Etat et les institutions.

Il s'agirait de créer des emplois "*« non délocalisables » dans des filières de production écologiques*", comme le préconise... Obama aux Etats-Unis, une forme de protectionniste comme une autre.

Il s'agit également de "*développer ici et maintenant des démarches concrètes, qui dessinent les contours d'un autre monde, plus juste et respectueux de l'avenir de la planète et de l'Humanité*", sans remettre en cause le capitalisme, il faut le préciser. Pour le PG il s'agit de réorienter le capitalisme à bout de souffle vers un capitalisme à visage humain, reprenant les balivernes des altermondialistes, un capitaliste plus vert pour reprendre celles des écologistes.

Le PG et le Front de gauche sont véritablement la poubelle du mouvement ouvrier qui passe son temps à recycler et théoriser les idées les plus réactionnaires qui ont été introduites par des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier au cours des dernières décennies, ne vous marrez pas, pour le compte du socialisme !

"Au plan régional, les acteurs de l'ESS peuvent ainsi donner les moyens aux citoyens de reprendre la main en créant des entreprises d'insertion et des coopératives, en développant les circuits alimentaires courts et en soutenant la création de filières économiques écologiques. Afin de faire évoluer radicalement nos modes de production et de consommation, en passant de la résistance à la révolution conservatrice à la création pour un mieux vivre ensemble", le tout dans un monde toujours dominé par le capitalisme.

La ministre de l'Economie ne manque pas une occasion de saluer les nouveaux chefs d'entreprise, dont les auto-entrepreneurs, car ils servent à entretenir l'illusion que tout le monde pourrait un jour devenir capitaliste et que le capitalisme aurait définitivement triomphé du socialisme, que le seul avenir serait de devenir capitaliste à son tour. Que propose d'autre ici le PG ? Rien à part une forme d'exploitation partagée, le mot est à la mode, plus propre, plus acceptable, une illusion ou une utopie qui a déjà rejoint depuis plus de deux siècles le musée de l'histoire du pré-socialisme.

Cette utopie se décline à différents niveaux sans tenir compte du contexte qu'il devrait affronter : "*Nous mettrons donc en œuvre des politiques publiques d'appui à la reprise d'entreprises sous formes coopérative et associative*", nous voilà revenu à l'époque d'Owen ou Fourier, l'Etat s'endettant à la satisfaction des banquiers et la population paiera la note, comme toujours, dont ceux qui travaillent dans ces coopératives. Le PG a troqué la formule *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, par celle de l'exploitation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, sans créer pour autant une nouvelle classe sociale, à l'esclavage salarial forcé par les capitalistes devrait succéder l'esclavage salarial adopté par les travailleurs eux-mêmes. Passons sur ce panégyrique en faveur du capitalisme d'Etat, à défaut de socialisme.

J'ai gardé la meilleure pour la fin, vous allez vous marrer.

"Nous sommes favorables à la création d'une monnaie solidaire complémentaire, (...) afin de redonner sa fonction première d'échange et de partage des richesses à la monnaie, à l'inverse de toute démarche spéculative."

Là il s'agirait peut-être de revenir à l'époque pré-capitaliste, au Moyen-Age ou à l'Antiquité, qui sait ? Cela ne réglerait pas le problème de la propriété des moyens de production qui détermine ceux qui possèdent les richesses et ceux qui n'en possèdent pas, les richesses n'appartenant pas à ceux qui les créent mais à ceux qui détiennent les moyens de les produire, or sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ce sera toujours les mêmes qui détiendront les richesses, sauf bien sûr si l'on prétend qu'en régime capitaliste il serait possible de produire des richesses sans produire de plus-value ou que les producteurs n'en seraient pas spoliés. Le PG nous présente là une société presque idyllique sans nous dire comment il compte s'y prendre pour régler la question du capitalisme et des institutions. Pas très sérieux.

J'allais oublié de vous dire le plus important, c'est le programme que le PG aurait mis immédiatement en œuvre s'il avait remporté les élections régionales, je ne plaisante pas, voici la dernière phrase de cet article qui le confirme : "*Nous sommes déterminés à mettre en œuvre un programme ambitieux au service du bien commun, grâce au développement de l'économie sociale et solidaire dans notre région*". Avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner aux commandes ? Sous les bons auspices de la Ve République ? Pourquoi pas, on nage là en plein délire, en plein aventurisme, c'est peut-être avec l'opportunisme ce qui caractérise le mieux le PG et le FG.

- Pour le POI, il s'agit de combattre et de s'organiser pour que se réalise "*l'unité sur les revendications*" et briser le "*consensus*" UMP-PS sans aucune perspective politique. C'est mieux que rien, comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises en proposant notamment aux camarades de s'associer au combat des militants du POI.

- Le NPA a écrit dans un communiqué daté du 21 mars : la défaite de Sarkozy "C'est surtout un encouragement à un troisième tour social, à des mobilisations fortes, déterminées et unitaires pour faire reculer le pouvoir, lui infliger une défaite sociale en particulier, sur le terrain des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat. C'est en ce sens qu'agira le NPA dans les prochaines semaines.". Bouger pour bouger, lutter pour lutter, dites-nous à quoi cela sert au juste ? L'issue de la crise du capitalisme est politique, dites-moi si je me trompe, alors commencez par faire un peu de politique pour élever le niveau de conscience des masses, ce sera plus utile que toutes vos gesticulations, munissez-vous d'un drapeau au lieu de gueuler dans un mégaphone !

Bref, comme au POI, on ne sort pas des revendications alimentaires et on cherchera en vain la trace d'une perspective politique. Notre objectif n'est pas d'infliger une défaite sociale à Sarkozy qui ne serait pas suivi d'effets, mais de préparer les conditions de son renversement, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Souvenez-vous ce que disait Marx je crois, on n'est pas des mendiants, un ouvrier n'est en rien inférieur à un bourgeois, nos besoins valent largement ceux de la classe dominante, on ne voit pas pourquoi on devrait viser et se satisfaire de miettes, nous voulons tout leur prendre. Le dire, c'est bien, se disposer dans cette perspective, c'est mieux.

Quelques infos en bref.

Un régime qui engendre précarité, chômage, exclusion, misère et finalement la mort.

Au 11 mars, au moins soixante-quatorze personnes sans domicile fixe (SDF), dont quatre enfants, sont mortes en France depuis le début de l'année. Cette liste non exhaustive a été annoncée, hier, par le collectif des Morts de la rue. (20minutes.fr 23.03)

Quand je prends connaissance de ce genre d'infos, cela arrive malheureusement pratiquement tous les jours, je me dis qu'on devrait l'exploiter pour aboutir à la conclusion qu'on ne peut pas vivre plus longtemps dans une société pareille. Si on ajoute les près de 900 millions qui vivent dans des bidonvilles de par le monde, le milliard qui vit en état de sous-alimentation, qui n'a pas accès à l'eau potable, aux centaines de millions d'enfants qui travaillent, etc. on a là le portrait d'une société et d'un monde intolérable, insupportable un jour de plus.

Relayer ces données en trouvant la bonne formule pour s'adresser aux travailleurs et jeunes, devrait les forcer à se questionner, les pousser à réagir et à s'organiser, sans les accabler évidemment puisqu'ils n'en sont pas responsables, cependant c'est un cas de conscience que chacun devrait se poser à son niveau : qu'est-ce que je pourrais faire pour que cette situation cesse le plus tôt possible ? J'ai la conviction que l'on ne combat pas efficacement l'individualisme ou l'indifférence avec des slogans politiques ou de grands discours, mais en plaçant chacun face à ses propres responsabilités.

Si les masses font leur propre malheur en se confinant dans l'ignorance, ce n'est pas une raison pour ne pas combattre cette ignorance sur le terrain où elle se présente, et pour ainsi dire laisser le champs libre à ceux qui les confortent dans leur comportement inconscient. Le combat pour le socialisme, il faut absolument le mener sur tous les fronts sans exception.

Prenons un exemple. Si je rencontre quelqu'un qui se plaint de sa situation, par exemple un retraité, je lui demande ce qu'il a fait pour défendre le droit à la retraite dont il bénéficie aujourd'hui, il me répond rien, je lui fais alors remarquer qu'il profite d'un droit pour lequel d'autres ce sont battus mais pas lui, et qu'à persister dans la même attitude il ne peut s'attendre raisonnablement qu'à voir ses conditions d'existence régresser sans cesse, il ferait donc bien d'en tirer la leçon qu'il serait peut-être temps qu'il pense à s'occuper personnellement de ses affaires et de son avenir, une préoccupation légitime à laquelle il aurait dû songer depuis longtemps au lieu d'en laisser le soin à d'autres qui lui mentent ou le trompent en permanence, une responsabilité qui lui appartient et à laquelle il doit faire face sous peine d'avoir passé toute sa vie à subir sans finalement n'avoir jamais rien décidé par lui-même...

Voilà le genre de propos en l'étoffant qui pourrait faire l'objet d'une lettre aux travailleurs ou d'un tract, des mots et des phrases simples qui disent les choses telles qu'elles sont et vont droits au but, sans brutalité inutile ni artifices, sans contenu politique précis en dehors de prendre en main son destin et de s'organiser. On pourrait trouver cela aussi dans le journal du parti. Pourquoi aucun parti n'y pense ? Savent-ils vraiment ce qui se passe dans la tête d'un ouvrier ? Je n'en ai pas vraiment l'impression. Voilà aussi un bon moyen de combattre l'ouvriérisme ou le misérabilisme qui a pour effet d'encourager l'ouvrier à demeurer dans son ignorance.

En tant qu'ouvrier et fils de menuisier en bâtiment, je n'ai jamais oublié le jour où j'ai commencé à percer le voile de l'ignorance qui obscurcissait mon horizon ni comment, je devais avoir 19 ans, j'étais plutôt attardé pour mon âge, arriéré conviendrait mieux. Il m'a fallu un choc, une expérience terrible, être humilié comme je ne l'avais jamais été auparavant pour me demander : mais bordel, qu'est-ce que j'ai fait de ma vie jusqu'à présent pour être atteint par une telle crasse ignorance ? Cette question me taraudera jours et nuits pendant des années, j'en ferai des cauchemars, je venais de subir la honte de ma vie, j'avais été en présence de jeunes à peine plus âgés que moi qui avaient prononcé des mots que je ne comprenais pas, en fait j'avais été incapable de suivre leurs idées, c'était à se demander si l'on parlait la même langue, j'avais dû rester complètement muet pendant tout un après-midi, gêné au possible, au point de prendre la résolution de n'ouvrir la bouche que lorsque j'arriverai à parler comme les frères de mes copains, et je m'y suis tenu. Je me souviens avoir longuement pleuré en rentrant chez mes parents. Déjà que mes potes me moquaient parce que j'étais fils d'ouvrier, mal attifé et sans un rond, il ne manquait plus qu'ils se moquent de moi parce que j'étais très con ! Personne ne m'avait fait la moindre réflexion, personne ne s'était moqué de moi, mais je venais de découvrir l'étendu de mon ignorance ce qui me terrorisa littéralement. L'ayant découverte, elle me hantait, je me disais que je ne devais pas être le seul à m'en être rendu compte, c'était épouvantable à vivre comme expérience. A ma demande, Christian, le frère d'un de

mes potes, m'a prêté un manuel scolaire de philosophie et depuis je n'ai jamais cessé d'étudier ou de réfléchir pour progresser en me disant que j'aurais au moins l'avantage de mourir moins con après avoir vécu moins con aussi. Je ne me suis jamais fait la moindre concession, j'étais voué à connaître le même destin que mes parents ou ma famille en général, si j'y ai échappé, je le dois uniquement à cette expérience et à ma volonté de sortir de l'obscurantisme auquel me vouait la société.

Quand au déblocage psychologique, il est simple à expliquer, pratiquement au même moment mes potes se sont mis à fumer de l'herbe, je les ai imités évidemment, du coup j'ai pu entrevoir des horizons que je n'aurais pas pu imaginer par moi-même étant donné mon arriération, il ne me restait plus ensuite qu'à reporter cette nouvelle expérience au niveau des études que je venais d'entamer pour profiter pleinement des connaissances que l'on venait de mettre à ma portée. Si fumer m'a effectivement aidé à me développer intellectuellement sans pour autant agir négativement sur ma volonté, ce ne fut pas le cas de mes potes, donc cet exemple n'est pas forcément à suivre.

J'étais fils d'ouvrier, mes potes étaient pour la plupart fils ou filles de petits-bourgeois, donc ce n'est pas un hasard si mes potes ont suivi le chemin inverse du mien une fois leurs études terminées ou abandonnées ou la plupart sont déjà morts ou encore sont plongés dans les tourments de l'ignorance.

Grande-Bretagne. Tous pourris !

A quelques semaines des législatives, nouveau scandale au Royaume-Uni. Le parti travailliste, actuellement au pouvoir, a décidé lundi soir de suspendre quatre de ses membres, dont trois anciens ministres, accusés d'avoir monnayé leurs services de lobbying.

L'affaire a éclaté après qu'un journaliste a filmé à leur insu des rencontres avec plusieurs parlementaires du Labour, apparemment prêts à utiliser leurs relations avec le gouvernement britannique pour influencer sur certaines mesures, en échange d'une rétribution.

Dans un enregistrement en caméra cachée, Stephen Byers affirmait ainsi avoir déjà conclu des accords secrets qu'il se déclarait prêt «à vendre», énonçant des tarifs allant jusqu'à 5.000 livres par jour (5.500 euros) pour ses services.

Les images, dont des extraits ont été diffusés dimanche, ont été tournées pendant une enquête commune au *Sunday Times* et à la chaîne de télévision Channel 4. (20minutes.fr 23.03)

Allemagne. Histoire de vases communicants.

Les partis de la coalition au pouvoir en Allemagne se sont entendus sur le principe d'une taxe bancaire a-t-on appris, elle devrait rapporter quelques milliards d'euros à l'Etat (neuf milliards d'euros par an selon une projection du du ministère des Finances) ou plutôt les banquiers et assureurs devraient ainsi reverser une partie des bénéfices qu'ils tirent du brigandage qu'ils exercent sur la population et de la spéculation qui n'a jamais cessé du fait des milliards d'euros qu'ils ont perçus sur le dos des contribuables.

Par exemple, selon les calculs de Konrad Becker, analyste du cabinet Merck Finck, la Deutsche Bank devrait payer 2,2 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un tiers de son bénéfice imposable attendu cette année.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a précisé à la radio SWR, qu'il était important que la taxe n'affecte pas la performance des banques, les banquiers sont ainsi soulagés.

Par ailleurs l'Etat étant actionnaire de plusieurs grandes banques et compagnies d'assurance, c'est comme s'il se versait à lui-même une partie du bénéfice qui lui revenait de toutes manières. Cette taxe pourrait alimenter un fonds qui financerait le coût des plans de sauvetage et des restructurations des banques lors d'éventuelles crises à venir, nous dit-on, ce qui semble irréaliste au regard des sommes colossales qu'il faudrait pour faire face à un effondrement total du système, hypothèse qu'ils n'osent évidemment pas envisager alors que la crise actuelle n'est pas terminée.

Le président du directoire de la Deutsche Bank a soutenu l'idée d'un fonds de stabilisation, chargé de restructurer les banques et de recevoir leurs actifs douteux, autant dire qu'il se place à court terme dans la perspective de la poursuite de la crise actuelle, au pire dans un délai indéterminé, dans celle d'une nouvelle crise qui sera encore plus dévastatrice que celle de 2007.

Ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'ils disent clairement que rien n'a changé dans les pratiques de l'aristocratie financière et qu'il faut s'attendre, soit à de nouveaux rebondissements de la crise actuelle, soit à une nouvelle crise, que l'un ou l'autre de ces scénarios (ou scénarii) est inévitable, ainsi va le capitalisme.

(source : Reuters 22.03)

Pas le temps de causer bien que j'ai commencé à bosser à 7h ce matin et que j'ai commencé à télécharger des articles de presse dès hier soir.

J'ai la trame en tête d'un article consacré à Sarkozy qui va de son élection au 20 mars 2010. Je vais essayer de trouver le temps de l'écrire, mon idée est de démontrer que son élection n'a pas signifié exactement un changement de régime, mais qu'elle a constitué un coup d'Etat à froid, que l'on est passé d'une Ve République reconnaissant la lutte des classes à une Ve République la niant au profit exclusivement de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme, ce qui explique en partie que Sarkozy ne cède rien au prolétariat, sauf contraint et forcé ou par calcul, soulageant momentanément certains secteurs d'activité, mais cela demeure l'exception (étudiant en médecine, médecin, coiffeurs).

Je ne sais pas si tout le monde a bien pris la mesure de ce qu'avait signifié l'élection comme président d'un avocat d'affaires, du premier flic de France, si on a bien compris que c'était l'aspect bonapartiste de la Ve République était sorti renforcé de cette élection, aspect bonapartiste qui est la négation de la reconnaissance de la lutte des classes.

La balade au Fouquets au lendemain de son élection fut bien davantage que le témoignage de sa gratitude envers ses mentors, elle indiquait quelle orientation il allait donner à sa politique : tout pour ses amis banquiers et industriels, rien pour le prolétariat !

Voilà en guise d'introduction. Je développerai en mettant en évidence que l'on est passé d'une démocratie restreinte à une démocratie étouffée, je n'ai pas encore trouvé le terme le mieux approprié pour qualifier le régime actuel, entre népotisme et dictature rampante.

Vous pourriez faire l'effort de m'adresser vos réflexions politiques cela m'aiderait à avancer plus vite et peut-être à être plus précis, n'oubliez pas que je vis à 10.000 kms de la France et que je n'ai pas mis les pieds dans ce pays depuis bientôt 8 ans. C'est sympathique de votre part de reconnaître que je parviens néanmoins à coller à l'actualité, pas toujours ou pas suffisamment parfois, que mes analyses sont souvent plus précises ou perspicaces que celles que vous servent les différents partis, si vous voulez que je continue ce travail et que je l'améliore encore, j'ai besoin de vos lumières, voilà.

Je n'ai plus le temps de commenter le discours de Sarkozy, j'ai déjà dit l'essentiel avant qu'il ne s'exprime puisque je connaissais à l'avance son contenu, un secret de polichinelle qu'on feint d'ignorer les bureaucrates syndicaux et les dirigeants du PS et ses alliés électoraux. Idem pour la journée du 23 mars déjà passée au compte des pertes et profits !

Bonne journée à tous.

Voilà qui va rassurer Sarkozy !

Selon un sondage BVA, 59% des personnes interrogées souhaitent la victoire de la gauche à la présidentielle de 2012. (Reuters 24.03)

Vous pouvez interpréter le titre dans le sens que vous voulez sans prendre le risque de commettre une erreur. 59% des personnes susceptibles d'aller voter, dans ce genre de sondages l'abstention passe à la trappe.

Chômage.

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A en France métropolitaine a augmenté de 0,1% en février, soit 3.300 personnes de plus, selon les chiffres diffusés mercredi soir par Bercy. On note une forte hausse du chômage de longue durée, c'est-à-dire plus d'un an.

En comptant les catégories B et C, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite, la hausse en février est de 0,2% soit 7.800 chômeurs de plus. En tenant compte des ces deux catégories, le nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine s'établissait fin février à 3.872.900, et en France en comptant les DOM à 4.112.100, selon les chiffres dévoilés par Bercy.

Et si la hausse reste relativement limitée concernant les catégories A, B et C, les catégories D et E, qui recensent les demandeurs d'emploi en formation, congés de reclassement, maladie, ou encore contrats aidés pour la dernière catégorie, augmentent respectivement de 3,1% chacune sur un mois, et de 31,2% et 32,4% sur un an.

Les statistiques diffusées par Bercy font par ailleurs apparaître une forte hausse du chômage de longue durée. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an grimpe ainsi de 2,4% en février, et de 30,4% sur un an.

La hausse atteint même 2,7% sur un mois et 41% sur un an pour les chômeurs dont la durée d'inscription à Pôle emploi est comprise entre un et deux ans. (AP 24.03)

En janvier, La Talonnette avait prédit : «*Les Français verront reculer le chômage dans les semaines et les mois qui viennent*». (20minutes.fr 24.03) C'est raté ! Mais au fait, qui écoute encore ce que dit Sarkozy ?

Pour Christine Lagarde, mercredi matin sur RMC/BFM, c'est «*une moins mauvaise nouvelle*», une «*très légère hausse*» (Reuters 24.03), il est vrai que pire est toujours possible et qu'en partant de ce principe on trouvera toujours un ou une représentante de la classe dominante pour exprimer son auto-satisfaction, le cynisme en prime.

Implicitement, «*une moins mauvaise nouvelle*» se transformera rapidement en bonne nouvelle, et une «*très légère hausse*» est tellement insignifiante qu'il devient indécent de parler de hausse du chômage, ce serait en quelque sorte une exagération, une contrevérité, un odieux mensonge quoi, message que les médias aux ordres s'empresseront de diffuser.

Retraites. Vous êtes trop bon monseigneur !

Les pensions de retraite seront revalorisées de 0,9% à compter du 1er avril, annonce le ministre du Travail.

Les retraites complémentaires Arrco, qui concernent les salariés du privé, et Agirc, pour les cadres, devraient augmenter pour leur part de 0,72%, selon des informations parues dans la presse.

Le minimum vieillesse, réservé aux 400.000 retraités disposant de faibles ressources, passera, lui, de 677,13 euros à 708,96 euros, soit une hausse de 4,7%. (Reuters 24.03)

La hausse du tarif des mutuelles plus celles des prix annulent totalement cette revalorisation des retraites.

Un poisson d'avril de mauvais goût ?

Le prix du gaz pour les particuliers devrait augmenter de 9,5% à compter du 1er avril, indique Le Figaro. (Reuters 23.03)

La charité publique pour palier les carences de l'Etat ou le retour au Moyen-Age.

Les "Restos du Coeur" ont aidé 840.000 personnes depuis le 30 novembre dernier, une augmentation de 5% par rapport à l'hiver précédent, annonce l'association.

"*C'est le signe évident que la crise s'installe, et l'association doit faire face à des situations de plus en plus précaires et alarmantes*", écrit l'association créée il y a 25 ans par Coluche.

Le nombre de repas distribués devrait dépasser 100 millions, selon ses estimations.

Jusqu'à l'hiver prochain, les associations départementales des "Restos du Coeur" continueront à aider les 15% de personnes les plus vulnérables accueillies cette saison. (Reuters 23.03)

Faites sauter la banque, suite.

Le groupe Crédit mutuel fait état d'un bénéfice net multiplié par quatre en 2009, à 1,8 milliard d'euros.

La banque mutualiste française, maison mère du Crédit industriel et commercial, a vu l'an dernier son produit net bancaire grimper de 61% à 13.573 millions d'euros grâce à l'acquisition du réseau de banque de détail de l'américain Citigroup en Allemagne, rebaptisé Targo Bank, et à la prise de contrôle du spécialiste du crédit à la consommation Cofidis.

A périmètre constant, le groupe bancaire précise que ses revenus ont crû de 37,5%.

A l'instar des autres banques, le Crédit mutuel a enregistré dans ses comptes des provisions pour risque de pertes sur le crédit aux entreprises et aux ménages en forte hausse à 2,37 milliards d'euros contre 1,40 milliard un an plus tôt.

Tiens donc, les risques de pertes auraient doublé sur un an, mais alors, le pire - pour eux évidemment, reste à venir, quel soulagement !

Pour rappel, BNP Paribas a fait état d'un bénéfice net de 5,83 milliards d'euros en 2009, celui du groupe Crédit agricole à 2,75 milliards d'euros, celui de la Société générale est ressorti à 678 millions, la banque mutualiste BPCE, qui contrôle près de 71% de Natixis, a dégagé un bénéfice de 537 millions.

"*Nos prévisions à court terme (...) ne sont pas trop mauvaises mais cela ne nous rassure pas sur ce qui peut se passer dans les mois qui viennent*", a souligné Etienne Pfmilin, le président du Crédit mutuel . "*La crise ne sera finie que lorsque le chômage commencera à baisser*", a-t-il ajouté.

A court terme ils sont rassurés, normal ils continuent de s'en mettre plein les poches, mais après ? Après moi le déluge !

Prié de réagir aux travaux du comité de Bâle sur les nouvelles normes bancaires, Etienne Pfimlin a estimé qu'en l'état, les propositions de nouvelle réglementation pénaliseraient fortement l'activité de crédit des banques et le financement de l'économie réelle, relayant ainsi les mises en garde des dirigeants de BNP.

Jean-Laurent Bonnafé, directeur général délégué de BNP Paribas, a estimé en fin de semaine dernière que les nouvelles règles dites Bâle III, devant entrer en vigueur à compter de la fin 2012, pourrait coûter 6 points de croissance à l'Europe (voir).

Les dirigeants du Crédit mutuel redoutent aussi que les banques américaines, qui n'appliquent déjà pas les normes actuels de Bâle II, ne se soumettent pas à Bâle III, ce qui créerait des distorsions de concurrence de part et d'autre de l'Atlantique. (Reuters 24.03)

Autrement dit, chacun pour soi et que le plus puissant gagne... jusqu'au jour où ils perdront tout !

Enfanter la misère... le plus tard possible.

L'âge moyen à la maternité continue de progresser en France: les femmes qui ont accouché en 2009 avaient 30 ans en moyenne, un des records des cent dernières années, selon une étude publiée jeudi par l'Institut national d'études démographiques (INED).

En 1977, les femmes avaient en moyenne 26,5 ans à l'accouchement, contre 29,9 ans en 2008. Elles avaient leur premier enfant à 24 ans en moyenne; elles sont mères pour la première fois à 28 ans aujourd'hui.

Ce recul de l'âge de la maternité, qui s'observe dans tout le monde développé, s'explique par l'allongement de la durée des études, la progression du nombre de femmes actives, la contraception et la volonté croissante des femmes de n'enfanter qu'une fois bien installées dans la vie, ajoute Gilles Pison, directeur de recherches à l'INED.

Selon le chercheur, "*l'âge moyen de la maternité pourrait continuer à augmenter en France dans les prochaines années*", jusqu'à 31 ans ou plus, "*mais il est peu probable qu'il augmente jusqu'à 35 ou 40 ans*". (AP 24.03)

Qui sait, jusqu'à l'âge de la retraite ! Quel perspicace ce chercheur !

Etats-Unis. Nouvelle histoire de vases communicants

Pressée par le procureur général de l'Etat du Massachusetts Martha Coakley, Bank of America a annoncé mercredi qu'elle allait passer l'éponge sur trois milliards de dollars environ de crédits immobiliers.

Près de 45.000 propriétaires bénéficieront de ce geste consenti par le numéro un américain de la banque en termes d'actifs.

Il concernera le principal des emprunts dû par les créanciers de BofA qui doivent rembourser plus de 120% de la valeur de leur propriété. En seront exclus les souscripteurs d'emprunts à taux fixes sur 30 ans.

Ce plan, qui sera mis en oeuvre en mai, est le premier entrepris par un établissement de crédit. Il devra permettre aux propriétaires d'éviter que leur maison soit saisie lorsque la valeur de cette dernière tombe bien en dessous du montant qu'ils doivent rembourser. (Reuters 25.03)

Explication. Les actifs pourris sont pris en charge par le plan de relance d'Obama en direction des banques qui les fait payer aux contribuables, alors pourquoi se gêner. Bank of America éponge la dette de 45.000 propriétaires qui sera répartie sur l'ensemble des Américains. Rien ne se crée rien ne se perd tout se transforme, y compris dans le système capitaliste !

Etats-Unis. Obama a troqué sa réforme de la santé contre le droit à l'avortement pour les femmes les plus défavorisées.

Le président américain Barack Obama a signé mercredi un décret sur l'avortement dont la teneur lui avait assuré des voix au Congrès pour sa réforme de la santé.

Le décret vise à garantir dans le cadre de la nouvelle loi le moratoire sur le financement de l'avortement par des fonds fédéraux, sauf en cas de viol, d'inceste ou si la vie de la mère est en danger.

La Maison Blanche avait annoncé dimanche qu'Obama signerait le décret en échange du soutien à sa réforme d'un groupe d'opposants démocrates au droit à l'avortement.

Le soutien d'une dizaine de membres de ce groupe dirigé par Bart Stupak était essentiel pour obtenir les 216 voix nécessaires à l'adoption de la loi par la Chambre des représentants. La réforme a été votée par 219 voix contre 212.

Les défenseurs du droit à l'avortement se sont dits furieux de la signature qui donne à leurs yeux plus de poids à une mesure anti-avortement connue sous le nom d'amendement Hyde.

"Nous restons profondément consternés par le décret. Le président Obama a fait campagne en tant que candidat en faveur de l'avortement. Il a fait campagne en se présentant comme quelqu'un opposé à l'amendement Hyde. Cet accord conclu avec Bart Stupak est tout simplement inacceptable", a déclaré Terry O'Neill, présidente de la National Organisation for Women.

Celle-ci a estimé que le décret priverait en particulier de droit à l'avortement les femmes à faibles revenus. (Reuters 24.03)

Le 26 mars

L'actualité est trop chargée pour causer.

On fait ce qu'on peut pour montrer notre bonne volonté, pour légitimer les institutions.

Les institutions de la Ve République et ses partis discréditées les 14 et 21 mars 2010, rejetées par l'immense masse des travailleurs ?

Pensez-vous, l'heure n'est pas à leur dissolution ou abolition, le POI et l'AJR se sont rendu en délégation à l'Assemblée nationale pour rencontrer les différents groupes politique à l'occasion de la journée (mondial) du 20 mars contre la guerre en Afghanistan, guerre dont se foutent pas mal tous les élus de cette auguste assemblée. (source : IO n°90 page 10)

Les grandes manoeuvres.

"Il serait bon qu'il y ait un candidat écologiste au premier tour de gauche parce que l'écologie est un domaine extrêmement important", a expliqué jeudi L. Fabius sur France Info.

"Si vous n'avez pas de candidat écologiste de gauche qui puisse ensuite fusionner avec les socialistes (...), vous risquez d'avoir un espace vide qui sera occupé à ce moment-là sur la pression de M. Sarkozy par un écologiste de droite", a-t-il ajouté.

Mais *"il faut qu'il y ait un accord, avec les écologistes notamment, pour les législatives"* de 2012, a-t-il précisé. (Reuters 25.03)

A moins que Sarkozy réussisse à marginaliser de Villepin et que la tentative de ce dernier de créer un parti politique avorte, dans le cas contraire en 2012 les électeurs n'auront que l'embarras du choix. L'UMP et le PS semblent opter pour la même stratégie ce qui aura pour conséquence non pas de mobiliser les électeurs mais de les dégoûter un peu plus de la politique et des partis, alors que l'urgence demeure que la classe ouvrière prenne son destin en mains.

Environnement. La surexploitation et le pillage de nos richesses naturelles continuent.

1- Près Copenhague, les illusions des écologistes s'envolent à Doha.

La conférence de Doha des parties à la CITES (Convention sur le commerce international des espèces sauvages menacées d'extinction) s'est achevée jeudi sur un échec: selon les écologistes, le lobbying agressif des pays asiatiques, menés par le Japon et poussés par l'intérêt commercial, a fait capoter les efforts en vue de protéger les espèces marines en danger, comme le thon rouge et les requins.

La tentative d'interdiction des exportations du thon rouge de l'Atlantique a été tuée dans l'oeuf, ainsi que la régulation du commerce de corail rouge et rose. Six espèces de requins non plus ne seront pas inscrites sur les listes des espèces protégées, malgré les études soulignant que leur nombre a chuté de près de 85%, en raison de l'explosion du commerce des ailerons de requins en Asie.

En outre, en dernière minute, jeudi, à cause du Japon, les nations asiatiques ont rouvert le dossier du seul requin qui avait plus ou moins tiré son épingle du jeu, le requin-taupe, et on annulé, via un nouveau vote, la seule décision d'inscription sur la liste des espèces protégées prise lors de la conférence.

"Dès qu'il est question d'argent, tout change", a soupiré le secrétaire général de la CITES Willem Wijnstekers. *"Des pays qui votent toujours pour la protection se mettent à voter dans l'autre sens. Je suis un peu perdu.*

Le Kenya a accusé Tokyo d'avoir payé des responsables des pêches de pays africains pour prendre position dans son sens à la conférence. (AP 25.03)

Ah l'argent, le capitalisme, le profit !

2- A bas les arbres !

Dans de nombreux pays, l'homme a continué d'abattre des forêts à un rythme "*alarmant*" pour les convertir en terres agricoles, selon une enquête rendue publique jeudi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

D'après les conclusions de cette "*évaluation des ressources forestières mondiales 2010*" qui porte sur 233 pays et territoires, quelque 13 millions d'hectares de forêts par an ont été convertis à d'autres usages ou ont disparu pour causes naturelles entre 2000 et 2010, contre 16 millions d'hectares par an dans les années 1990.

Cependant grâce au reboisement réalisé dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Vietnam et les Etats-Unis, la perte nette de superficies boisées est tombée à 5,2 millions d'hectares par an de 2000 à 2010, contre 8,3 millions d'hectares par an dans les années 90.

Aujourd'hui, la superficie totale des forêts de la planète représente un peu plus de 4 milliards d'hectares, soit 31% de la surface émergée.

Les disparitions les plus importantes ont été enregistrées en Amérique du Sud et en Afrique entre 2000 et 2010 (respectivement 4 millions et 3,4 millions d'hectares de pertes nettes annuelles). L'Océanie a également été touchée par les pertes de surfaces forestières dues en partie aux sécheresses en Australie depuis 2000.

Selon l'enquête, les forêts primaires représentent 36% des superficies boisées totales de la planète, mais ont perdu plus de 40 millions d'hectares depuis 2000. (AP 25.03)

Conjoncture "*dégradée*", croissance "*faible*", économie en "*convalescence*", emploi "*déprimé*". **Achevons le malade !**

1- La reprise de l'économie française restera poussive au premier semestre, prévoit l'Insee.

Dans sa note de conjoncture, l'institut de la statistique a réduit de moitié sa prévision de croissance pour le premier trimestre, à 0,2% au lieu de 0,4%.

"*Nous n'avons pas changé notre appréciation de la situation économique, la convalescence se prolonge*", a déclaré Sandrine Duchêne, chef du département de la conjoncture, lors d'une conférence de presse.

La faiblesse de la demande et un taux d'utilisation des capacités industrielles toujours bas à 73%, à 10 points de sa moyenne de longue période, empêcheront tout redressement rapide de l'investissement qui devrait encore reculer de 0,4% au premier trimestre.

Dans ces conditions, l'emploi restera déprimé et l'Insee voit encore 80.500 destructions de postes au premier semestre dans les secteurs principalement marchands, après 257.000 en 2009 et quelque 600.000 depuis le début de la crise. Ces pertes d'emplois contribueraient à pousser le taux de chômage à 9,8% en France métropolitaine à la fin juin contre 9,6% actuellement. (Reuters 25.03)

2- La consommation des ménages français en produits manufacturés a reculé en février pour le deuxième mois consécutif, renforçant le scénario d'une croissance faible en début d'année.

Les achats des ménages en produits manufacturés, qui représentent un quart de leur consommation totale de biens et services, ont baissé de 1,2% en février après une chute de 2,5% (-2,7% en première estimation), selon des données publiées jeudi par l'Insee.

"*La baisse de la consommation française en février en appelle d'autres, tant la conjoncture est dégradée*", selon Alexander Law économiste chez Xerfi qui ne s'attend pas à une croissance de l'économie française supérieure à 0,6% cette année. (Reuters 25.03)

Irlande.

L'économie irlandaise s'est contractée de 2,3% au quatrième trimestre 2009 par rapport au précédent, selon les données publiées jeudi.

En rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) baisse au 4^e trimestre de 5,1%. Le PIB a ainsi chuté de 7,1% sur l'ensemble de 2009, ce qui fait de 2009 la pire année jamais enregistrée pour l'économie irlandaise. (Reuters 25.03)

Venezuela. Un crime de lèse-majesté sanctionné par le colonel-président Chavez.

Le propriétaire de la seule chaîne de télévision vénézuélienne anti-Chavez, Globovision, a été arrêté jeudi.

Le mandat d'arrêt a été émis à l'encontre de Guillermo Zuloaga pour des remarques jugées "offensantes" à l'égard du président vénézuélien Hugo Chavez, a raconté la procureur générale Luisa Ortega.

L'arrestation intervient trois jours après celle de l'ancien candidat à la présidentielle et opposant politique Oswaldo Alvarez Paz, pour ses remarques qualifiées de désobligeantes par le pouvoir vénézuélien et formulées le 8 mars dernier sur Globovision.

Il est poursuivi pour complot, diffusion de fausses informations et incitation publique à la criminalité, après avoir fait observer que le Venezuela était en train de devenir le paradis des trafiquants de drogue. (AP 25.03)

Là c'est un patron de télévision qui est sanctionné, on ne va pas prendre sa défense, mais si demain un militant ouvrier ose critiquer Chavez dans son journal ou dans les médias, il va le faire arrêter, le traduire en justice, l'emprisonner ?

Le 27 mars

Pas le temps de causer, j'ai en chantier au moins trois sujets d'articles ou de causeries dont un qui est bien avancé. On verra cela d'ici quelques jours. J'ai reçu les brochures qu'un camarade m'a envoyées, je l'en remercie en attendant la suite.

Bon week-end à tous.

Au pied du mur ou au bord du désespoir.

Marc Bernier, député UMP de Mayenne, a annoncé ce vendredi son ralliement au mouvement de Dominique de Villepin, rapporte Le Figaro.

"On va dans le mur" avec Nicolas Sarkozy et son gouvernement, a estimé Marc Bernier. "A l'UMP, tout le monde est dans le désarroi" a-t-il ajouté. (lepost.fr 26.03)

Alors continuons à leur pourrir la vie, avons-nous envie de dire.

Les pieds dans le plat.

Le président du Front national, qui a prononcé le discours inaugural de la séance en tant que doyen d'âge de l'assemblée régionale, n'avait pas pu débattre pendant la campagne avec Michel Vauzelle, ce dernier estimant qu'il n'avait pas à se livrer à un face-à-face avec un "fasciste".

"Le Front national n'est pas fasciste, ni Jean-Marie Le Pen, ni non plus M. (Thierry) Mariani (la tête de liste UMP en Paca), à moins qu'il ne cache vraiment bien son jeu", a-t-il dit.

Il s'est ensuite adressé à Michel Vauzelle.

"Qu'il me soit permis de lui rappeler que le fondateur du fascisme fut un député socialiste italien, Benito Mussolini, que les deux principaux chefs de la collaboration avec l'Allemagne nazie furent Marcel Déat, ancien secrétaire du parti socialiste SFIO, et Jacques Doriot, ancien secrétaire du parti communiste", a-t-il ajouté.

"Et que ce n'est pas Jean-Marie Le Pen qui a été décoré à Vichy de la Francisque, mais le président de la république François Mitterrand, dont Michel Vauzelle a été ministre, et qui plus est ministre de la Justice", a-t-il ajouté. (Reuters 26.03)

Un, la SFIO avait basculé dans le camp de nos ennemis dès 1914, la suite n'a été qu'une dérive toujours plus droitiste, deux, Lénine et Trotsky avaient eu raison d'affirmer que le PC n'avait jamais été réellement un parti communiste, trois, Mitterrand n'a jamais été plus socialiste que Marchais, Kouchner ou Cohn-Bendit. Entre nous, c'est encore Lénine et Trotsky qui nous sauve la mise.

Le plus navrant, c'est que ce soit Le Pen qui fasse ces rappels. On ne peut hélas pas l'empêcher de s'exprimer. Ceux qui expliquent que le PS et le PCF pourraient redevenir des partis ouvriers -le PS ne l'a jamais été contrairement à la SFIO, entendent-ils aussi partager leur héritage sanglant et criminel ? N'aurions-nous pas intérêt à ce que ces partis disparaissent ou ne nuisent plus au mouvement ouvrier ? Même réduit à l'état de cadavres puants il y en aura encore pour espérer leur résurrection, ce n'est pas très athée tout cela, mais bon ils ne

sont plus à une contradiction. Ces dogmatiques ont-ils entendu un jour parler de la transformation de la quantité en qualité ? La suite dans un article en préparation.

Collaboration de classes, suite.

Ministres et syndicats se retrouvaient vendredi pour la première fois depuis le remaniement. (c'est long quatre jours sans se voir - LdC)
L'objet de la réunion était de fixer les grandes lignes de «*l'agenda social*» 2010 dans l'administration. (comme dans le privé, c'est le gouvernement qui fixe l'agenda des dirigeants syndicaux, qui tels des valets se plient à cet exercice - LdC)

Les syndicalistes ont été unanimes à saluer le retour d'un poste gouvernemental spécifiquement consacré à la fonction publique. Certains, en aparté, soulignent le caractère «*très libéral*» de son titulaire - pas vraiment un compliment dans leur bouche... -, tout en promettant de «*juger sur les actes*». (comme si on ne les connaissait pas à l'avance ! - LdC)

La loi sur le dialogue social dans la fonction publique sera votée dans les jours qui viennent à l'Assemblée. Il s'agit essentiellement de transposer un accord signé il y a trois ans, qui instaure le principe d'accord majoritaire. Une révolution. Le texte prévoit aussi que les élections professionnelles se tiendront le même jour dans toutes les instances. Éric Woerth a précisé vendredi qu'il visait le premier semestre 2011 pour les organiser pour la première fois, dans les fonctions publiques d'État et hospitalière. Approuvé par la CGT, la CFDT, Solidaires ou la FSU, l'annonce de ce créneau a glacé les «petits» syndicats comme la CFTC et la CFE-CGC, qui risquent tout bonnement de disparaître s'ils ne recueillent pas un nombre minimal de voix. (lefigaro.fr 26.03) (à qui profite le crime ? A ceux qui l'approuvent, CQFD - LdC)

Les institutions de Ve République légalisent et légitiment le vol, pas n'importe lequel : le capitalisme !

Le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a relaxé Antoine Zacharias, ex-P-DG de Vinci, jugé pour des gains jugés abusifs de plusieurs dizaines de millions d'euros de 2004 à 2006.

Le tribunal juge que l'incrimination d'abus de biens sociaux n'est pas constituée et rappelle qu'il n'est "*juge de la gouvernance des entreprises*". (Reuters 26.03)

Rappelons que le capitalisme est basé sur le vol, l'extorsion de la plus-value des travailleurs, une partie de la force de travail dépensée qui ne leur est pas payée et que le patron leur subtilise, légalement.

La justice en régime capitaliste est ainsi fait qu'un P-DG peut empocher plusieurs dizaines de millions d'euros, pendant qu'il y a une dizaine de millions de travailleurs pauvres dans le pays. Rappelons également que selon l'article 64 de la Constitution de la Ve République, "*le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire*", celui-ci étant obligatoirement un représentant des intérêts du capitalisme, il est donc impensable que la justice condamne un brigand qui n'a fait que tirer profit du fonctionnement du capitalisme. La justice est aussi indépendante du capitalisme que les partis sont indépendants du capital ou du travail.

Toujours plus de flics pour gérer leur société. Le PS en réclame davantage.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé vendredi le recrutement d'ici à 2011 de 1.500 adjoints de sécurité (ADS), dont 375 pour l'Île-de-France, lors de sa visite au commissariat de Sevran, en Seine-Saint-Denis.

Le vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS) a dénoncé dans un communiqué une mesure "*largement insuffisante, car le nombre de recrutements est beaucoup trop limité et la mise en place trop longue*". (AP 26.03)

+ 88%, l'"ami" du président est un homme heureux.

Bolloré annonce une progression de 21% de son résultat opérationnel en 2009.

Le bénéfice net part du groupe a crû de 88% à 94 millions l'an dernier. Bolloré propose un dividende en hausse de 18% à 1,30 euro au titre de 2009.

Le portefeuille de titres cotés de Bolloré (Vallourec, Havas, Aegis, Socfinasia, Socfinal) s'élève à 1,6 milliard d'euros au 18 mars 2010. (Reuters 26.03)

Quand le moral fout le camp, tout fout le camp... Et Sarkozy ?

Le moral des consommateurs français a continué de se détériorer en mars, selon l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages publiées vendredi par l'Insee.

Après son recul de trois points en février, il revient ainsi à son plus bas niveau depuis octobre. Ce sont surtout les perspectives d'évolution du niveau de vie en France qui se sont assombries, note l'institut de la statistique. (Reuters 26.03)

Commerce mondial.

La croissance du commerce international devrait être soutenue cette année, au rythme de 9,5%, à la faveur d'un ancrage de la reprise économique, déclare le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'OMC prévoit pour 2010 une croissance totale des échanges commerciaux de 7,5% pour les pays développés et de 11% pour les pays émergents.

L'OMC a précisé vendredi que les échanges commerciaux internationaux ont diminué de 12,2% en volume l'an dernier, leur plus forte contraction depuis plus de 70 ans, et de 23% en valeur, à 12.500 milliards de dollars contre 16.100 milliards de dollars en 2008.

Les échanges de services se sont contractés l'année dernière de 13% à 3.300 milliards de dollars. Aucune prévision n'a été émise pour 2010.

L'OMC ajoute que si la croissance totale des échanges prévue de 9,5% cette année se confirme, il faudra attendre 2011 pour dépasser les niveaux de 2008. (Reuters 26.03)

Etats-Unis. Plombé par le chômage et l'endettement pour longtemps.

Le gouvernement américain a annoncé, vendredi 26 mars, des mesures pour tenter d'améliorer son aide aux propriétaires immobiliers en difficulté, avec pour objectif d'étaler les remboursements de prêt pour trois à quatre millions de ménages. Cette initiative vise à enrayer la montée des saisies de logements, qui se multiplient aux Etats-Unis, alors que les défauts sur les crédits immobiliers ont atteint près de 14 % à la fin 2009 selon des statistiques publiées jeudi.

Ce programme de 14 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros), financé à partir d'une enveloppe de 50 milliards consacrée au logement, vise à inciter les prêteurs à effacer une partie de leurs créances et à réduire les remboursements des chômeurs. Il forcerait ainsi les banques à plafonner les remboursements de prêts immobiliers à 31 % des revenus mensuels pour les chômeurs.

Cette nouvelle initiative tranche avec les mesures annoncées l'an passé, qui étaient axées surtout sur une réduction des taux d'intérêt pour des emprunteurs qui avaient pris des prêts risqués. Ce premier plan, l'Home Affordable Modification Program, est aujourd'hui critiqué par les démocrates comme par les républicains du Congrès car, s'il a touché plus d'un million de foyers endettés, ce n'est qu'à titre temporaire, 170 000 d'entre eux seulement ayant bénéficié d'une réduction permanente de leurs taux d'intérêt. (lemonde.fr 26.03)

Le 28 mars

Plusieurs réflexions sur le site.

Les articles de presse que je mets en ligne présentent des objectifs différents selon leurs contenus et leur auteurs, cela va de l'information pure à des analyses réalisées par des représentants de la réaction qui permettent de mieux saisir les intentions de ceux qui nous gouvernent et leurs états d'esprit.

Par exemple l'article de Valls (PS) est à vous donner la nausée, il est direct, et c'est en cela qu'il est intéressant pour casser l'hypocrisie poussée à l'extrême des autres dirigeants du PS, car Valls révèle (aux naïfs) le vrai visage de ce parti inféodé au capital, sa véritable nature sociale. Valls explique clairement que rien fondamentalement ne distingue le programme du PS de celui de Sarkozy, il donne plusieurs exemples qui le confirment amplement. Dès lors, il faut être sourd ou aveugle pour se déclarer de gauche et soutenir un tel parti, pire y adhérer. Le PS se situe ouvertement dans le camp de notre ennemi, cet article le prouve pratiquement à chaque ligne. Commenté, il mériterait d'être largement diffusé, mais personne ne le fera, ce n'est pas dans la tradition des partis ouvriers qui n'ont pas évolué avec l'ensemble de la société depuis plus d'un demi-siècle...

Cet article permet de briser les illusions que les travailleurs ou les intellectuels pourraient avoir dans ce parti, c'est une arme terrible qu'on n'utilisera pas malheureusement.

Je n'écris plus que ce que j'appelle des causeries qui font parfois plusieurs pages, je pourrais très bien en faire des articles mais je n'en ai pas le courage, et puis je me dis que cette présentation moins formelle permet de dire plus de choses ou de les rendre plus accessibles aux militants. Je consacre la plupart de mon temps à l'actualité que je commente, car cela aide à décrypter déclarations et événements en peu

de mots, sans recourir forcément à une terminologie politique ennuyeuse ou plus proche de la théorie que la pratique quotidienne que vivent les militants.

Tous les jours la classe dominante s'emploie à déverser son idéologie sur la population, mais aussi sur les militants qui n'en sont pas immunisés, elle cause des ravages dans nos rangs sans qu'on s'en aperçoive, la combattre sur tous les fronts et chaque instant fait partie de notre devoir envers surtout les jeunes militants. Si nous avions un journal ouvrier nous consacrerions deux pages dans chaque numéro à analyser minutieusement de quelle manière ils s'y prennent pour intoxiquer les travailleurs, chaque phrase ferait l'objet d'une traduction courte, simple et précise, sans appel quoi, ainsi les lecteurs feraient petit à petit et à leur rythme l'apprentissage de la rupture avec le capitalisme et les institutions, ce serait mille fois plus productif qu'un long discours pour prouver qu'on a raison et que les autres ont tort par exemple.

Si l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, ce travail doit commencer sans attendre que les conditions soient remplies pour se lancer à l'assaut du pouvoir, sinon ces conditions ne seront jamais remplies, c'est aussi simple que cela. Décrypter, traduire correctement une déclaration, une mesure ou une loi ne demande pas un effort surhumain, mais l'on doit constater que peu de travailleurs en sont capables aujourd'hui, ce constat est valable également pour bon nombre de militants.

Le combat pour le socialisme passe par un combat de longue haleine qui nécessite de harceler notre ennemi jusque dans les moindres recoins, de ne lui laisser aucun répit, de répondre à chaque attaque même les plus anodines en apparence, car c'est ainsi qu'il distille quotidiennement son venin auprès des masses. Elever le niveau de conscience politique des travailleurs ne passe pas forcément par des actions spectaculaires, mais en réduisant à néant jour après jour les efforts entrepris par notre ennemi pour conserver son pouvoir. C'est par ce travail de fond régulier et déterminé que nous aiderons la conscience des travailleurs à mûrir, que nous parviendrons à laminer le régime tout en préparant les meilleures conditions possibles à notre victoire.

J'arrêterai là aujourd'hui, je vous signale l'excellent article sur l'écologie du groupe pour un parti ouvrier révolutionnaire, il date de la fin décembre 2009, je n'en ai pris connaissance qu'hier.

Bon dimanche à tous.

Gaucheritudes.

1- Le PS réuni en conseil national à la Mutualité à Paris samedi, Aubry a martelé *"Il avait annoncé un changement de politique, il complète son équipe, les Français lui ont parlé de crise, lui essaie de colmater la crise de l'UMP : en gros c'est comme d'habitude, j'écoute mais je ne tiens pas compte", voilà ce qu'il a dit une fois de plus aux Français*". Traduction : on comptait sur toi Sarkozy pour changer de politique... Hypocrisie, du vent, elle sait très bien qu'il ne peut pas en changer et que le PS fera demain la même politique. Valls le dit ouvertement plus loin.

Elle a aussi déclaré : *"Unis, nous pouvons beaucoup, divisés, nous ne pouvons rien. La France a besoin et de l'unité des socialistes et de l'unité de la gauche, ça aussi c'est le message du deuxième tour de la semaine dernière"*. Et le consensus avec l'UMP ne s'apparenterait-il pas à l'unité de Sarkozy avec Kouchner, Attali, Lang, Charasse, Migaud, Mauroy, Rocard, et j'en passe ? Au fait l'unité pour quoi faire ? Réponse à ces deux questions.

2- Cela tombe bien, dans un entretien au Monde Manuel Valls : *"Au nom de la responsabilité, nous devons proposer un pacte national sur ce sujet (de la réforme des retraites), non seulement avec les partenaires sociaux, mais aussi avec la majorité"*, explique-t-il.

L'union nationale pour faire passer la contre-réforme des retraites voulue par Sarkozy. Au moins c'est clair.

Comme on lui demande pour quelles raisons la gauche devrait aider Nicolas Sarkozy, il répond : *"Si certains pensent que l'on remportera la présidentielle sur la seule base de l'anti-sarkozysme, ils se trompent"*.

Comment s'y prendre alors ? C'est simple, il suffit de reprendre à notre compte les arguments fabriqués par Sarkozy pour s'attaquer à notre tour aux retraites tout en faisant croire à la plèbe qu'on est à ses côtés.

Pour ce réactionnaire *"le rôle de la gauche n'est pas de nier les changements démographiques, ni cacher l'ampleur des déficits"*.

Il préconise la retraite *"à la carte"* : non merci, c'est au-dessus de nos moyens, on se contentera du menu !

"La gauche peut défendre une retraite à la carte et l'allongement de la durée de cotisation", ajoute-t-il, mais *"à quatre conditions : augmentation du taux d'activité des seniors, prise en compte de la pénibilité, élargissement de l'assiette des cotisations et relèvement des petites pensions"*.

Esclaves, travaillez jusqu'à votre dernier souffle, et si par malheur vous n'étiez pas encore crevés, grâce à votre retraite qui ne vous servira

plus à rien, vous pourrez vous payez des funérailles grandioses !

A bas le collectivisme et vive l'individualisme !

"*Le nouvel espoir que doit porter la gauche*", poursuit Manuel Valls, "*c'est celui de l'autoréalisation individuelle : permettre à chacun de devenir ce qu'il est*". (Le Monde, Libération.fr et AFP 27.03)

Traduction : comme dans leur société je ne suis rien et que je n'ai aucun pouvoir, je suis destiné à devenir rien et à n'en avoir jamais, tel est le destin que nous réserve Valls et le PS. Non merci ! A bas le PS !

Le non à la politique fait un bide et c'est tant mieux.

Plusieurs milliers de personnes - 1.000 selon la police - ont manifesté samedi à Paris à l'occasion du "*No Sarkozy Day*", événement organisé par des blogueurs sur le modèle du "*No Berlusconi Day*" italien.

Les manifestants, parmi lesquels beaucoup de jeunes et de familles, ont défilé derrière une banderole où l'on pouvait lire : "*No Sarkozy Day : rassemblement citoyen et populaire pour dire non aux dérives de notre démocratie*".

"*Nous sommes des citoyens qui disent 'non à la politique'. Sarkozy il est pire que les autres*", a déclaré à Reuters TV un étudiant infirmier ayant requis l'anonymat. (Reuters 27.03)

Dans le processus dialectique à l'oeuvre dans la nature, l'homme ou la société on trouve le positif (le grain de blé, pour le signe +), sa négation (la plante qui en est issue, pour le signe -) et la négation de la négation (l'épis avec ses dizaines de grains de blé, pour le signe +² ou davantage). En disant non à la politique nous sommes donc en présence d'une anomalie, le processus dialectique n'est pas achevé, notre grain de blé originel a donné une belle tige avec des feuilles mais pas d'épis, donc pas de nouveaux grains de blé à replanter ou pour se nourrir, c'est la famine qui nous guette !

La société est ainsi faite que les classes sociales sont organisées en partis politiques et que ce sont les partis politiques qui assurent le fonctionnement des institutions. En réalité, c'est surtout la classe dominante qui a conscience de ses intérêts qui est principalement organisée en partis politiques. Or on ne peut combattre leurs partis politiques qu'en étant nous-mêmes organisés dans des partis politiques, idem pour combattre les institutions et en créer d'autres pour les renverser et assumer à notre tour le pouvoir. On aura compris qu'en se détournant des partis politiques, ces petits-bourgeois laissent ainsi le champ libre à la classe la plus consciente et la mieux organisée, celle des capitalistes qu'ils prétendent justement remettre en cause, si on les écoute évidemment.

Les artisans de ce "*No Sarkozy Day*" sont finalement aussi utiles au régime que les anarchistes.

Et Zorro ?

Le Conseil d'Etat aurait écarté l'idée d'une interdiction générale de la burqa en France, incompatible avec la Constitution, écrit *Le Figaro* dans son édition de samedi.

"*Un texte pourrait interdire le port du voile intégral pour des raisons de sécurité, lorsque les personnes doivent pouvoir être identifiées*", écrit le quotidien.

"*Les gares et les aéroports, touchés par des plans Vigipirate, pourraient entrer dans le périmètre de la loi. Tout comme les commerces sensibles, banques, bijouteries. En revanche, son port serait libre dans la rue*", ajoute-t-il. (Reuters 27.03)

Les prédateurs et la morale du capitalisme.

Le tribunal de grande instance de Nancy vient de condamner neuf organismes de crédit à verser 35.000 euros de dommages et intérêts à l'une de leurs clientes pour avoir manqué à leur obligation de mise en garde. Selon l'AFP, les organismes condamnés sont notamment Cofinoga, Cetelem, Cofidis, Finaref et Sofinco.

La victime, aujourd'hui âgée de 75 ans et à la retraite, avait en effet contracté quelque 17 crédits auprès de ces sociétés depuis 1986, pour un montant global de 113.000 euros, alors que ses revenus mensuels n'excèdent pas 1.000 euros. «*Le juge a estimé que l'obligation de mise en garde n'avait pas été respectée et que le consentement de ma cliente n'était pas libre et éclairé: il y a donc un préjudice pour perte de chances de ne pas contracter*», explique Philippe Gossin.

«Les organismes de crédit sont tenus à une obligation de conseil et à une obligation de mise en garde: c'est-à-dire qu'ils doivent alerter leurs clients de leurs situations financières et de leurs capacités de remboursement, ce qu'ils n'ont pas fait en l'espèce», affirme Fabrice Gossin, l'avocat de la plaignante, confirmant une information du quotidien *L'Est Républicain*.

Le tribunal a condamné les organismes de crédit à verser 10 à 90% des sommes restantes dues en dommages et intérêts, selon l'ancienneté des dettes, pour un montant total de 35.000 euros. «*Il ne lui reste désormais quasiment plus rien à payer*», s'est félicité l'avocat, qui dénonce toutefois les méthodes des organismes. «*Alors qu'elle avait cessé de les payer et que nous les avions assignés, elle continuait à recevoir des offres de crédit !*», déplore l'avocat, qui estime que la décision de justice pourrait «ouvrir une voie et créer une jurisprudence». (Lefigaro.fr avec AFP 27.03)

Italie. Rectificatif. Info ou Intox ?

Le directeur-général du constructeur automobile Fiat, Sergio Marchionne, a démenti vendredi l'existence d'un plan de licenciement de 5.000 employés, contrairement à ce qu'avait annoncé la presse italienne plus tôt dans la semaine. (AP 27.03)

Le 29 mars

J'ai longuement commenté la prise de position de Hollande, plus le temps de causer. J'ai traité un des thèmes que je voulais aborder depuis plusieurs jours en revenant sur la question du parti.

Bonne semaine à tous les camarades.

Diviser pour mieux régner... et ça marche !

"*A la rentrée prochaine, les jeunes professeurs des écoles néo-titularisés ou les jeunes professeurs certifiés néo-titularisés verront une augmentation de 157 euros par mois*", a déclaré le ministre de l'Education nationale Luc Chatel lors du "Grand Jury" RTL-"Le Figaro"-LCI.

Les professeurs agrégés néotitulaires "*bénéficieront d'une augmentation de 259 euros (...) dès septembre*", a ajouté le porte-parole du gouvernement. "*C'est plus de 10% d'augmentation par rapport à ce qui se faisait précédemment*", a-t-il assuré, en précisant que "*ça va concerner 20.000 enseignants la première année en début de carrière*".

Luc Chatel a ajouté qu'il allait "*revaloriser les enseignants dans les sept premières années de leur exercice, ce qui leur fera une augmentation de l'ordre de 660 euros par an et par enseignant en moyenne*". (AP 28.03)

Russie.

Environ quatre mille personnes ont bravé le froid pour manifester dimanche à Archangelsk, dans le nord-ouest de la Russie, contre le coût de la vie et pour exiger la démission du gouvernement du Premier ministre Vladimir Poutine.

Des manifestations similaires se sont déroulées récemment à Vladivostok, sur la côte pacifique et à Kaliningrad, dans l'ouest du pays. (Reuters 28.03)

Chine.

Le groupe chinois Zhejiang Geely Holding a signé un accord (1,8 milliard de dollars) avec Ford portant sur l'acquisition des activités automobiles de Volvo, a déclaré un porte-parole de la marque suédoise. (Reuters 28.03)

Le 30 mars

Pas le temps de causer.

Au fait, chez Philips à Dreux on ne parle plus que de fermeture ? "*Les représentants FO se sont battus pour améliorer le volet social de ce plan de fermeture...*" a annoncé la Fédération FO de la Métallurgie, dans un communiqué. (AP - 29.03)

Tiens donc, vous vous souvenez sans doute qu'il y a quelques semaines (dans *Informations ouvrières* notamment) il y en a qui célébraient comme une grande "victoire" la poursuite de l'activité chez Philips. J'avais trouvé indécente, grotesque et insupportable cette odieuse manipulation, alors que le sort de ces travailleurs était scellé.

C'est bien camarades vous avez fait un boulot remarquable, jusqu'au bout vous aurez colporté auprès de ces travailleurs l'illusion qu'il était possible de s'opposer à ces licenciements sans leur proposer aucune autre issue à la fermeture, je n'ose même pas dire politique, ainsi ces travailleurs pourront tirer comme enseignement de leur mobilisation qu'elle n'a servi strictement à rien sur le fond, puisqu'ils vont tous perdre leurs emplois, et qu'au-delà ou dans l'avenir, ils n'ont absolument rien à espérer, leur destin étant lié au capitalisme décidément indépassable.

Finalement, vous avez refusé d'avancer l'argument de l'expropriation et vous avez refusé de leur proposer la moindre issue politique sous prétexte que ces travailleurs ne seraient pas prêts à entendre ce genre de discours ou pour ne pas les diviser, en pure perte, personne ne tirera profit de cette expérience en dehors de la direction de Philips, vous avez eu faux sur toute la ligne.

Quand j'expliquais que le mot d'ordre d'interdiction des licenciements était opportuniste et ne pouvait mener que dans une impasse, on en a ici la preuve. On ne demandera pas à ses auteurs de le reconnaître, ils en sont totalement incapables, comme chaque fois dans pareil cas, ils trouveront toujours des arguments pour tenter de démontrer qu'ils avaient finalement raison, pas sûr qu'ils parviendront indéfiniment à tromper ainsi leurs militants. Je précise que ce mot d'ordre a été repris par plusieurs partis, dont le POI et le NPA.

Un dernier mot : au fait, on n'entend plus parler des ouvriers de Total à Dunkerque, ils se sont tous jetés à la mer ou quoi ? Non, tout simplement zappés ! C'est la dernière manière à la mode de faire de la politique ou du syndicalisme... comme au JT du 20h, je sens que cela va soulever l'enthousiasme des masses ! Quelle misère, camarades !

Pour finir. Dans quel journal avez-vous lu qu'il existait dans le pays un "électorat de droite", "une couche d'électeurs de droite", dans le Parisien, le Figaro ? Perdu, dans le numéro 90 d'Informations ouvrières à la page 3.

Ah, la lutte des classes, c'est dur décidément de s'y tenir !

Quelques infos en bref.

La "reconstruction politique" sous le signe de la débandade.

1- Après M. Copé et son "nouveau pacte majoritaire", Gérard Longuet, le président du groupe UMP du Sénat, avait lui aussi évoqué la nécessité d'un "pacte de confiance". L'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin ajoutait que, "un contrat, ça se scelle". "Si on fait la réforme au coup par coup, les votes aussi seront au coup par coup", prévenait-il, réclamant lui aussi "un débat de confiance".

La riposte du camp présidentiel n'a pas tardé. "Le nouveau pacte majoritaire, je ne sais pas ce que ça veut dire", avait laconiquement déclaré le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, mardi 23 mars à l'issue de la réunion des députés du groupe. Le lendemain, Brice Hortefeux s'est fait plus précis. "J'entends bien l'idée de pacte avancée par les uns et les autres, a indiqué le ministre de l'intérieur, sur Europe 1. La réalité, c'est qu'il y a un vrai pacte, c'est celui qui a été scellé entre Nicolas Sarkozy et les Français en 2007, et pour cinq ans."

Dans *Le Figaro*, samedi 27 mars, Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, affirme à son tour qu'"il n'y a qu'un seul pacte, celui noué entre les Français et Nicolas Sarkozy en 2007". Eric Besson reprend la même antienne, dimanche, sur Radio J : "Le pacte qui lie le président de la République au peuple et à la majorité qui le soutient est le pacte sur son programme en 2007", insiste le ministre de l'immigration.

Cela sonne comme un rappel à l'ordre. M. Copé semble en avoir pris la mesure. Il a tenu à réaffirmer, dimanche, qu'il était engagé "à fond" aux côtés de M. Sarkozy et lancé un vibrant "tous derrière Nicolas Sarkozy !". (Monde.fr 29.03)

2- Dénonçant l'"abandon" de la taxe carbone en France et le recul des responsables politiques, la fondation Nicolas Hulot annonce la suspension de sa participation au Grenelle de l'environnement. (Reuters 29.03)

Illettrisme : leur bilan.

C'est une réalité alarmante : en France 3,1 millions de personnes sont en situation d'illettrisme, soit 9 % des 18-65 ans.

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a présenté, hier, son plan de prévention de l'illettrisme. Il souhaite renforcer l'apprentissage méthodique du vocabulaire et stimuler la mémoire des enfants dès la maternelle en insistant sur l'apprentissage par coeur de chansons et de textes.

Autre mesure annoncée : chaque recteur d'académie devra missionner dès la rentrée 2010 un responsable chargé de l'illettrisme. Les inspecteurs de l'Education nationale devront aussi davantage veiller à la prévention.

Mais malgré ses bonnes intentions, ce plan risque de susciter de vives critiques, notamment chez les enseignants, car aucun moyen supplémentaire ne leur sera conféré pour mener à bien leur mission de prévention. (20minutes.fr 29.03)

Comment ils compensent du vent et préparent une grosse bulle.

Les banques françaises lancent une plate-forme pour organiser un marché décrié pour son opacité.

La place de Paris accueille un ambitieux projet d'organisation du marché des CDS (credit default swap) pour la zone euro. Ces contrats d'échange contre le risque de défaut d'une tierce partie ont été accusés, notamment à l'occasion de la crise grecque, de faire le jeu de la spéculation et d'amplifier les secousses sur les marchés. Leurs échanges de gré à gré accentuant l'impression d'opacité.

La chambre de compensation sécurise les participants (contreparties), en s'assurant que les fournisseurs de garanties sont bien solvables. Pour l'instant, elle peut compter sur l'appui des quatre grandes banques françaises : BNP Paribas, Société générale, Natixis et Crédit agricole.

Il s'agit aussi pour les régulateurs européens d'avoir accès à l'information sur les transactions opérées sur les dérivés, potentiellement systémiques, et qui sont aujourd'hui essentiellement disponibles auprès d'acteurs londoniens et américains. (lefigaro.fr 29.03)

Les produits dérivés se montent selon les sources de quelques centaines de milliers de milliards de dollars à près d'un million et demi de milliards de milliards de dollars. Sachant que les banques ne disposent pas en actifs de plus de 10% des prêts qu'elles accordent, que dans un pays comme la France l'épargne ou les comptes courants de leurs clients totalisent seulement environ 450 milliards de dollars.

En comparant les sommes gigantesques en jeu et l'argent dont disposent réellement les banques, on comprend tout de suite qu'elles ne pourront jamais compenser les risques pris par les traders.

Italie.

Pendant deux jours, près de 41 millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer sur les présidents de 13 des 20 régions du pays, mais aussi dans certains endroits comme Venise sur leur futur maire ou des présidents de province.

Le taux de participation lundi à la clôture des bureaux de vote s'est établi à 65%, soit le plus faible score depuis quinze ans pour ce type de scrutin.

A Bocchigliero, un petit village de Calabre, seulement 2,85% des électeurs ont voté pour protester contre «*un Etat qui les a abandonnés*».

Il y a trois mois, surfant sur un regain de popularité après l'agression de Silvio Berlusconi à Milan par un déséquilibre, la majorité au pouvoir pensait remporter jusqu'à 9 régions sur les 13.

La coalition de droite de Silvio Berlusconi a remporté 6 des 13 régions en jeu dimanche et lundi, dont 4 qui étaient tenues par la gauche, notamment les cruciales de Rome et Turin. (Libération.fr et 20minutes.fr 29.03)

La Grèce livrée aux prédateurs des marchés financiers et le peuple grec sous les coups des "gros bâtons" de l'UE et du FMI.

1- La Grèce a emprunté cinq milliards d'euros lundi, après l'accord conclu la semaine dernière à Bruxelles entre les pays de la zone euro sur un plan de soutien à Athènes en cas d'aggravation des problèmes d'endettement de ce pays.

Les autorités grecques ont émis pour cinq milliards d'euros d'obligations à sept ans, avec un taux qui s'élève à 5,9%.

Cette initiative montre qu'Athènes peut toujours accéder aux marchés obligataires. Mais la Grèce emprunte toujours à des taux à peu près deux fois supérieurs à l'Allemagne. (AP 29.03)

2- Cette émission de titres du Trésor grec représente une bonne affaire pour les banques européennes, qui semblaient en milieu d'après-midi honorer l'offre d'Athènes. En début d'après-midi, les ordres d'achat se sont montés à environ 7 milliards d'euros, Athènes s'est contentée de 5 milliards.

Les banques européennes peuvent donc acheter les obligations grecques et les utiliser comme dépôt à la Banque centrale européenne (BCE) contre des prêts à plus courts termes mais à un taux d'intérêt de seulement 1%. Rendement de l'obligation grecque (6%) contre taux de refinancement de la BCE (1%)... Le calcul est vite fait et la marge appréciable. (lefigaro.fr 29.03)

3- Le Fonds monétaire international travaille en "*parfaite harmonie*" avec l'Union européenne sur la crise de la dette grecque, déclare Dominique Strauss-Kahn.

"J'espère que la stratégie européenne pour la Grèce fonctionnera", a-t-il dit

"Nous avons besoin d'avoir des carottes et des gros bâtons. J'ai bien peur que jusqu'à présent nous n'ayons trouvé que les carottes... mais pas les bâtons."

L'Union européenne a besoin de créer des mécanismes pour améliorer la surveillance des comptes publics des Etats membres et faire en sorte que les règles budgétaires soient respectées, a-t-il expliqué. (Reuters 29.03)

Le 31 mars

La Talonnette fait le clown à Washington, c'est le seul rôle dans lequel il excelle, il fait sourire son assistance sans se rendre compte qu'elle se fout de lui, car il est tellement imbu de sa petite personne, dans tous les sens du terme.

On a appris que Mélenchon s'en était pris violemment à des étudiants en journalisme qui lui posaient des questions qui ne lui convenaient pas. Franchement quand on connaît son parcours politique et qu'on a en tête de quelle manière son discours a évolué depuis la création du PG, on se demande comment ce type peut encore se regarder dans un miroir.

On devrait axer une partie de notre combat à expliquer aux travailleurs ce qu'est le socialisme, mais en partant de leurs situations et non à partir de définitions prêtes à l'emploi ou à caractère théorique qui ressemblent à un moulin à prières tibétains, à brasser du vent en pure perte quoi. On nous dit qu'il existe des partis de gouvernement (PS, PCF, etc.) et les autres (NPA, POI, LO) qui auraient seulement vocation à s'opposer éternellement au pouvoir en place, bref, ce qui signifie implicitement que finalement rien ne changera jamais...

Me situant parmi les autres qui n'aurais aucune intention de gouverner avec le PS et ses satellites, à la différence des autres partis je considère que l'objectif de notre combat demeure bien la prise du pouvoir et qu'il faut le dire, il est regrettable et fort dommageable qu'aucun parti n'ait le courage d'avancer cet objectif, car implicitement cela laisse entendre que ce sont toujours les mêmes partis qui seront amenés à gouverner, autrement dit que rien ne changera jamais, ce qui est pour le moins une source de démoralisation sinon de désespoir. C'est normal, puisque les travailleurs savent pertinemment qu'ils n'ont rien à attendre des PS, PCF, etc. On leur propose, toujours implicitement, de reproduire les modèles du passé qui ont conduit à la situation actuelle, à quoi bon s'engager dans des partis dont c'est le seul objectif, tout du moins c'est ainsi que les travailleurs interprètent leurs discours, ont-ils raison ou tort sur ce point, c'est une autre question.

Même si les conditions sont fort loin d'être réunies pour prendre le pouvoir ou pour gouverner, si on ne se fixe pas clairement cet objectif, cela peut sous-entendre qu'on n'en est pas capable, on introduit un doute dans la tête des travailleurs, on brise ainsi la confiance que les travailleurs pourraient placer en nous, on leur enlève donc tout espoir de changement de politique, on leur bouche l'horizon au lieu de leur ouvrir.

A partir d'une question en apparence décalée par rapport à la réalité, on en arrive au constat que par manque d'audace ou de lucidité politique on se condamne à ramer éternellement dans le vide, ce qui finit à la longue par lasser plus d'un militant et ce qui est normal.

Si maintenant ces partis sont incapables d'avancer cet argument, ne serait-ce pas dû au fait qu'ils sont incapables de produire et défendre un programme socialiste qui ne ressemble pas à une liste de revendications syndicales, un véritable programme de gouvernement ouvrier révolutionnaire qui permettrait à chacun de comprendre ce qui changerait dans sa vie ou à son travail au cas où ce programme serait appliqué ? Comment ne pas comprendre que ces partis ne sont pas pris au sérieux par les travailleurs qui les prennent en fait pour des sortes de syndicats de gauche ou l'aile gauche du PS-PCF ? Comment expliquer que tant de travailleurs se disent d'accord avec nous mais ne nous soutiennent pas, n'adhèrent pas à ces partis, ne votent même pas pour eux ? Pour eux on représente davantage le passé et le présent que l'avenir, on est incapable de leur fournir la moindre brochure dans laquelle serait expliquée ce que nous ferions dès la prise du pouvoir et ce que cela changerait dans leur vie, dès lors pourquoi devrait-il nous accorder davantage confiance qu'aux autres partis avec lesquels ils nous comparent forcément. Il y a fort à parier qu'ils nous considèrent comme les autres à l'arrivée.

Dès 2005, j'expliquais que l'on combattait le projet de Constitution européenne et qu'on n'était pas foutu de proposer un contre-projet de Constitution à la Ve République. Avons-nous avancé depuis 5 ans ? Pas d'un millimètre sur cette question et celle du programme qui demeure un programme politique destiné à des militants et non un programme économique, social et politique destiné aux travailleurs. Cela démontre une nouvelle fois que ces partis sont incapables de se tourner résolument vers les travailleurs, qu'ils n'ont pas confiance en eux, dès lors pourquoi voudriez-vous qu'ils aient confiance en vous ?

Rompre avec le capitalisme et ses institutions ce n'est pas rien, cela mérite un programme longuement pensé et minutieusement rédigé pour être à la fois cohérent et crédible ou représenter un espoir pour le prolétariat. N'est-ce pas ce don il manque le plus aujourd'hui ? A quoi bon le constater le dire et le redire si on est incapable d'en tirer des leçons ? Le prolétariat continue de penser que c'est impossible d'en finir avec le capitalisme et nous n'avons rien à lui proposer qui pourrait le convaincre du contraire. En quelque sorte on le renforce dans son ignorance ou ses illusions. Nos dirigeants en ont-ils conscience, est-ce un choix de leur part ou sont-ils complètement à côté de la plaque ? Nos intellectuels de talent qui écrivent des ouvrages à longueur de temps sur des sujets divers, feraient bien de s'atteler à cette tâche urgente en

collaboration avec des militants issus de la classe ouvrière, ils rendraient ainsi un service inestimable à notre cause.

Avec la crise du capitalisme, les discussions vont bon train sur le capitalisme, mais il n'en sort rien malheureusement parce que nous ne disposons pas des outils indispensables à la propagande en faveur du socialisme.

Le mois de mars est terminée, demain à 8 heure du matin je dois accompagner mon beau-frère au consulat de France pour sa demande de visa, le site sera donc actualisé un peu plus tard dans la journée. Je mettrai l'ensemble des rubriques du mois sous la forme de fichiers au format pdf. Je mettrai également en ligne au format pdf quelques nouveaux articles du Réseau Voltaire.

Si vous continuiez à faire la grève des courriels et à refuser de soutenir le site, je pourrais finir par vous imiter et me mettre en grève à mon tour ! Illimitée bien sûr ! Après tout, dans la situation où je me trouve, ma responsabilité est limitée à celle que je veux bien m'accorder en dehors de tout engagement à honorer ; j'estime avoir rempli largement celui que je m'étais donné unilatéralement envers les militants, fléchissez-y. Je suis du genre à faire à fond tout ce que je fais et à tout plaquer du jour au lendemain sur le constat que je suis arrivé au bout de ce que je pouvais faire, et que continuer serait une perte de temps et d'énergie, ce dont j'ai horreur. On tirera un autre bilan demain.

Bonne journée à tous.

Quelques infos en bref.

Le laquet de Washington.

Nicolas Sarkozy a assuré mardi Barack Obama de *"tout (son) soutien pour obtenir les sanctions les plus fortes au Conseil de sécurité"* des Nations unies à l'encontre de l'Iran, lors de la conférence de presse conjointe des deux chefs d'Etat à la Maison Blanche.

"Rarement dans l'histoire de notre pays, la communauté de vue a été aussi identique entre les Etats-Unis d'Amérique et la France", s'est félicité M. Sarkozy à la suite d'Obama.

Le président américain a souhaité que ces sanctions soient prises dans les *"prochaines semaines"*, et non plus d'ici la fin de l'année comme il l'avait précédemment indiqué.

Sur l'Afghanistan, *"nous soutenons la stratégie du président Obama"*, a aussi déclaré M. Sarkozy. (AP 30.03)

Le nabot peut parader quand il est à l'extérieur, en France il est conspué et ridiculisé partout où il passe. Un nouveau sondage indiquait avant-hier que 57% des personnes interrogées ne souhaitaient pas qu'il se représente en 2012. Alors pourquoi ne pas le chasser dès maintenant ? Qui osera poser cette question ?

A l'attaque !

La lutte contre le déficit public sera *"la pierre angulaire"* des réformes que souhaite mener le président Nicolas Sarkozy durant les deux dernières années de son mandat, selon le ministre du Budget, François Baroin. (Reuters 30.03)

Tension à l'UMP, entre tentation de reculer et démagogie.

1- L'ancien Premier ministre a suggéré mardi sur France Info, de revenir sur le bouclier fiscal, expliquant que depuis, «les choses ont changé, la crise est venue».

Qu'«on demande aux très riches de faire un effort de solidarité supplémentaire vis-à-vis de ceux qui souffrent dans la crise»? Juppé n'en serait pas «choqué», estimant qu'«il faut s'interroger sur ce qu'on appelle le bouclier fiscal». «On voit aujourd'hui qu'une petite minorité de très riches ne cesse de s'enrichir », appuie-t-il. (libération.fr 30.03)

2- Interrogé mardi par la presse à l'issue de la réunion du groupe UMP à l'Assemblée nationale, sur l'avenir du bouclier fiscal, il a pourtant semblé hésiter: «C'est un peu difficile de répondre directement à cette question. Il y a quelques-uns de nos collègues, y compris d'ailleurs des sénateurs, qui [']ont évoquée. Je ne peux pas vous en dire beaucoup plus aujourd'hui.»

Selon lui, «il faut distinguer ce qui relève d'un certain nombre de demandes d'une étude au fond. Pour l'instant, ça me paraît prématuré d'en parler. Moi, à titre personnel, je n'ai pas une religion totalement définitive sur le sujet.» Et de vouloir jouer franc jeu: «Quand je ne suis pas complètement au clair sur une question, je préfère le dire (...) Il y a des arbitrages, il y a des choix politiques à faire. Il y a des voix qui se sont élevées, on va étudier, on va discuter, on verra ça» notamment «avec le Président.». (libération.fr 30.03)

PIB en France. Pire encore que prévu.

Le produit intérieur brut de la France a progressé de 0,6% au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent, annonce ce mardi l'Insee.

Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB a chuté de 2,2%, soit la pire récession depuis l'après-guerre, a également confirmé l'Institut national de la statistique.

Le gouvernement table désormais sur une croissance de 1,4% cette année.

Mais l'Insee a estimé la semaine dernière que la reprise devrait rester molle au premier trimestre car la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance française, est plombée par les faibles gains de pouvoir d'achat et la hausse du chômage. (libération.fr et AFP 30.03)

Tous pour un et rien pour tous... en attendant le prochain épisode de la crise.

La volonté des Etats d'imposer de nouvelles régulations dans le sillage de la crise financière mondiale est en train de s'estomper et la coopération internationale dans ce domaine diminue, déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

"L'une des leçons de la crise, c'est que face à des défis mondiaux nous avons besoin d'une réponse mondiale", a déclaré Dominique Strauss-Kahn devant le parlement roumain. "Cette leçon, nous sommes en train de l'oublier".

"Je ne dirai pas que cette crise est oubliée, mais l'élan est en train de retomber doucement et c'est très inquiétant."

Le directeur général du FMI a indiqué que de nombreux pays travaillaient individuellement sur de nouvelles règles et sur la création de nouveaux organes de supervision, ajoutant que nombre de ces idées "avaient du sens". "Le seul problème, c'est qu'elles ne vont pas ensemble".

S'adressant par ailleurs à des étudiants roumains, Dominique Strauss-Kahn a prévenu qu'une nouvelle crise financière frapperait inéluctablement les marchés financiers dans les années à venir.

"Je suis certain qu'il sera impossible de demander à nouveau aux contribuables de payer (pour sauver les banques)", a-t-il expliqué, insistant sur le fait que cela rendait plus que nécessaire la coopération entre Etats pour réduire les risques. (Reuters 30.03)

Algérie.

En Algérie, les grèves se succèdent et passent d'un secteur d'activité à un autre. Après les enseignants et les médecins du secteur public, ce sont les employés communaux qui ont débrayé le mardi 30 mars 2010. Ils sont plus de 500 000 à travers les 1541 communes du pays. (RFI 30.03)

[Haut de page ↗](#)